

# ALIMENTATION & MIGRATION

COMPRENDRE LES LIENS GÉOPOLITIQUES DANS LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE





# Alimentation & Migration

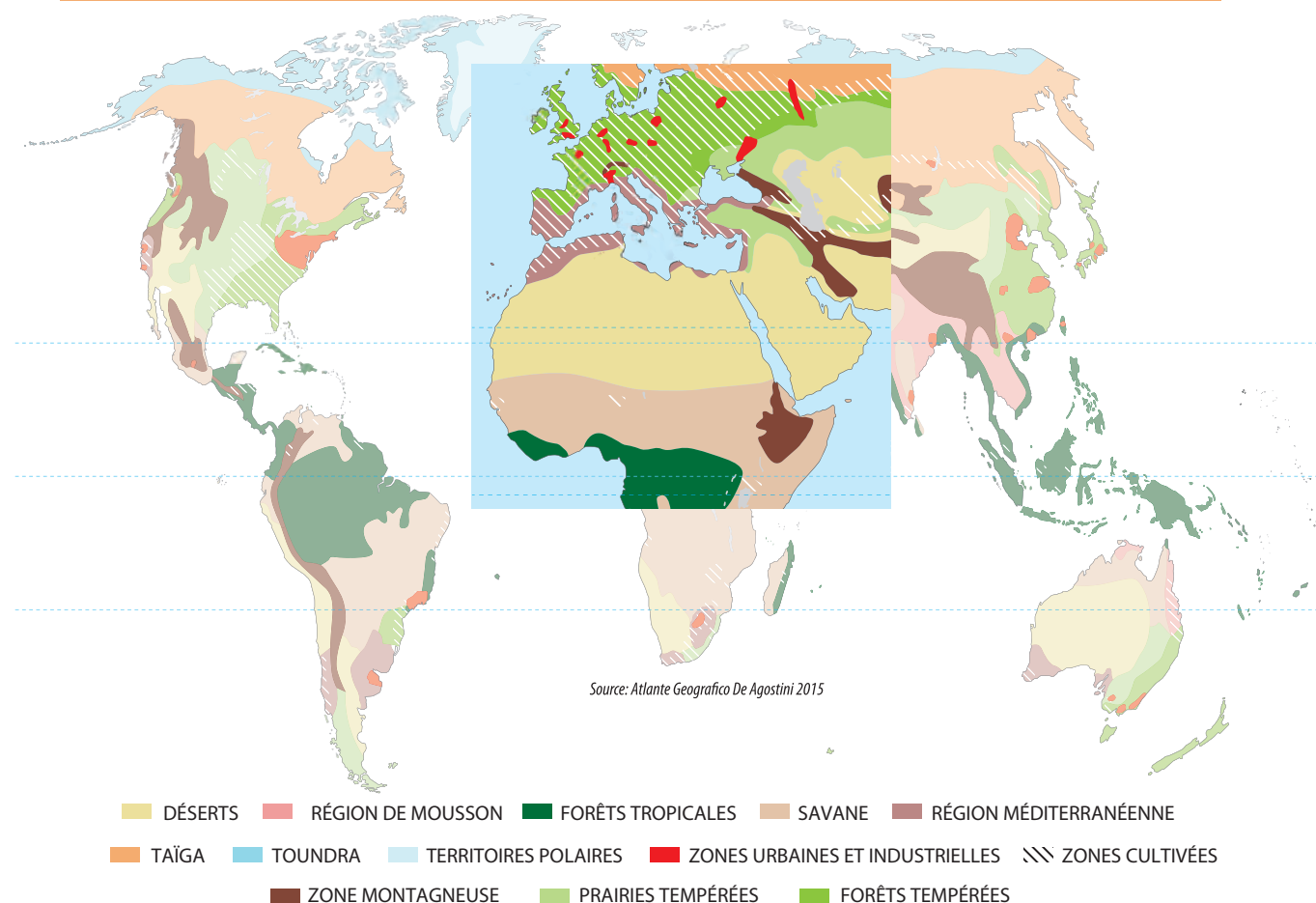
Comprendre les liens géopolitiques dans la région  
Euro-Méditerranéenne

## Table des matières

Note de synthèse .....	3
Note sur les auteurs et la méthodologie.....	9
Introduction : géopolitique, migration et alimentation.....	11
<i>par Lucio Caracciolo</i>	
Tendances démographiques et scénarios futurs .....	19
<i>par Massimo Livi Bacci</i>	
Changement climatique et migration humaine.....	29
<i>par Monia Santini, Luca Caporaso, Giuliana Barbato, Sergio Noce</i> Foundation Euro-Mediterranean Center on Climate Change (CMCC)	
Comprendre les principaux défis de l’Afrique : Nutrition, Santé et Capital humain .....	39
<i>par Massimo Livi Bacci</i>	
Croissance inégale et accaparement des ressources dans les plateformes migratoires africaines .....	47
<i>par Fabrizio Maronta</i>	
Les routes migratoires transméditerranéennes .....	57
<i>par Luca Raineri</i>	
Réseaux migratoires, production agricole et réseaux alimentaires .....	63
<i>avec les contributions de Luca Di Bartolomei, Fabrizio Maronta et Luca Raineri</i>	
Des chaînes de valeur alimentaires durables et innovantes en tant que leviers de développement rural et de stabilisation des flux migratoires ..	73
<i>par Angelo Riccaboni et Sebastiano Cupertino</i>	
Les défis de l’intégration alimentaire en Europe .....	83
<i>par Luca Di Bartolomei</i>	
Bonnes pratiques en matière d’alimentation et intégration .....	89
<i>par Gianna Bonis-Profumo et Michele Pedrotti</i>	
Recommandations .....	107
Bibliographie .....	111



## LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE



# NOTE DE SYNTHÈSE

À une époque où les migrations<sup>1</sup> sont de plus en plus souvent au cœur du débat public et jouent un rôle crucial dans le processus décisionnel, une meilleure connaissance des liens existant entre alimentation et migration s'impose.

Dans ce cadre, MacroGeo, en collaboration avec Barilla Center for Food & Nutrition a analysé l'impact géopolitique des migrations et de l'alimentation dans la région euro-méditerranéenne<sup>2</sup>, et les résultats font l'objet du présent rapport intitulé « Alimentation et Migration ». Notre étude expérimentale combine l'analyse géopolitique (ressources, flux, routes migratoires) et l'analyse de l'alimentation et de la nutrition, en une série d'essais hétérogènes.

Notre recherche pluridisciplinaire, qui se fonde sur les contributions de plusieurs experts dans différents domaines de recherche et qui prend en compte une panoplie de facteurs d'incitation et d'attraction des migrations, vise un double objectif.

D'une part, intégrer le volet de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la discussion sur les facteurs d'incitation des migrations, en tenant également compte de l'impact du changement climatique, et examiner le rôle des chaînes de valeur alimentaires en tant que levier du développement local.

D'autre part, présenter un programme de recherche sur les changements socio-culturels introduits par les





migrations dans les systèmes alimentaires des pays de destination.

L'analyse de l'alimentation et de la migration s'articule notamment autour de trois mots-clés particulièrement pertinents.

#### INTERDÉPENDANCE :

*les migrations, aussi bien que l'alimentation, mettent en évidence l'interdépendance et les liens qui unissent des régions et des cultures différentes en termes de développement, de risques et d'opportunités.*

#### PARADOXES :

*La situation globale de la nourriture présente de nombreux paradoxes, se traduisant entre autre par un déséquilibre entre obésité et malnutrition. Il est essentiel d'étudier le rôle des chaînes de valeur alimentaires pour conjurer les pertes de nourriture et de réfléchir aux paradoxes liés aux migrations. En effet, l'un de ces paradoxes est constitué par la surreprésentation des migrations transméditerranéennes par rapport aux migrations intra-africaines, et un autre par la surestimation des niveaux d'immigration caractérisant l'opinion publique de divers pays<sup>3</sup>.*

#### INCERTITUDE :

*nous vivons une époque de transition, et l'adaptation sera progressive et influencée par plusieurs variables. Il s'agit de développer des stratégies nous permettant de relever les défis climatiques et géopolitiques. Le sentiment d'incertitude accompagnant ces changements doit donc être pris en compte par les politiques publiques visant à gérer la transition.*

Au cours des quinze dernières années, le nombre global de migrants internationaux a augmenté : ils étaient 244 millions en 2015, contre 222 millions en 2010 et 173 millions en 2000 (ONU 2016). Compte tenu également des migrants internes, l'OIM (2017) estime que plus d'un milliard de personnes sont des migrants.

À l'avenir, les migrations internationales seront fortement influencées par la démographie. La portée de la transition

démographique européenne et africaine entre 1950 et 2050 est sans précédent : en 1950, l'Europe représentait 22% de la population mondiale ; en 2050 elle ne représentera plus que 7% de cette population. En revanche, l'Afrique passera de 9% dans les années 1950 à plus de 25% de la population mondiale en 2050. Ce type de réalité démographique pourrait provoquer des déséquilibres en termes de développement, susceptibles de perturber nos sociétés. La présente étude affirme qu'une stratégie de développement durable, s'inscrivant dans le droit fil des Objectifs de développement durable de l'ONU (ODD)<sup>4</sup> associée à une stratégie de co-développement (Lucas 2014), est en mesure de promouvoir de nouvelles opportunités sur les deux rives de la Méditerranée.

Ces tendances perturbatrices ne correspondent qu'en moindre mesure à l'évolution parallèle de la réalité socioéconomique, qui a du mal à suivre le rythme de la démographie – voire n'y parvient pas du tout. La croissance de l'économie africaine, qui a chuté de 3,4% en 2015 à 2,2% en 2016, présente des différences régionales très marquées : l'Afrique de l'Est est en tête, avec une croissance estimée de 5,3% en 2016, alors qu'en Afrique centrale et de l'Ouest la croissance s'est chiffrée respectivement à 0,8% et à peine 0,4%. L'Afrique du Nord (3%) et l'Afrique australe (1,1%) se situent entre les deux.

Dans ce cadre, le taux élevé du chômage demeure un problème, notamment dans les pays africains à revenu intermédiaire, où il atteint 50% dans certains cas, alors que dans les pays à faible revenu, le faible taux de chômage cache souvent des niveaux élevés de sous-emploi, pouvant représenter jusqu'à 80% de la main-d'œuvre africaine. La pénurie d'emplois touche avant tout les jeunes, dont une partie disproportionnée est au chômage ; étant donné les tendances démographiques actuelles, ce problème ne pourra que s'aggraver. Cette situation est l'une des causes de l'inégalité de revenus en Afrique, l'une des plus marquées du monde.

Le déséquilibre économique se reflète dans la disponibilité d'une ressource d'importance cruciale : l'eau. Dans l'ensemble, l'Afrique dispose d'environ 9% des réserves mondiales d'eau douce et accueille 11% de la population de la planète, mais on constate des différences importantes en termes de disponibilité d'eau :



par exemple, la pénurie d'eau afflige l'Afrique subsaharienne plus que d'autres régions africaines. D'après l'OMS (2015), en 2015 319 millions de personnes n'avaient aucun accès à une source améliorée d'eau potable dans cette région.

***Non moins importantes que la pénurie d'eau, les activités d'acquisition des terres et de l'eau exercées par des acteurs étrangers à des fins agricoles ou spéculatives sur les matières premières posent de graves problèmes.*** Depuis quelques années, des sociétés étrangères provenant du Golfe, d'Inde, de Chine et d'Europe achètent des millions d'hectares de terres (et les ressources en eau dont elles disposent) en Afrique, comme en témoigne l'exemple des fleuves Nil et Niger.

Compte tenu de ces fragilités environnementales, sociales et économiques, les flux financiers provenant de l'extérieur – investissements directs de l'étranger (IDE), aides diverses et même les transferts monétaires – revêtent un rôle crucial pour la plupart du continent africain. Le flux des transferts monétaires a augmenté de façon à la fois considérable et régulière au cours des dernières années et représentait 51% des flux privés en 2016, contre 42% en 2010 : 11 milliards de dollars en 2000 et 64,6 milliards en 2016. S'agissant de flux moins instables que l'aide au développement ou les IDE, ils assurent la subsistance des ménages et permettent de renflouer les réserves de devises étrangères et stimuler les investissements.

Pour avoir une vision globale du « lien entre migration et alimentation », nous avons effectué une analyse conjointe des pays d'origine et de destination des migrants. Les migrations, comme l'alimentation, mettent en évidence l'existence d'un tel lien : si dans l'histoire passée des routes alimentaires méditerranéennes, les routes commerciales et celles des migrants étaient étroitement liées, dans les migrations transmédia-néennes d'aujourd'hui, les réseaux du trafic illicite de biens, y compris de denrées alimentaires, coïncident souvent avec ceux du trafic d'êtres humains.

***Qui plus est, le changement climatique menace lui aussi les ressources alimentaires, foncières***

***et en eau, en poussant les individus et les communautés à fuir les zones les plus vulnérables.*** Une étude réalisée par le Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique (CMCC) fait état de plusieurs tendances au réchauffement et de l'aggravation des phénomènes de sécheresse. Plus précisément, dans la région transmédia-néenne, le changement et la variabilité climatique pourraient provoquer un réchauffement de l'ordre de 0.7°C dans les deux prochaines décennies, et ce pourcentage va plus que doubler en 2050. Pendant la même période, les épisodes de sécheresse devraient pour le moins doubler, avec de graves retombées sur l'agriculture.

Le lien entre nutrition et capital humain est essentiel pour le développement de l'Afrique, car il ne fait aucun doute qu'il existe un cycle vicieux où la pauvreté provoque la faim, la malnutrition et des taux élevés de mortalité infantile. Ce cycle déclenche une dynamique incontrôlée insoutenable dans la population.

Dans les pays de destination, la demande de main-d'œuvre bon marché dans le secteur agricole représente un facteur d'attraction des migrations, comme l'indiquent les épisodes d'exploitation constatés en Europe du Sud. L'activité des ONG et les lois qui en régissent l'organisation témoignent de l'urgence de cette question.

***L'Agenda 2063 de la Commission de l'Union Africaine a pour objectif de consolider la modernisation des secteurs agricole et agro-industriel africains, afin d'éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire d'ici 2063. Dans le cadre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030, il convient également de prendre en compte le rôle de l'innovation dans les chaînes de valeur alimentaire. En soulignant les lacunes à ce niveau, nous proposons des solutions susceptibles de renforcer la prospérité et la durabilité environnementale et sociale par l'innovation et la coopération multi-parties prenantes.***

La nourriture a le potentiel de créer des dynamiques d'inclusion, qui nous aideraient à relever l'immense

défi migratoire qui nous attend. Sur la base de ce constat, nous avons sélectionné un certain nombre de meilleures pratiques et d'études de cas concernant des pays d'origine, de transit ou de destination des migrations, afin d'analyser à fond les expériences du passé et en tirer des enseignements pour l'avenir.

Ce rapport, basé sur un ensemble de données quantitatives et qualitatives, souligne le caractère crucial de l'alimentation et de la nutrition, dans l'optique des migrants, que ce soit au moment de la décision de quitter leur pays ou pendant le voyage, ou encore dans les camps de réfugiés. Le « lien entre migration et alimentation » est essentiel pour toutes les parties prenantes engagées dans l'élaboration d'une politique d'intégration éclairée.

## NOTES

<sup>1</sup> La définition de « migrant » est controversée. Nous avons décidé d'adopter la définition qu'en donne l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Selon l'OIM, est migrante « toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi une

frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacée à l'intérieur d'un État, quels que soient : 1) le statut juridique de la personne ; 2) le caractère, volontaire ou involontaire, du déplacement ; 3) les causes du déplacement ; ou 4) la durée du séjour » (<https://www.iom.int/key-migration-terms>, à consulter aussi pour la définition de « réfugié »). Selon l'ONU (2016) « un migrant international est une personne qui vit dans un pays dans lequel elle n'est pas née ». Les expressions « migrant environnemental » ou « réfugié climatique » sont également controversées. (Kraemer 2017, définition pratique de l'OIM).

<sup>2</sup> Afin d'analyser le lien entre alimentation et migration Sud-Nord, nous nous sommes concentrés notamment sur cinq régions : l'Europe centrale, l'Europe méditerranéenne, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, et nous avons choisi treize pays représentant les principaux acteurs géopolitiques.

<sup>3</sup> Selon un sondage mondial réalisé en 2014 par Ipsos MORI dans 14 pays, la perception de la moyenne des personnes interrogées était que 24% de la population était née à l'étranger, alors que le chiffre réel est de 11% (<https://www.ipsos.com/ipsos-mori/en-uk/perceptions-are-not-reality-things-world-gets-wrong>).

<sup>4</sup> Les Objectifs de Développement Durable (ODD), également nommés Objectifs Mondiaux, se basent sur l'expérience des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de pousser encore plus loin la lutte pour l'éradication de toutes les formes de pauvreté. Tous les pays sont appelés à agir dans le but de promouvoir la prospérité, l'inclusion sociale et la protection de la planète. Les 17 ODD ont été officiellement lancés le 1<sup>er</sup> janvier 2016.





## NOTE SUR LES AUTEURS ET LA MÉTHODOLOGIE

La présente étude sur le lien entre migration et alimentation a été réalisée par MacroGeo, une société de recherches géopolitiques, en collaboration avec Barilla Center for Food & Nutrition Foundation (BCFN).

Depuis plus de vingt ans, Limes – la revue mensuelle italienne de géopolitique – étudie les perspectives géopolitiques de l'Europe et du bassin méditerranéen ainsi que les principales plateformes migratoires africaines. Ces sujets sont notamment traités dans les publications suivantes : Limes 5/2015, Limes 7/2016 et Limes 6/2017. L'analyse de MacroGeo tire parti de cette expérience, qui s'appuie sur la participation d'analystes, d'académiciens, d'activistes et de décideurs.

Lucio Caracciolo et Alessandro Aresu, respectivement directeur exécutif et directeur général de MacroGeo,

ont assuré la coordination de cette recherche avec Marta Antonelli, responsable du Programme de recherche de BCFN. Massimo Livi Bacci est l'auteur des contributions concernant la démographie. Il convient également de signaler, entre autres, les contributions de Luca Di Bartolomei, Fabrizio Maronta et Luca Raineri. Cette étude a également bénéficié d'un appareil cartographique dédié, grâce à la contribution exceptionnelle de Laura Canali et Francesca Canali. Nos remerciements vont également à Dario Fabbri et Francesca Simmons.

Les migrations sont un phénomène pluridimensionnel, d'où la nécessité d'adopter une approche elle aussi pluridimensionnelle, notamment dans l'analyse de leur relation à l'alimentation. Les différentes sections de cette étude adoptent donc différentes approches : analyse



géopolitique et géoéconomique (les sources primaires sont indiquées, lorsqu'elles sont disponibles) ; élaboration démographique des principaux ensembles de données relatives aux régions et aux pays concernés (y compris les Perspectives de la population mondiale de l'ONU, les Indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO, les Enquêtes Démographiques et de Santé) ; entretiens, enquêtes et travail de terrain pour ce qui est des principales routes migratoires ; élaboration des données mondiales Nielsen et Ibis.

La section intitulée « Changement climatique et migrations humaines » a été réalisée par Monia Santini, Luca Caporaso, Sergio Noce et Giuliana Barbato (CMCC – Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique), à partir de différents ensembles de données sur le climat (Climate Research Unit (CRU), la base de données CLIMDEX, la base de données Global SPEI, les données Reanalysis products et East System Model élaborées pour les initiatives ISI-MIP), sur la disponibilité des ressources en eau et sur la production agricole (les données ERA-Interim Reanalysis et Global Runoff Data Center, les statistiques FAOSTAT et les résultats ISI-MIP).

La section intitulée « Réseaux migratoires, production agricole et réseaux alimentaires » a été réalisée à partir d'une série d'entretiens portant sur l'exploitation de la main-d'œuvre bon marché en Italie, avec notamment : Marco Omizzolo, fondateur de l'Association In Migrazione, dont l'activité se concentre sur les travailleurs migrants d'origine Punjabi dans les champs de la plaine pontine ; Yvan Sagnet, activiste et président de l'Association No Cap.

La section intitulée « Systèmes agroindustriels durables et novateurs en tant que levier du développement rural et de la stabilisation des flux migratoires », par Angelo Riccaboni et Sebastiano Cupertino (Université de Sienne) souligne la nécessité d'assurer la durabilité des chaînes de valeur alimentaires, notamment en vue de la croissance économique des pays en développement, sur la base des dernières études et des retours d'expérience des acteurs de terrain.

Les meilleures pratiques en matière de migration, intégration et alimentation s'inspirent de la collecte et de l'analyse d'études de cas réalisées par Gianna Bonis-Proffumo et Michele Pedrotti, chercheurs au BCFN.

# GÉOPOLITIQUE, MIGRATION ET ALIMENTATION

*par Lucio Caracciolo*

La présente étude a pour objectif de mettre en évidence le lien souvent omis entre alimentation et migration. L'analyse de cette relation passe par l'examen de tous les facteurs qui l'influencent : le contexte géopolitique et économique, les tendances démographiques et l'impact du changement climatique. Autant de facteurs d'incitation des migrations, qui représentent un phénomène structurel dans le monde où nous vivons et où vivront les générations futures. Toute tentative d'analyser les flux migratoires en les encadrant dans un contexte de crise est donc destinée à produire des résultats limités voire négatifs. Toute tentative de gérer ces flux dans le cadre de programmes nationaux visant à se décharger de ce problème sur des pays plus faibles ou plus exposés aux flux serait tout aussi catastrophique. Seule une stratégie globale s'appuyant sur la reconnaissance du fait que la

question migratoire concerne l'humanité tout entière et qu'elle est destinée à exercer une influence profonde sur l'écosystème planétaire permettra d'assurer une gestion équilibrée et responsable de ce phénomène.

Les analyses qui vous sont proposées se concentrent plus particulièrement sur la région méditerranéenne au sens large : la ligne de faille entre les flux migratoires qui, partis de l'Afrique subsaharienne, se dirigent vers l'Europe. Les routes migratoires africaines, qui correspondent souvent aux anciennes routes de transit utilisées pour tous les types d'échange, en commençant par les denrées alimentaires et autres produits naturels, ne cessent d'évoluer en fonction de l'évolution des facteurs d'incitation et d'attraction et des politiques répressives adoptées par les gouvernements locaux, qui peuvent compter sur une



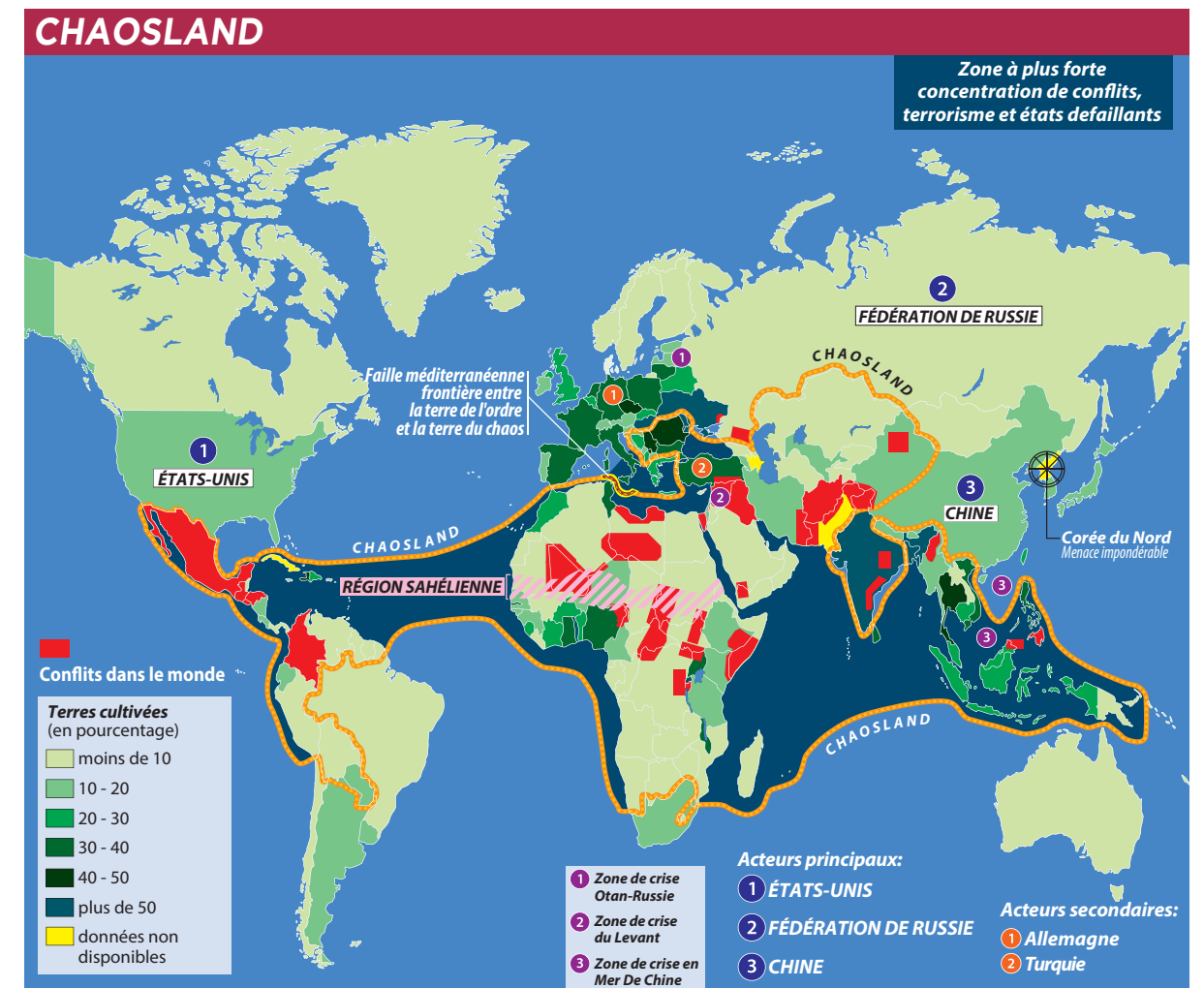
aide efficace de la part de certains pays européens. Les revenus importants dont bénéficient les populations africaines du fait des migrations – dont la plupart (90% environ) ont lieu à l'intérieur du continent, tandis que seule une modeste minorité de migrants se rendent en Europe en traversant la Méditerranée – encouragent les groupes criminels et terroristes à intercepter et gérer la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation. L'accent mis par les médias sur la perspective méditerranéenne du phénomène migratoire finit souvent par offusquer ses causes les plus profondes, en alimentant un climat d'urgence auprès de l'opinion publique mondiale. C'est également pour cette raison que nous avons essayé de proposer une approche scientifique et analytique, dans l'espoir de contribuer à un débat public mieux informé et donc plus raisonnable.

Dans cette optique, le lien entre alimentation et migration s'inscrit donc dans le cadre d'une étude sur la multitude de facteurs qui influencent le déplacement et la culture alimentaire des individus et des populations, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Qui plus est, le dernier rapport du Programme Alimentaire Mondial, fait état d'un lien très fort entre les migrations, l'alimentation et les conflits : sur 1.000 habitants, le nombre de départs de réfugiés augmente de 0,4% pour chaque année consécutive de conflit et de 1,9% à chaque augmentation de 1% de l'insécurité alimentaire, alors que « l'aggravation du niveau de sous-alimentation contribue à l'augmentation du nombre et de l'intensité des conflits armés » (PAM 2017).

**L'étude menée dans les pays d'origine et consacrée, notamment, à l'Afrique subsaharienne<sup>1</sup>, met l'accent sur les causes d'un cercle vicieux impliquant la nutrition et la migration.** Les mailons qui forment cette chaîne sont, entre autres, une croissance démographique exponentielle, une nutrition insuffisante, les troubles de croissance ; ils ont une incidence sur le développement physique et mental, ainsi que sur la propagation de maladies chroniques, avec des conséquences évidentes pour la productivité et les conditions économiques des individus et des communautés. **Le résultat est une trappe malthusienne : la pauvreté entraîne la malnutrition (voire la faim) et des taux élevés de mortalité infantile,**

**ce qui stimule des taux de fécondité élevés, qui reconduisent à la pauvreté.** Ce cycle contribue à pousser les jeunes membres de la population à quitter leur terre d'origine en quête d'un avenir qui leur permettra de s'affranchir une fois pour toutes de ce cercle vicieux. Ils partent pour assurer la nutrition – et donc la survie – dans un contexte familial souvent très élargi, de ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas abandonner leur maison, leur pays d'origine et leurs coutumes. D'où l'importance que nous attachons, dans nos recommandations, aux programmes d'investissement liés aux transferts monétaires, dont une part importante devrait être réservée au développement de l'agriculture, et donc de la nutrition, dans les pays d'origine.

En ce qui concerne les pays d'accueil, l'alimentation joue un rôle central en faveur de l'intégration des migrants dans les pays européens de destination. Au fil du temps, la nourriture est devenue un élément de plus en plus marquant de l'identité (y compris religieuse) des individus et des communautés. La diffusion des habitudes et des usages alimentaires des pays d'origine des migrants, notamment ceux qui viennent d'Afrique, est en train de modifier le paysage culturel européen. Il ne s'agit pas ici simplement de régimes alimentaires ou de préférences, mais bien plutôt de l'introduction de nouveaux codes culturels qui passent par les ingrédients, les règles et la cuisine importés par les immigrés. Ceci se reflète dans les marchés et l'industrie agroalimentaire européens. **Il est donc essentiel que les projets d'intégration prennent en compte non seulement les aspects culturels et linguistiques de base, mais également les aspects alimentaires, en insistant sur le rôle des habitudes alimentaires des migrants, tout en encourageant les échanges à ce niveau, ainsi que les contacts entre les communautés établies depuis longtemps et celles qui sont en phase de formation.** Cette mission incombe surtout aux deuxièmes générations, car c'est à leur niveau que se dispute le « match » final de l'intégration. On ne saurait ignorer les difficultés posées par ce genre d'approche, car les différences de culture nutritionnelle pourraient être exploitées en Europe par ceux qui rejettent toute possibilité de coexistence avec des individus qu'ils considèrent comme « distants » du point de vue so-



Source : Atlante Geografico De Agostini 2015 et analyse géopolitique par les auteurs

cio-culturel, sans trop réfléchir à ce que ce mot signifie du point de vue géographique.

Afin de comprendre l'importance du défi lié aux migrations et à l'alimentation, il convient donc de commencer par l'analyse du contexte géopolitique qui le conditionne. Nous avons divisé le monde en deux régions nommées très généralement : Orderland et Chaosland<sup>2</sup>.

Voici deux mondes voisins définis aussi bien par leurs asymétries actuelles que par les liens économiques, politiques et socioculturels qui les unissent de longue date. Par conséquent, la Méditerranée est une zone où les frictions, les conflits potentiels et les migrations ne

cessent de croître, ce qui à long terme aura un impact important sur la culture et l'identité européennes. Depuis la crise économique et financière de 2008 l'Europe est confrontée à de nombreux défis. La perception générale est que les États membres ne partagent pas les mêmes intérêts. On constate un manque de confiance évident dans les institutions européennes, et même dans la possibilité de relever les défis communs en adoptant une approche commune – à commencer par les flux migratoires – qui se traduit par une tendance à décharger les problèmes sur les autres au lieu de rechercher une solution commune. Pour les historiens du futur, le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni représentera peut-être le coup d'envoi d'une profonde modification du paysage géopolitique européen.

Pour ce qui est de l'Afrique et du Sud-Est de la Méditerranée, ces zones sont affectées par les facteurs d'instabilité les plus dangereux – conflits armés, terrorisme, pauvreté généralisée, changement climatique et ses conséquences sur l'agriculture et l'alimentation – et surtout, une migration galopante. Ce phénomène concerne principalement cette région, quoique les médias tendent à se concentrer sur les flux allant du Sud vers le Nord, évoquant une sorte d'« invasion » de l'Europe.

### La primauté de la démographie

Parmi les principaux facteurs d'incitation des migrations, la démographie est de loin le plus important, notamment à moyen et à long terme, comme l'indique notre analyse des cinq régions principales qui forment la zone euro-méditerranéenne. La population africaine s'élève déjà à 1,2 milliards de personnes – d'ici à 2050, ce chiffre aura doublé et en 2100, il aura quadruplé. La rive Nord de la Méditerranée compte environ 700 millions d'Européens (dont 500 millions en UE et 200 millions en Russie, en Ukraine et dans d'autres pays d'Europe de l'Est), et est caractérisée par une tendance générale à la baisse qui laisse supposer que d'ici à la fin du siècle, le nombre d'Européens s'élèvera à 650 millions d'individus, alors que la population mondiale aura grimpé à 11 milliards de personnes. Il convient également de noter que l'âge médian en Europe s'élève à environ 45 ans, alors qu'il n'est que de 20 ans en Afrique. Les jeunes, surtout ceux qui sont menacés par les conflits ou qui vivent dans des environnements misérables, feront de tout pour s'assurer un avenir meilleur. C'est pourquoi il faut examiner de façon exhaustive les perspectives de l'économie africaine – en termes d'asymétries et d'opportunités – afin d'évaluer l'impact des migrations en Méditerranée.

### Maîtriser l'urbanisation et le changement climatique

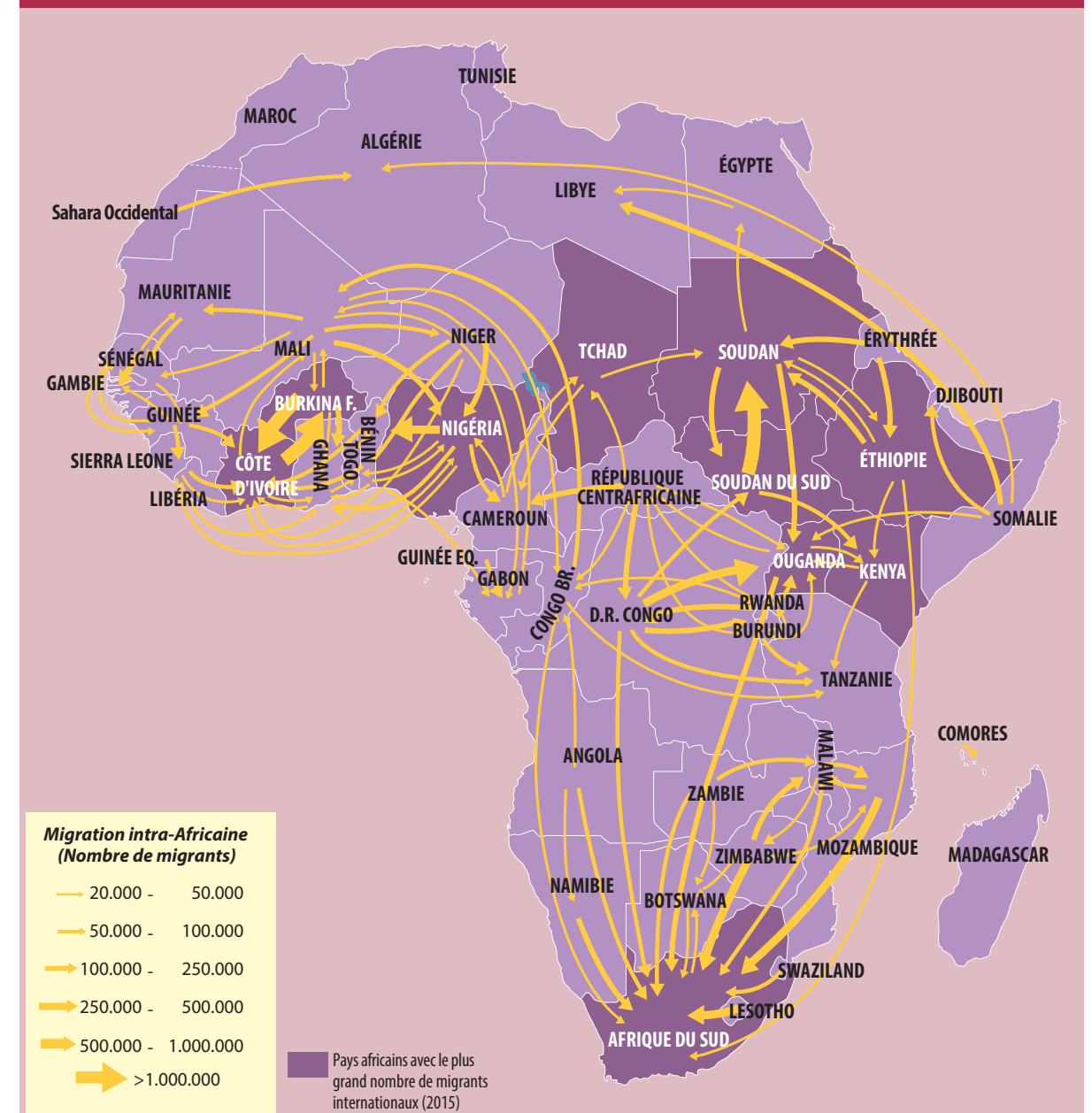
La tendance mondiale à l'urbanisation est un autre phénomène important à prendre en compte, car elle constitue un facteur de migration lié à la démographie. Pour la première fois dans l'histoire de

l'homme, depuis 2007, une majorité croissante de la population mondiale vit dans un milieu urbain. Partout dans le monde, d'immenses mégaloïles attirent la population rurale. En Afrique, deux grandes villes symbolisent cette tendance : Lagos (Nigeria) et Le Caire (Egypte)<sup>3</sup>. Cette forte concentration d'individus dans des espaces relativement peu étendus pourrait compromettre sérieusement l'ordre et la stabilité des mégaloïles, et entraîner simultanément le drainage démographique des zones rurales, ce qui comporterait, entre autres, un impact immédiat sur la production de denrées alimentaires. Ces tendances démographiques, associées au changement climatique, donnent lieu à un phénomène qui afflige déjà la plupart des pays africains : face à la croissance exponentielle de la demande en eau, l'approvisionnement devient de moins en moins fiable. Et c'est un autre facteur d'incitation important dans les migrations Nord-Sud (mais aussi Sud-Sud), ainsi qu'une cause potentielle de conflits, étant donné l'ampleur des activités d'acquisition des terres et des ressources en eau en Afrique (dont nous reparlerons plus loin de façon plus détaillée). Étant donné l'impact sur les systèmes alimentaires de tous les pays touchés par les migrations transmédiaïennes, y compris les pays européens de transit et de destination, le débat sur le changement climatique ne saurait faire abstraction de ce lien d'interdépendance.

### États fragiles et réseaux criminels

Dans ce cadre général, l'impact des tensions et des conflits qui sévissent en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne ainsi que dans la région du Levant et du Moyen-Orient élargi aggrave la désintégration ou la fragmentation des États, dont certains n'existent plus désormais que sur les cartes (Libye, Somalie, Syrie, Irak et Afghanistan). L'une des conséquences est que les dirigeants européens qui souhaitent pouvoir compter sur des partenaires capables de surveiller et maîtriser les flux migratoires ne savent plus qui appeler au téléphone. Parallèlement, la traite d'êtres humains joue un rôle central dans la plupart des économies africaines et du Moyen-Orient. Dans de nombreux cas, les gouvernements ou les dirigeants locaux participent activement au trafic de migrants.

## MIGRATION DE POPULATIONS EN AFRIQUE



Source : UN 2015

### Migration Sud-Sud

Comme nous l'avons déjà souligné, il ne faut pas oublier que les migrants qui débarquent sur les côtes européennes après avoir traversé la Méditerranée ne représentent qu'une partie négligeable des flux migratoires mondiaux : le discours dominant tend à sous-estimer

le fait que la plupart des migrants venant d'Afrique ou d'Asie ne se dirigent pas vers l'Europe mais se déplacent à l'intérieur de leur région d'origine. D'après les statistiques disponibles, 84% de la population de migrants venant d'Afrique de l'Ouest se déplacent à l'intérieur de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), alors que les communautés de



la diaspora de la Corne de l'Afrique sont pour la plupart absorbées par les pays voisins, comme le Kenya, l'Ouganda, le Soudan, l'Éthiopie et le Yémen, et non par l'Europe (Malakooti et al. 2015 ; OIM 2017). ***Au-trement dit, la migration Sud-Nord représente une exception, alors que la migration Sud-Sud reste la règle.***

## La déstabilisation des systèmes alimentaires

Si les facteurs d'incitation et d'attraction des migrations sont multiples et multiformes, il ne fait aucun doute que les systèmes alimentaires y sont pour quelque chose. ***Au cours des dernières décennies, d'importants flux migratoires en provenance et à destination de l'Afrique ont été provoqués par la déstabilisation des systèmes alimentaires traditionnels, due aux effets du changement climatique et des sécheresses (comme dans les pays du Sahel dans les années 1970), à des politiques alimentaires lacunaires (comme en Éthiopie dans les années 1980), ou à des accords commerciaux controversés (comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest à partir des années 1990).*** Par ailleurs, la carence de main-d'œuvre dans le secteur agricole des pays de la rive Nord de la Méditerranée est devenue un facteur d'attraction des flux migratoires, en favorisant l'exploitation du travail bon marché. Il faut donc renforcer la coopération internationale pour mettre en œuvre toutes les actions proposées pour l'agriculture et l'industrie agroalimentaire africaines dans l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union Africaine.

## Un enjeu à long terme

Tout bien considéré, il faut accepter le fait qu'il est impossible d'arrêter les flux migratoires. Les couloirs peuvent être fermés pendant quelques temps (c'est le cas actuellement du couloir oriental, de la Turquie à la Grèce) mais pas indéfiniment. Et quoi qu'il en soit, les migrants ouvriront de nouvelles routes, souvent aidés par les passeurs et les mafias.

Un programme exhaustif de recherche sur l'alimentation et les migrations, associé à une analyse des

plateformes migratoires africaines, peut nous aider à maîtriser le défi géopolitique à long terme de l'interdépendance des deux rives de la Méditerranée. Tout au long de l'histoire de la Méditerranée, les routes alimentaires et migratoires se sont souvent entrecroisées. C'est en étudiant de près la situation des deux rives que nous pourrions évaluer l'ampleur des enjeux actuels.

D'une part, dans les plateformes migratoires africaines, il est essentiel de sortir du cercle vicieux où la pauvreté alimente la faim, la malnutrition et des taux élevés de mortalité infantile. ***Il faut donc que l'attention croissante que le monde accorde au rôle de l'Afrique (où les « Plans Marshall » et les « Plans d'investissement » visent à renforcer l'immense potentiel de croissance du continent) vise la sortie de cette trappe malthusienne, pour en tirer des opportunités pour l'agriculture et le capital humain de l'Afrique, conformément aux Objectifs de développement durable de l'ONU.***

***D'autre part, les sociétés européennes sont confrontées à une question stratégique, celle de l'intégration, qui n'est pas près d'être résolue.*** Combien d'étrangers sommes-nous en mesure d'absorber, ou disponibles à le faire, dans nos États-nations déjà très hétérogènes ? Comment allons-nous gérer l'interaction des cultures, mœurs et religions qui sont destinées à prendre de plus en plus d'importance – et de visibilité – dans un avenir proche ? Et, plus précisément, quel sera l'impact des migrations sur les cycles et les cultures alimentaires dans les pays d'origine et de destination ? Pour répondre à ces interrogations, il convient d'analyser et de partager les meilleures pratiques en matière d'intégration alimentaire en Europe.

Nous sommes d'avis que ces questions fondamentales appellent un débat de grande envergure et interdisciplinaire. C'est pourquoi nous avons réuni des experts et des consultants de différents domaines (démographie, climatologie, économie, migration) pour explorer le lien entre « migration et alimentation » dans un cadre géopolitique, à l'aide d'une série d'essais et de contributions spécifiques. Dans ce cadre, les Objectifs de développement durable du Programme à l'horizon

203, étant donné leur lien étroit avec l'alimentation et la migration, sont une référence constante

Il s'agit là de la première phase de la collaboration entre MacroGeo, à travers l'analyse géopolitique réalisée, et Barilla Center for Food & Nutrition Foundation, consacrée à l'étude des facteurs économiques, scientifiques, sociaux et environnementaux liés à l'alimentation. Dans son discours à la FAO à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, le Pape François a rappelé que « la relation entre la faim et la migration ne peut être abordée qu'en s'attaquant aux causes profondes du problème ».

La communauté internationale est de plus en plus consciente du rôle majeur de l'alimentation et des migrations pour assurer un avenir durable à notre planète. En l'espèce, les flux migratoires transmédiaiterranéens représentent un défi courant qui appelle l'attention constante des analystes et des décideurs. C'est pourquoi, dans un proche avenir, nous avons l'intention d'examiner d'autres perspectives dans cet exercice d'exploration, en donnant la parole aux anthropologues, historiens, urbanistes, activistes, ainsi qu'aux migrants et aux décideurs des pays d'origine. Des études de cas réalisées dans divers pays, ainsi que le partage des meilleures pratiques à échelle locale pourraient également nous aider à creuser davantage ce sujet,

ses paradoxes et ses opportunités, dans le cadre d'un dialogue avec les parties prenantes pertinentes. Si vous souhaitez suivre l'évolution de l'analyse du lien entre migration et alimentation, consultez notre site web [www.foodandmigration.com](http://www.foodandmigration.com)

Les migrations sont une réalité structurelle dans le monde entier et, pour ce qui est de la Méditerranée, une réalité qui s'inscrit dans la durée. La gestion de ce phénomène, la façon dont il est perçu et ses conséquences – escomptées ou non – représente un défi majeur pour nos sociétés, qui doivent se doter des meilleurs instruments pour l'affronter. Une compréhension accrue du lien entre migration et alimentation est donc un investissement important destiné à porter ses fruits à l'avenir.

## NOTES

<sup>1</sup> Nous nous concentrons, entre autre, sur l'Afrique subsaharienne afin de souligner son rôle crucial en termes de croissance démographique et économique future.

<sup>2</sup> La ligne de faille entre Chaosland et Orderland n'implique ni un jugement de valeur, ni une nécessité. Ce concept a pour objectif d'identifier des réalités géopolitiques à la fois différentes et étroitement liées.

<sup>3</sup> Pour plus d'informations sur les mégapoles africaines, voir aussi Nawrot et al. 2017.<sup>2</sup> The fault line between Chaosland and Orderland does not imply a value judgement or a necessity. Its purpose is to identify different and intertwined geopolitical realities.



# TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ET SCÉNARIOS FUTURS

*par Massimo Livi Bacci*

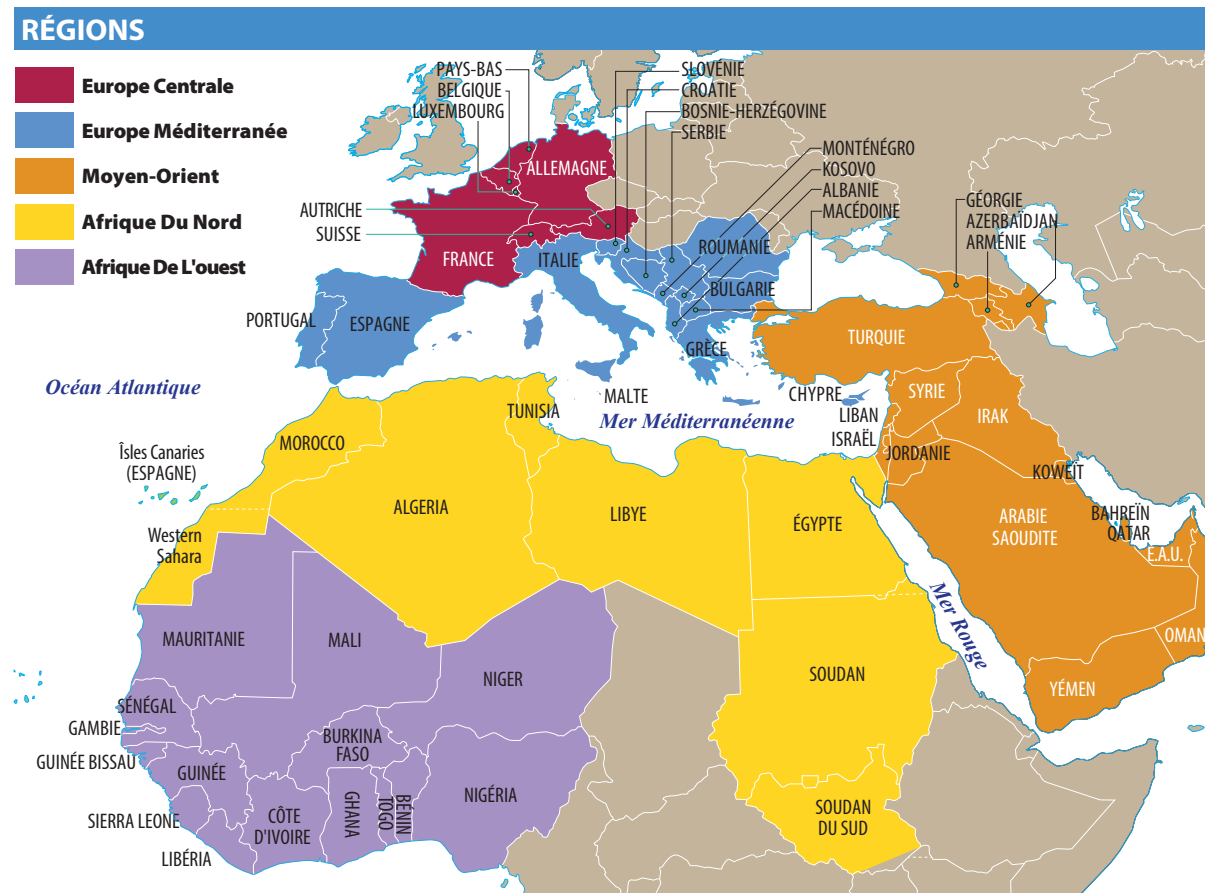
*Les principales régions euro-méditerranéennes sont confrontées à une transition démographique sans précédent. L'analyse et une gestion appropriées de cette transition s'avèrent indispensables pour développer des solutions susceptibles d'assurer la stabilité des sociétés des deux rives de la Méditerranée.*

## Une révolution démographique mondiale

Le monde est confronté à une transition démographique révolutionnaire, et jamais, dans toute notre histoire, l'écart entre les principaux facteurs de changement démographique des différentes régions n'a été aussi profond. Dans presque tous les pays avancés, et dans certains pays émergents, le taux de fécondité est nettement inférieur au taux de remplacement et l'espérance

de vie à la naissance est de 80 ans ou plus. En Europe, dans un scénario à migration zéro avec un taux de natalité constant, 33 pays sur 40 subiraient une diminution de la population avant la moitié du siècle. En revanche, dans les pays de l'Afrique subsaharienne, chaque femme accouche en moyenne de 5 enfants ; la disponibilité de moyens de contraception est souvent l'apanage des élites urbaines, la survie est précaire et dans certains pays, l'espérance de vie est inférieure à 50 ans. La population africaine va plus que doubler d'ici 2050.





La géo-démographie mondiale est, elle aussi, en cours d'évolution rapide : l'Europe représentait 22% de la population mondiale en 1950, 10% à peine en 2015, et elle n'en constituera que 7% en 2050. Par contre, l'Afrique, qui hébergeait 9% de la population mondiale en 1950 et 16% en 2015, dépassera 25% en 2050<sup>1</sup>. Les écarts constatés dans les taux de croissance – négatifs dans de nombreux pays européens, entre 2 et 4% par an dans l'Afrique subsaharienne – sont étroitement liés à la structure d'âge de la population. En Europe, l'âge médian de la population est de près de 45 ans, tandis que dans l'Afrique subsaharienne, il est inférieur à 20 ans.

**La révolution démographique actuelle exerce un impact social et économique profond.** Dans les pays matures du Nord de la planète, la stagnation et le déclin démographique, ainsi que le vieillissement

de la population, pourraient entraîner le ralentissement de la productivité et de l'innovation, avec des retombées croissantes sur les budgets nationaux de la santé, des régimes de retraite et des services sociaux, des investissements accrus dans le capital humain et des opportunités plus aptes à affronter questions environnementales. Dans les pays à croissance rapide avec des populations très jeunes, les vrais défis consistent à assurer des systèmes de nutrition, de prise en charge et d'éducation adéquats pour les jeunes, dont le nombre augmente rapidement, la création d'emplois – notamment dans les secteurs agricole et manufacturier – apte à absorber une main-d'œuvre jeune et en expansion ainsi que des investissements dans les infrastructures productives. Au final, les effets combinés des écarts démographiques et économiques renforcent les forces d'incitation et d'attraction qui déterminent les flux migratoires internationaux

POPULATION EN 1950 ET 2015, 5 RÉGIONS				
	POPULATION (000)		POPULATION EN	TAUX DE CROISSANCE%
RÉGIONS	1950	2015	2015 (1950=100)	
Europe Centrale	142,256	190,794	134,1	0.45
Europe Méditerranéenne	108,633	152,348	140,2	0.52
Moyen-Orient	50,957	257,231	504,8	2.49
Afrique du Nord	49,222	223,892	454,9	2.33
Afrique de l'Ouest	70,769	353,224	499,1	2.47
<b>TOTAL</b>	<b>421,837</b>	<b>1,177,488</b>	<b>279,1</b>	<b>1.58</b>

Note - Les pays des 5 régions:

**Europe centrale:** Autriche, Belgique, Luxembourg, **France**, **Allemagne**, Pays-Bas, Suisse

**Europe méditerranéenne:** Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Grèce, **Italie**, Kosovo, Macédoine, Malte, Monténégro, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, **Espagne**

**Moyen-Orient:** Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Géorgie, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, République arabe syrienne, **Turquie**, Émirats arabes unis, Yémen

**Afrique du Nord:** **Algérie**, **Égypte**, Libye, **Maroc** (Sahara occidental), Soudan du sud, Soudan, Tunisie

**Afrique de l'Ouest:** Bénin, **Burkina Faso**, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, **Côte d'Ivoire**, Libéria, **Mali**, Mauritanie, **Niger**, **Nigéria**, Senegal, Sierra Leone, Togo

## Différences d'évolution entre les régions européennes et africaines

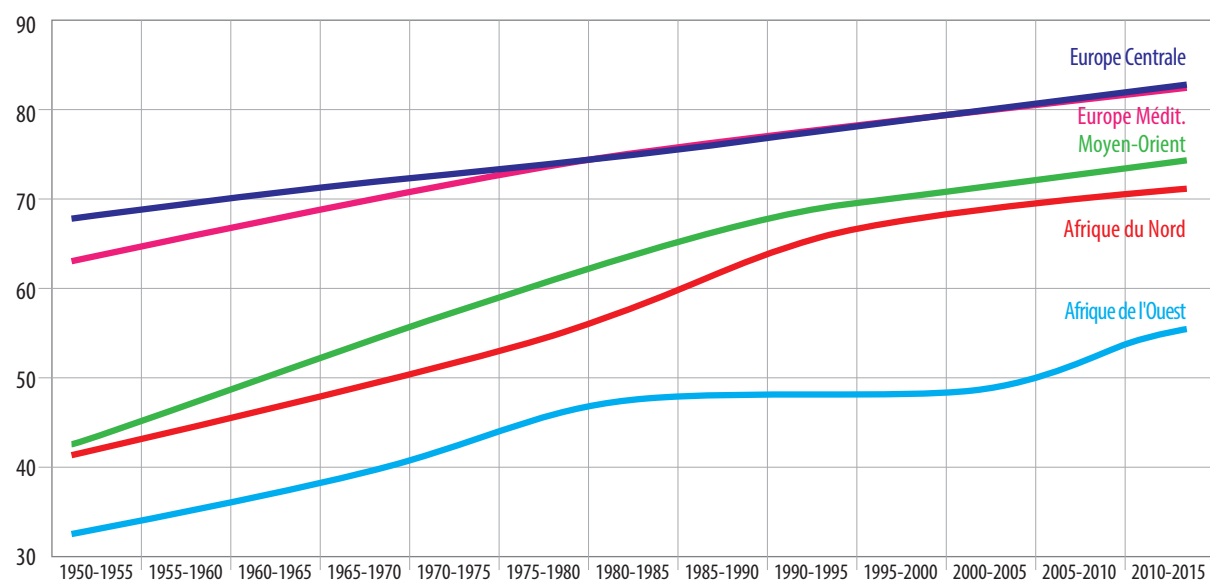
Afin de se faire une idée générale des principaux facteurs de changement démographique, il convient de comparer les tendances de la fertilité, de la mortalité et de la migration des cinq régions dans lesquelles agissent et s'entrecroisent les forces d'incitation et d'attraction qui constituent le moteur des migrations internationales. Les voici <sup>2</sup> : l'Europe centrale, locomotive de l'Europe continentale, dominée par la France et l'Allemagne (dont la population cumulée représente les trois quarts de toute la région) ; l'Europe méditerranéenne, où l'Italie et l'Espagne représentent 70% de la population totale ; le Moyen-Orient, où la Turquie représente un tiers du total ; l'Afrique du Nord, où l'Égypte, l'Algérie et le Maroc représentent 75% de la population totale ; et l'Afrique de l'Ouest, dominée par le Nigéria, qui rassemble plus de la moitié de la population totale. Ces cinq régions accueillent 1,2 milliards d'habitants, un sixième de la totalité de la population

mondiale ; chacune d'entre elles est relativement homogène en termes démographiques et présente certaines caractéristiques économiques, sociales et culturelle communes. Le Tableau 1 présente la répartition de la population de ces 5 régions en 1950 et en 2015, ainsi que le taux annuel de changement au cours de la période considérée. Les différences sont frappantes : entre 1950 et 2015, la population des deux régions européennes a augmenté d'un taux situé entre 30 et 40% (un taux de croissance de près de 0,4% par an), alors que la population des trois autres régions a augmenté d'environ 500% (avec des taux de croissance de près de 2,5%) ; en 1950, six habitants sur 10 des cinq régions étaient des Européens, contre trois sur dix en 2015.

Les tendances du passé nous permettent de tirer certains enseignements pour l'avenir : les phénomènes démographiques sont profondément ancrés dans l'histoire, la culture et la structure sociale d'une population et les changements sont habituellement – à quelques exceptions près – assez graduels.

NOMBRE DE NAISSANCES PAR FEMME, 5 RÉGIONS, 1950-2015													
Régions	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2010-2015
Europe centrale	2,39	2,49	2,65	2,47	1,96	1,65	1,62	1,57	1,49	1,52	1,59	1,64	1,66
Europe médit.	2,67	2,60	2,69	2,67	2,54	2,23	1,83	1,56	1,41	1,35	1,37	1,44	1,41
Moyen-Orient	6,32	6,09	6,07	5,91	5,70	5,33	4,96	4,47	4,02	3,59	3,21	3,02	2,91
Afrique du Nord	6,74	6,83	6,90	6,73	6,40	6,14	5,74	5,10	4,20	3,47	3,13	3,09	3,27
Afrique de l'Ouest	6,39	6,46	6,54	6,60	6,79	6,90	6,84	6,67	6,41	6,14	5,95	5,74	5,54

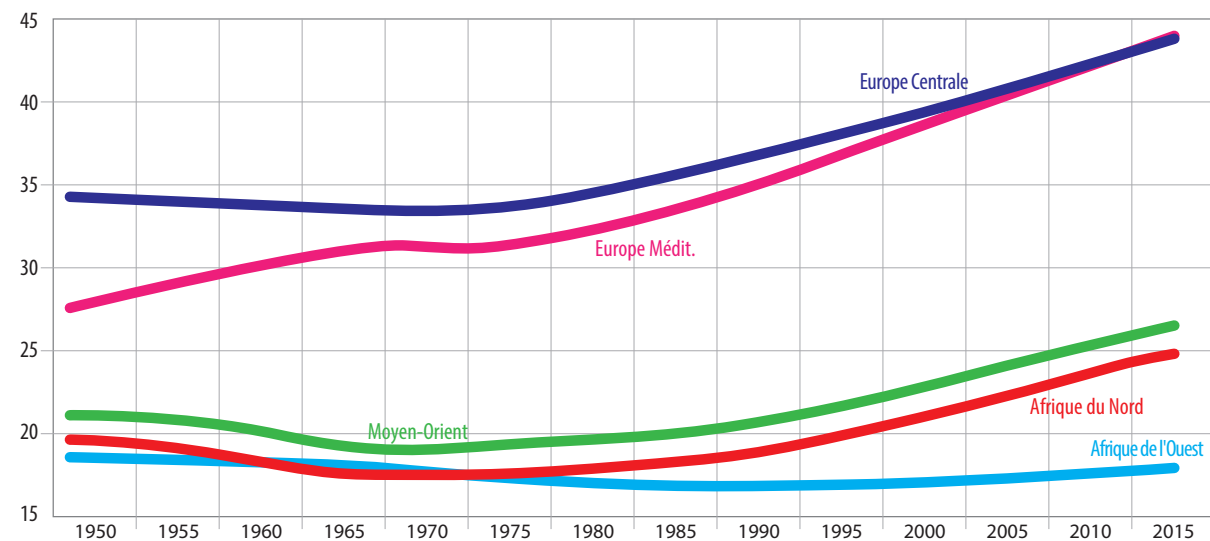
## ESPÉRANCE DE VIE



**Le nombre d'enfants par femme dans les cinq régions entre 1950 et 2015** met en évidence le nombre moyen d'enfants pour chaque femme (taux de fécondité total)<sup>3</sup> dans les cinq régions, de 1950-55 à 2010-15. Les tendances sont claires : l'Afrique de l'Ouest affiche le taux de fécondité le plus élevé, avec environ 5,6 enfants par femme en 2010-15, à peine une unité en moins par rapport au niveau atteint vers la moitié du XXe siècle. Les méthodes contraceptives ne sont utilisées que par

une minorité de couples, les mariages sont très précoces et presque toutes les femmes sont mariées ou vivent en couple. Le taux de fécondité des deux régions européennes est de 1,5 enfants par femme depuis le début des années 1970 ou 1980, ce qui implique un déclin démographique. Les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord présentent une situation assez similaire, avec un taux élevé de fécondité proche de celui de l'Afrique de l'Ouest dans les années 1950, et un recul relativement

## ÂGE MÉDIAN



marqué, notamment dans les années 1980 et 1990, suivi d'un ralentissement du déclin dans les deux premières décennies de ce siècle.

**L'espérance de vie** montre les tendances de survie, représentées par l'espérance de vie à la naissance<sup>4</sup> : dans chacune des cinq régions la progression est constante, à l'exception de l'Afrique de l'Ouest qui a connu une stagnation dans les années 1980 et 1990 suite à l'épidémie de VIH/SIDA. Dans les deux régions européennes, on constate un chevauchement des courbes à partir des années 1970 et aujourd'hui, l'espérance de vie à la naissance (hommes et femmes) dépasse largement 80 ans, 15 ans de plus que dans les années 1950. La ligne inférieure est celle de l'Afrique de l'Ouest, qui a gagné 25 ans pendant cette période, mais où l'espérance de vie est inférieure de 23 ans à celle des régions européennes et de 15 ans à celle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

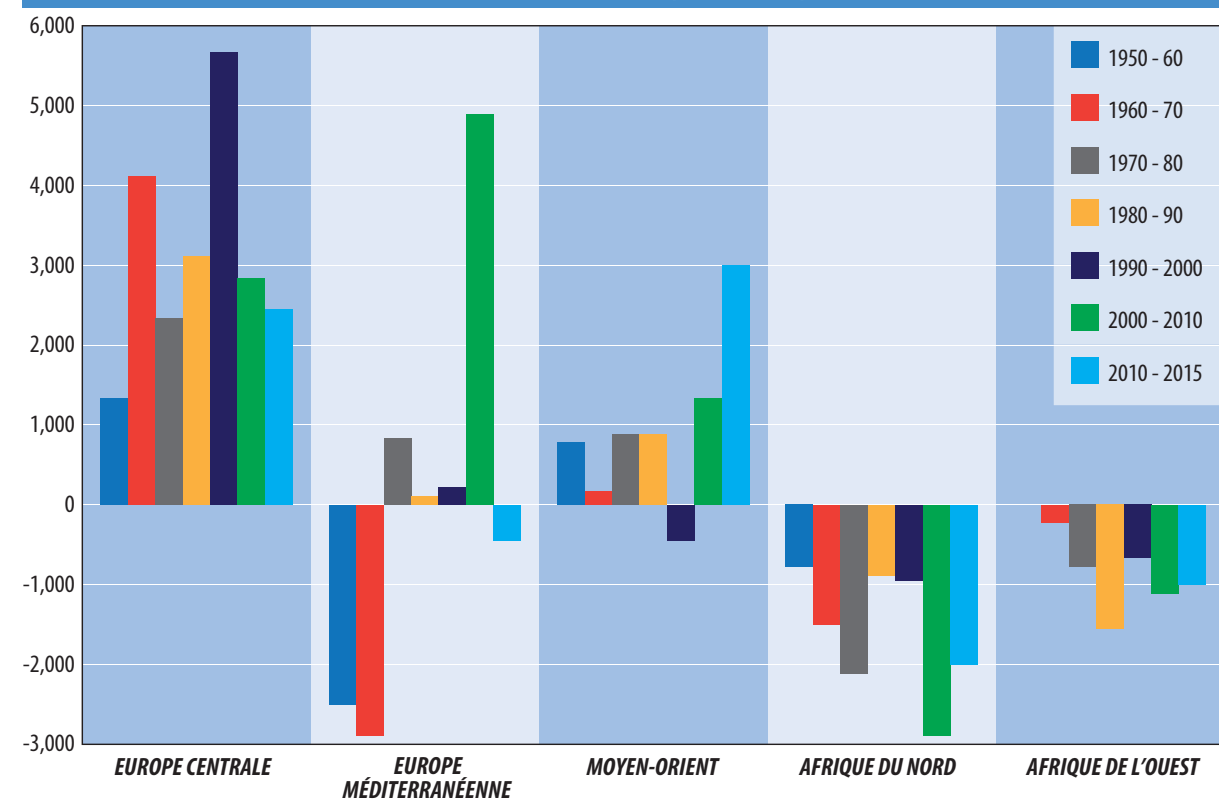
tion est très jeune dans les pays affichant un indice de fécondité élevé et un faible taux de survie, comme les trois régions non européennes dans les années 1950 ; elle est très âgée dans les pays à faible fécondité avec un taux de survie élevée – comme les régions européennes d'aujourd'hui. **L'âge médian évoqué à la page précédente** montre la dynamique de l'âge médian<sup>5</sup> de la population dans les cinq régions de 1950 à 2015. Il y a lieu de noter l'augmentation presque continue (bien plus prononcée en Europe) de l'âge médian après 1970 dans toutes les régions sauf l'Afrique de l'Ouest, où l'âge médian est plus bas en 2015 qu'en 1950 (18 ans au lieu de 19 ans). L'écart entre les populations européennes (44 ans en 2015) et celles du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (25-26 ans) a augmenté au fil du temps.

**La migration nette** montre les volumes migratoires nets<sup>6</sup> de 1950 à 2015.

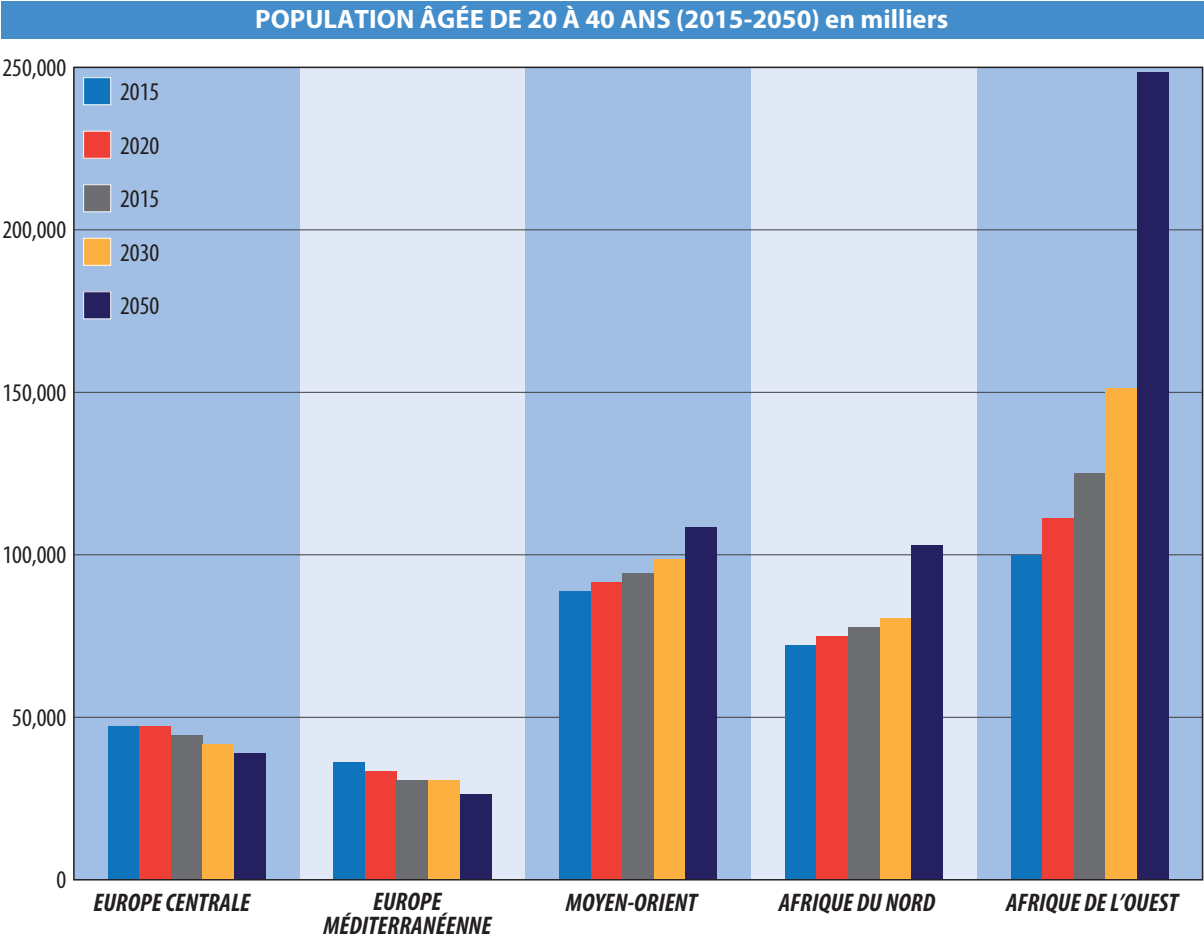
La structure d'âge de la population est déterminée pas l'indice historique de fécondité et de survie : la popula-

L'Europe centrale a attiré l'immigration tout au long de la période examinée, avec un total net de 22 millions

## MIGRATION NETTE (en milliers)







de personnes. Les politiques ont changé au fil du temps mais la force économique de cette zone, la démographie relativement faible et l'ouverture de ces sociétés n'ont jamais cessé d'attirer un afflux relativement important de migrants. En revanche, dans les années 1950 et 1960, l'Europe méditerranéenne a répondu par une forte émigration à la demande de main-d'œuvre du reste de l'Europe ; pendant la décennie suivante, la migration nette est devenue positive, avec un pic pendant la première décennie de ce siècle (le solde est redevenu négatif en 2010-2015 suite à la crise financière qui s'est abattue sur l'Europe). La migration nette positive du Moyen-Orient a atteint un pic entre 2000 et 2015, notamment du fait d'un afflux de réfugiés et de personnes déplacées provenant de l'Est. La population des deux régions africaines a diminué tout au long de la période examinée en raison des migrations. L'exode d'émigrés a été plus important en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest.

**Le tableau « Population d'âge se situant entre 20 et 40 ans, 2015/2050 »**, qui indique le changement de la population d'âge se situant 20 et 40 ans de 2015 à 2050, pourrait nous fournir quelques indications sur les pressions migratoires futures dans les différentes régions : une érosion incessante en Europe, une hausse modérée en Afrique du Nord, une explosion en Afrique de l'Ouest. La plupart des migrants appartiennent à ce segment d'âge, du fait du manque d'emplois adéquats dans les pays d'origine.

### Un maelström démographique

Dans le cadre des cinq régions examinées dans les pages précédentes, nous avons sélectionné 13 « acteurs principaux »<sup>7</sup> qui méritent une analyse plus approfondie, afin d'aboutir à une vision plus détaillée. Ces 13 acteurs principaux accueillent environ deux tiers de toute la population examinée.

INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES DES ACTEURS PRINCIPAUX						
Acteurs principaux	Nombre de naissances par femme (ISF)	Espérance de vie à la naissance (EQ)	Migration nette (000)	Âge médian de la population	% des moins de 15 ans dans la population	% des plus de 70 ans dans la population
	2010-15	2010-15	2000-2015	2015	2015	2015
France	2	81,84	1,562	41,2	24.4	13.2
Allemagne	1,39	80,65	1,283	max 46,2	min 17.9	16.1
Italie	1,43	max 82,84	3,158	45,9	18.4	max 16.3
Espagne	min 1,32	82,27	5,672	43,2	19.4	13.7
Turquie	2,10	74,83	1,850	29,8	34.2	4.9
Égypte	3,38	70,48	- 563	24,7	41.6	3
Algérie	2,93	74,42	- 705	26	36.1	3.9
Maroc	2,56	73,61	- 1,584	28	35.9	4.1
Niger	max 7,63	60,65	- 84	min 14,8	max 60.7	1.4
Nigéria	5,74	52,29	- 770	17,9	54.3	1.4
Burkina Faso	5,65	58,07	- 375	17	56.4	min 1.3
Mali	6,35	57,23	- 470	16,2	58.1	1.5
Côte d'Ivoire	5,10	min 50,98	- 540	18,4	53.5	1.7

Les *indicateurs démographiques* les plus significatifs *des principaux acteurs* sont énumérés à la page suivante. Dans la zone examinée, les principaux facteurs de changement démographique s'avèrent extrêmement variables : l'indice de fécondité du Niger (7,6 enfants par femme) est presque six fois plus élevé qu'en Espagne (1,3) ; les Italiens vivent 32 ans de plus que les habitants de la Côte d'Ivoire ; l'âge médian en Allemagne (46,2)

est de 31 ans plus élevé qu'au Niger (14,8) et la proportion de la population d'âge supérieur à 70 ans en Italie (16, 3%) est douze fois plus élevée qu'au Burkina Faso (1,3%). Ces données reflètent le maelström démographique déclenché par l'intersection de sociétés riches et pauvres dans cette zone du monde. Les forces divergentes en action détermineront le cours des changements démographiques dans les prochaines décennies.

POPULATION (en milliers) DES ACTEURS PRINCIPAUX, 2015-2050								
Acteurs principaux	2015	2017	2022	2030	2050	Taux de croissance %		
						2017-2022	2022-2030	2030-2050
FRANCE	64,395	64,939	66,204	68,007	71,350	0.39	0.34	0.24
ALLEMAGNE	80,689	80,636	80,235	79,294	74,513	- 0.10	-0.15	-0.31
ITALIE	59,798	59,798	59,659	59,100	56,513	- 0.05	-0.12	-0.22
ESPAGNE	46,122	46,070	46,181	45,920	44,840	0.05	-0.07	-0.12
TURQUIE	78,666	80,418	83,326	87,717	95,819	0.71	0.64	0.44
ÉGYPTE	91,508	95,215	103,947	117,102	151,111	1.75	1.49	1.27
ALGÉRIE	39,667	41,064	44,211	48,719	56,461	1.48	1.21	0.74
MAROC	34,378	35,241	37,201	39,787	43,696	1.08	0.84	0.47
NIGER	19,899	21,564	26,332	35,966	72,238	4	3.90	3.49
NIGÉRIA	182,202	191,836	217,256	262,599	398,508	2.49	2.37	2.09
BURKINA FASO	18,106	19,173	22,042	27,244	42,789	2.79	2.65	2.26
MALI	17,600	18,690	21,707	27,370	45,404	2.99	2.90	2.53
CÔTE D'IVOIRE	22,702	23,816	26,792	32,143	48,797	2.36	2.28	2.09

**Le tableau (en milliers d'habitants) « Population des acteurs principaux entre 2015 et 2050 »** montre la population totale des 13 principaux acteurs ainsi que leur taux de croissance dans une perspective à court (2017-22), moyen (2022-30) et long terme (2030-50). L'hypothèse à la base de cette projection indique une reprise relativement modeste de l'indice de fécondité dans les pays européens et un déclin continu les pays asiatiques et africains ; ce déclin apparaît cependant plus rapide dans les pays d'Afrique occidentale affichant toujours un indice très élevé de fécondité. À l'instar du taux de survie, l'espérance de vie devrait continuer à augmenter, de façon plus prononcée dans les pays où elle est faible. Autrement dit, cette projection implique une convergence lente et graduelle entre les pays.

Prenons maintenant les deux plus grands pays d'Europe (Allemagne) et d'Afrique (Nigéria) : dans le premier cas, les projections indiquent que le nombre d'enfants par femme devrait passer de 1,4 (2015-20) à 1,6 (2045-50) et l'espérance de vie de 81,5 à 86,1. Au Nigéria, l'indice de fécondité devrait reculer de 5,6 (2010-15) à 3,5 (2045-50) et l'espérance de vie devrait augmenter de 53,7 à 62,3. L'hypothèse d'une convergence (par laquelle les tendances démographiques très différentes aujourd'hui deviendraient plus homogènes à mesure que le développement aplanira l'énorme clivage économique, social et structurel entre les pays) est plausible à très long terme, mais elle l'est moins à court terme, comme nous le verrons.

À court et à moyen terme, le taux de croissance des 13 pays indique une stagnation ou un léger recul dans les 4 pays européens et une croissance très poussée dans les 5 pays d'Afrique de l'Ouest, avec des statistiques particulièrement frappantes pour le Niger, dont le taux de croissance de 4% – s'il reste stable – entraînerait un doublement de la population tous les 17-18 ans. La Turquie, l'Égypte, l'Algérie et le Maroc occupent une position médiane, avec un taux de croissance entre 0,7% et 1,5%, destiné cependant à diminuer rapidement. La croissance du nombre de jeunes adultes (entre 20 et 40 ans) dans les pays d'Afrique de l'Ouest représente un élément particulièrement important pour les migrations : au Nigéria par exemple, ce segment de popula-

tion augmentera de 32,4% entre 2020 et 2030, contre une hausse de 27% de la population totale.

## Renforcer le développement pour sortir de la trappe malthusienne

Le changement démographique caractérisant la région examinée présente plusieurs aspects d'incompatibilité avec un développement équilibré à long terme, qui pourraient provoquer des externalités négatives impliquant des ajustements douloureux. L'absence d'un mécanisme de gouvernance des migrations internationales est l'aspect le plus frappant. D'autres aspects concernent la fécondité : trop basse en Europe, trop élevée en Afrique de l'Ouest. L'histoire nous apprend qu'une fécondité élevée peut être fortement réduite en adoptant des politiques sociales et économiques appropriées ; en revanche, la nature et l'efficacité des politiques visant à stimuler la fécondité sont controversées. Autrement dit, il est bien plus difficile de remonter le taux de natalité que de l'abattre. Un taux de natalité de 1,4 – comme celui de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne – implique à long terme une réduction et un vieillissement rapides de la population, ce qui est insoutenable sans l'apport d'une immigration massive. Mais la fécondité élevée de l'Afrique de l'Ouest (et de toute la zone subsaharienne) est tout aussi insoutenable : si les tendances actuelles se poursuivent, la population aura triplé dans les trois décennies qui nous séparent de la moitié du siècle. La réduction de la fécondité et du taux de croissance représentent donc une priorité politique et sociale majeure.

Une fécondité élevée risque de faire précipiter les zones très peuplées dans la trappe malthusienne que nous avons évoquée auparavant : la pauvreté alimente la faim, la malnutrition et un taux élevé de mortalité infantile qui, associé à une fécondité élevée, produit un taux de croissance démographique élevé qui ne fait qu'accroître la pauvreté – un cercle vicieux. Mettre fin à ce processus s'est révélé extrêmement difficile il y a deux siècles, lorsque Malthus énonçait sa thèse. Cependant, le capital économique, social et scientifique moderne peut nous donner les moyens de sortir de ce cycle. Nous avons les moyens d'améliorer la santé des enfants, de

réduire la malnutrition et la mortalité et d'augmenter le capital humain. Des politiques sociales appropriées permettent de promouvoir l'autonomisation des femmes et d'aider les couples à contrôler leur fécondité, en réduisant le nombre de naissances non planifiées. Plusieurs pays d'Afrique occidentale ont élaboré des politiques à cet effet, mais bien plus que l'insuffisance de ressources, le manque d'engagement à tous les niveaux (national et local, gouvernemental et privé, religieux et civique) a compromis leur mise en œuvre,

La fécondité élevée n'est pas le seul facteur de migration ; il a été affirmé que malgré la croissance économique plutôt élevée dans toute l'Afrique subsaharienne, de manière générale cette croissance n'a pas concerné les secteurs où la main-d'œuvre est le plus abondante, tels que l'agriculture ou l'industrie manufacturière, qui n'ont pas réussi à absorber le nombre croissant de jeunes travailleurs. Le déclin de la fécondité pourra ralentir la croissance de ce groupe et alléger la pression qui, à long terme, entraîne la migration : à court et moyen terme (disons dans les deux prochaines décennies), seul un développement intensifié pourrait réduire cette pression.

Afin de brosser un tableau plus exhaustif du développement, de l'interdépendance et du capital humain, les

sections suivantes analysent le changement climatique dans les cinq régions examinées, en soulignant le rôle central de la nutrition pour le développement du capital humain de l'Afrique subsaharienne.

## NOTES

<sup>1</sup> Les estimations sur la population passée et les projections futures présentées dans la présente section se basent sur la révision de 2015 des Perspectives de la Population Mondiale des Nations Unies, New York, 2015 [ <https://esa.un.org/unpd/wpp/> ]. Les projections sont celles de la « variante moyenne ».

<sup>2</sup> La liste des pays appartenant à chacune des 5 régions figure dans le Tableau 1.

<sup>3</sup> Le nombre moyen d'enfants d'une cohorte hypothétique de femmes au terme de leur période reproductive, compte tenu du taux de fécondité d'une période donnée, sans prendre en compte la mortalité. Le résultat est exprimé en nombre d'enfants par femme.

<sup>4</sup> L'espérance de vie moyenne d'une cohorte hypothétique d'individus compte tenu, tout au long de leur vie, du taux de mortalité d'une période donnée. Le résultat est exprimé en nombre d'années.

<sup>5</sup> L'âge qui sépare la population en deux parties égales, en ce que le nombre de personnes dont l'âge dépasse l'âge médian correspond au nombre de celles dont l'âge est inférieur à l'âge médian.

<sup>6</sup> Le nombre net de migrants, soit le nombre d'immigrés moins le nombre d'émigrés.

<sup>7</sup> Les 13 « acteurs principaux » sont : France, Allemagne, Italie, Espagne, Turquie, Égypte, Algérie, Maroc, Niger, Nigéria, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire.





ALIMENTATION & MIGRATION

# CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATION HUMAINE

*par Monia Santini, Luca Caporaso, Giuliana Barbato, Sergio Noce*

Foundation Euro-Mediterranean Center on Climate Change (CMCC)

*Le changement climatique revêt une importance cruciale dans l'étude de la vulnérabilité passée, présente et future des pays d'origine, de transit et de destination des migrants. À long terme, l'évolution climatique de la région transméditerranéenne semble plus marquée que celle des autres régions de la planète. À terme, le changement et la variabilité climatique pourraient provoquer dans cette région un réchauffement de l'ordre de 0,7°C dans les deux prochaines décennies, qui va plus que doubler d'ici 2050.*

## Introduction

Suite à la publication des derniers rapports par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 2012 ; 2014), plusieurs initiatives et projets ont tenté d'évaluer la vulnérabilité actuelle et future des différents pays et régions du monde dérivant des effets du changement climatique.

À titre d'exemple, l'Indice mondial d'adaptation Notre-Dame (ND-GAIN, <http://www.nd-gain.org>) utilise 45 in-

dicateurs-clés pour mesurer la **vulnérabilité** et la **réactivité** de plus de 180 pays membres des Nations Unies depuis 1995, dans des domaines tels que l'eau, l'alimentation, la santé, l'habitat humain, les infrastructures, l'écosystème. Le terme **vulnérabilité englobe une série de facteurs tels que l'exposition aux risques, la sensibilité et la capacité d'adaptation**<sup>1</sup>, alors que le terme de **réactivité concerne la gouvernance sociale et la capacité économique d'investir dans des actions d'adaptation**<sup>2</sup>. De même, l'initiative conjointe du Programme Alimentaire Mondiale



et du MEtOffice du Royaume-Unie « Food insecurity & Climate change » (<http://www.metoffice.gov.uk/food-insecurity-index/>) s'est concentrée sur les pays les moins développés et en développement pour analyser leur vulnérabilité face à l'impact du changement climatique en termes de sécurité alimentaire, aussi bien dans les conditions actuelles qu'à l'avenir. Sur la base de l'Indice de la faim et de la vulnérabilité au changement climatique (HCVI) de Krishnamurthy et al. (2014), l'évaluation de la vulnérabilité tient compte à la fois de l'exposition, de la sensibilité et de la capacité d'adaptation.

**La sécurité alimentaire est étroitement liée au climat en raison de son impact sur les ressources en eau et la production agricole.** Les sécheresses météorologiques (absence de précipitations) entraînent souvent des sécheresses hydrologiques et agricoles (absence d'eau de surface et souterraine ainsi que d'humidité dans le sol) et comportent des risques pour l'approvisionnement en eau des cultures pluviales aussi bien que des cultures irriguées (Ronco et al. 2017). Par ailleurs, la variabilité du climat peut influencer dans une proportion de 60 % sur la variabilité des rendements dans une bonne partie du monde (Ray et al. 2015) ; elle est donc un facteur crucial pour la stabilité alimentaire. La migration des individus et des communautés des zones les plus vulnérables vers celles qui le sont moins offre une opportunité d'adaptation à la vulnérabilité des ressources en eau et de la sécurité alimentaire face au changement climatique (Grecequet et al. 2017). La 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a mis en place un groupe de travail chargé de formuler des recommandations visant à définir « des processus intégrés afin de prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques ». **Généralement, les migrations liées à des événements climatiques à évolution lente, tels que la sécheresse et la dégradation des terres, durent plus longtemps que celles provoquées par des événements à évolution rapide, tels que les inondations, les tempêtes, les tsunamis ou les incendies.** Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'une forte vulnérabilité dérivant d'un changement climatique coïncide avec d'autres facteurs, tels que conflits, polarisation ethnique, fragilité des structures politiques et faible développement économique (Brzoska, Fröhlich 2015). Les conflits peuvent notamment s'avérer aussi bien un facteur

direct qu'une conséquence des migrations climatiques, du fait de la pénurie de ressources (Hsiang et al. 2013).

Étant donné la complexité et l'hétérogénéité spatiale du lien entre climat, migrations et conflits, et en vue de faciliter une compréhension plus détaillée, il convient d'approfondir notre connaissance de la vulnérabilité des ressources face au changement climatique, qui pourrait influencer les déplacements ou les conflits dans tous les pays touchés par les migrations (d'origine, de transit, de destination).

À cet effet, nous avons procédé à l'analyse des changements observés et attendus dans la région transméditerranéenne en termes d'exposition et de sensibilité aux aléas climatiques, afin d'en évaluer la vulnérabilité ; nous avons examiné les tendances et les phénomènes météorologiques extrêmes, les rendements agricoles et la disponibilité d'eau (avec des indicateurs indirects de la sécurité alimentaire et de l'eau) en explorant des épisodes passés et en émettant des hypothèses sur le futur, sachant que cette région suscite depuis quelque temps un intérêt particulier, du fait de l'instabilité spatio-temporelle des routes, des personnes impliquées et des problèmes qui se posent (en termes de divergences institutionnelles, droits de l'homme, diversité culturelle, instabilité sociale, relations de travail, problèmes de santé).

## Méthodes

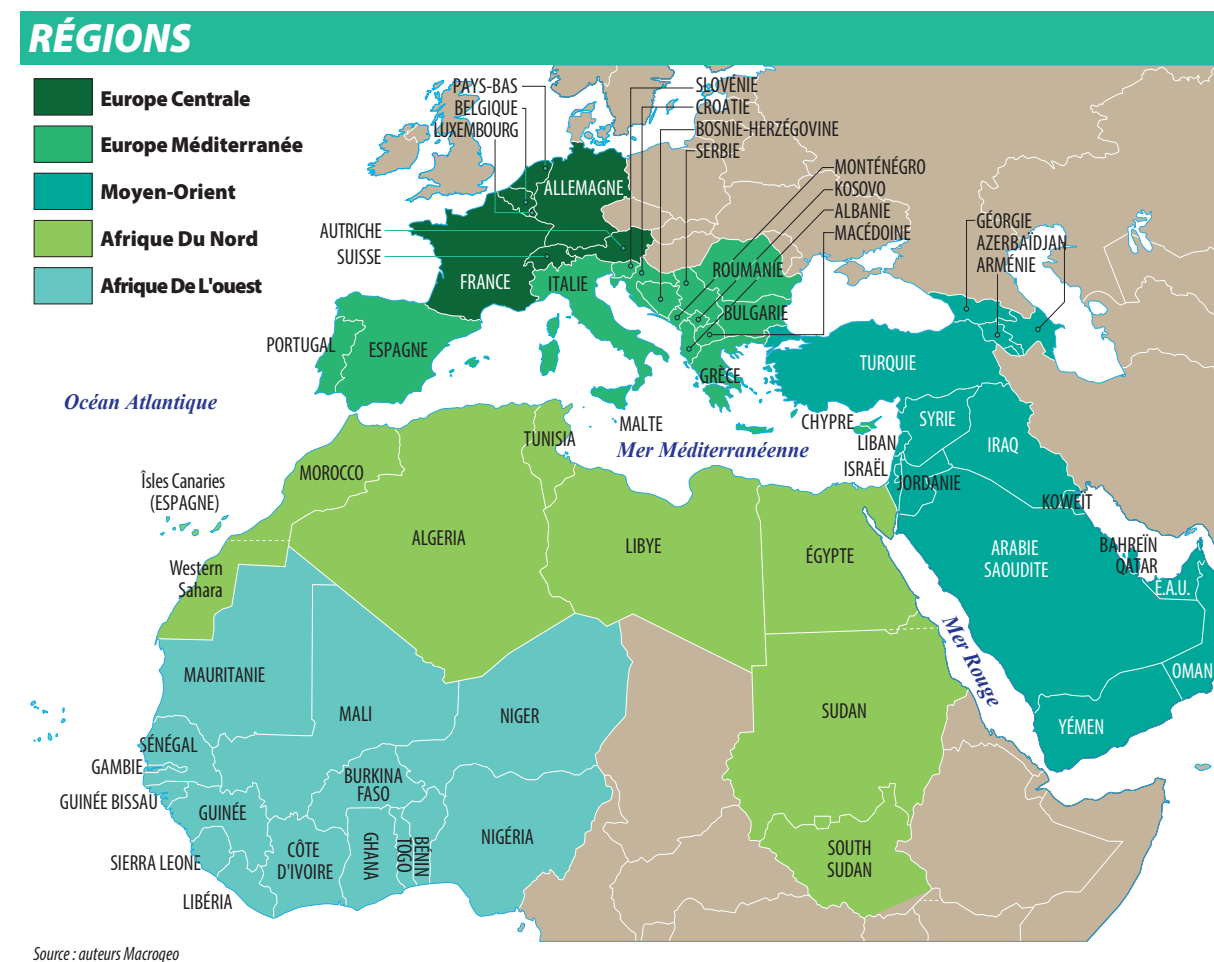
Le périmètre spatial de notre analyse couvre cinq régions, chacune englobant les pays suivants :

**Europe centrale** : Autriche, Belgique, Luxembourg, **France**, **Allemagne**, Pays-Bas, Suisse.

**Europe méditerranéenne** : Albanie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, Grèce, Italie, Kosovo, Macédoine, Malte, Monténégro, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, **Espagne**.

**Moyen-Orient** : Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Géorgie, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, République Arabe de Syrie, Turquie, Émirats Arabes Unis, Yémen.

**Afrique du Nord** : **Algérie**, **Égypte**, Libye, **Maroc**, Soudan du Sud, Soudan, Tunisie, Sahara Occidental.



Carte des pays et des sous-régions examinées dans le cadre de l'étude

**Afrique de l'Ouest** : Bénin, **Burkina Faso**, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, **Côte d'Ivoire**, Libéria, **Mali**, Mauritanie, **Niger**, **Nigéria**, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Au niveau régional, notre analyse s'est concentrée sur les treize acteurs principaux indiqués en gras.

Cette section analyse les tendances et la variabilité de la température et des précipitations, y compris les événements extrêmes, en mettant l'accent sur les sécheresses météorologiques, qui sont un facteur déterminant des migrations de longue durée du fait de l'impact qu'elles ont sur :

– **la sécurité des ressources en eau**, analysée en fonction des tendances de la disponibilité d'eau de surface et de la fréquence des sécheresses hydrologiques ;

– **la sécurité alimentaire**, examinée en fonction de la variabilité des rendements des principales cultures sélectionnées – maïs, blé, riz, soja – qui représentent une grande partie de la production mondiale de céréales, de légumineuses et d'oléagineux, couvrant les besoins énergétiques et protéiques de l'alimentation humaine, et sont analysés depuis longtemps dans le cadre d'études scientifiques et statistiques, étant donné leur importance dans le débat sur l'alimentation humaine, animale et sur la bioénergie (Di Paola et al. 2017).

Pour l'analyse des tendances historiques du climat, de la disponibilité d'eau et de la production agricole, nous nous sommes basés sur les données les plus fiables et les plus actuelles que nous avons étudiées, sélectionnées et élaborées : CRU<sup>3</sup>, CLIMDEX<sup>4</sup>, SPEIbase<sup>5</sup>, ERA-Interim<sup>6</sup> et FAOSTAT<sup>7</sup>. La période historique prise en compte va

de la moitié du XXe siècle aux années récentes, ajustée en fonction de la couverture temporelle des données. Enfin, nous avons analysé et comparé deux périodes d'une durée de vingt ans, 1971-1990 et 1995-2014.

Les tendances futures ont ensuite été étudiées en élaborant les simulations basées sur les modèles climatiques et d'impact de l'initiative coordonnée ISI-MIP<sup>8</sup> ; nous avons sélectionné des expériences et des données relatives à deux profils représentatifs d'évolution de concentration (RCPs) pour les gaz à effet de serre (indicateurs indirects des scénarios d'émission), censés exercer un impact de niveau moyen à élevé sur le climat<sup>9</sup>, et soumis à une influence anthropique différente (agriculture irriguée ou non irriguée, avec ou sans impact humain sur les ressources en eau). L'année de référence pour l'analyse du futur est 2005, représentant la période de 20 ans qui s'étend de 1996 à 2015, à laquelle nous avons comparé deux périodes futures pour évaluer l'impact du changement climatique : 2016-2035 (court terme ou proche avenir) et 2041-2060 (moyen-terme ou avenir éloigné).

## Résultats

### Analyse historique

Au cours de la période examinée, les modifications du climat s'avèrent plus marquées dans la région trans méditerranéenne que dans le reste de la planète. L'augmentation de la température de 1,4°C (correspondant en moyenne à une tendance de +0,02°C par an) semble homogène en termes spatiaux au cours des 65 dernières années (1951-2015). Ces tendances sont plus prononcées au cours de la période 1971-1990 (+0,04°C par an), notamment dans la Péninsule ibérique et dans le Nord-Ouest du territoire africain, et au cours de la période 1995-2014 (+0,03°C par an), surtout dans la partie la plus orientale du domaine formé par l'Europe orientale, l'Égypte et le Soudan.

Entre 1951 et 2015, les précipitations annuelles ont diminué en moyenne de 36 mm (0,55 mm par an) dans ce domaine, avec des pics de plus de 160mm (2,5 mm par an) dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. La période d'assèchement le plus rapide va de 1971 à 1990 et elle a touché plus particulièrement les pays européens de la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest. Outre la tendance à la baisse des précipitations annuelles, les sécheresses

sont devenues plus fréquentes, intenses et prolongées, et le nombre de jours consécutifs sans pluie a augmenté de 13 jours (soit 1 jour tous les 4-5 ans).

Les tendances et la variabilité des précipitations se reflètent parfaitement dans l'équilibre hydrologique, qui indique que cette région a subi une baisse de la disponibilité d'eau (chaque année de 1979 à 2015, 2 mm en moins de ruissellement de surface) alors que la tendance mondiale fait état d'une hausse (+0,6 mm par an). L'assèchement des terres a touché surtout les pays de l'Afrique subsaharienne, l'Europe centrale et orientale et le Caucase.

Les résultats relatifs à la production agricole indiquent une forte augmentation des rendements au cours des cinq-six dernières décennies pour les cultures analysées, probablement due au développement technologique, à l'exception du blé au Nigéria, du maïs au Maroc et du soja au Mali, trois des principaux acteurs dans le cadre des migrations. À noter cependant que si l'on examine des périodes plus courtes (20 ans), on constate un ralentissement des tendances à la hausse ou de la signification statistique, notamment dans les décennies plus récentes entre 1995 et 2014 ; ceci reflète l'impact croissant de la variabilité climatique surtout en Afrique et en Europe centrale pour le blé, en Afrique pour le maïs et en Afrique subsaharienne pour le riz et le soja. Les pics des anomalies négatives de rendement, allant de -20% à -60%, correspondent aux épisodes de sécheresse, notamment entre 2005 et 2007 pour l'Espagne, 1997 et 2003 pour l'Italie, en 1976 et en 2003 pour la France et l'Allemagne et vers 2007 pour la Turquie. La même correspondance entre sécheresse et baisse de rendement a été constatée au Maroc en 1994-1995, 2001 et 2006-2007, en Algérie et en Égypte en 1983-1984 et, dans une moindre mesure encore en Algérie en 1972-1973. Des sécheresses prolongées en 1972-1973, 1983-1984 et en 1991-1992 ont également compromis la production de maïs, de riz et de soja dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

### Analyse future

**Bien que le rendement général augmente du fait du développement technologique, les rendements ne s'améliorent pas assez rapidement pour répondre à la demande énergétique et alimentaire prévue pour 2050.** De surcroît, un

développement raisonnable du secteur agricole doit non seulement être inscrit dans la durée, en assurant le maintien des services de l'écosystème et la mise en œuvre de mesures d'atténuation du changement climatique, mais il doit également être **adapté et résilient** face aux nouveaux changements attendus en termes de climat et de disponibilité de ressources afin de contre-carrer la baisse probable des rendements provoquée par de nouvelles conditions défavorables pour l'agriculture (perte de sols adéquats).

L'examen des projections climatiques fait apparaître, dans les conditions prévues pour la région trans méditerranéenne, une augmentation de la température homogène au niveau spatial légèrement inférieure au reste du globe, même si ces différences diminueront à moyen terme et dans les scénarios d'émissions les plus défavorables. Plus précisément, un réchauffement important (de +0,61 à +0,77°C, en fonction des différents scénarios d'émissions pris en compte) pourrait toucher cette région à plus court terme, dans la période 2016-2035 par rapport à la période de référence 1996-2015. Selon les prévisions, cette anomalie de température devrait augmenter de façon homogène (+1,44/+2,14°C) au cours de la deuxième période examinée (2041-2060) avec un pic de réchauffement dans la sous-région du Moyen-Orient, selon le scénario d'émissions le plus défavorable (+2,32°C). Ce réchauffement, calculé sur la moyenne des scénarios d'émissions, **est décrit dans les cartes présentées dans les pages suivantes.**

Ces cartes représentent l'anomalie de la température des sous-régions trans méditerranéennes dans l'avenir à court terme, en 2025 (représentant la période 2016-2035) et dans l'avenir à moyen terme, en 2050 (représentant la période 2041-2060), dans les deux cas, par rapport à 2005 (représentant la période 1996-2015). L'anomalie est calculée sur la moyenne des différents scénarios d'émissions.

Pour ce qui est des précipitations annuelles à l'échelle mondiale, les prévisions indiquent une augmentation de ~1% (~9 mm) dans un avenir proche (2016-2035) et de ~4% (~30 mm) dans un avenir lointain (2041-2060) ; une augmentation plus faible, voire une tendance à la diminution (entre +0,5% et -1,4%) sont prévues par contre dans la région trans méditerranéenne en fonction des différents scénarios d'émissions et des périodes

examinées. À l'échelle sous-régionale on constate un double comportement : une tendance à la sécheresse devrait toucher tous les territoires examinés à l'exception de l'Afrique de l'Ouest. Plus précisément, l'Europe méditerranéenne et le Moyen-Orient devraient subir la plus forte baisse des précipitations (-7,1% soit -57 mm et -7,4% soit -18 mm respectivement) selon le pire scénario pour la période 2041-2060. En revanche, le taux annuel des précipitations en Afrique de l'Ouest devrait augmenter de 1,5/2,4% (soit une augmentation ~10/16 mm) dans un avenir proche et la tendance à l'augmentation des précipitations est confirmée par l'analyse des prévisions pour l'avenir lointain, dans une proportion de l'ordre de ~ 4.5/5.7%. L'assèchement général, calculé sur la moyenne des scénarios d'émissions, **est indiqué dans les cartes qui suivent.**

Les cartes sur l'assèchement représentent l'anomalie des précipitations pour les sous-régions trans méditerranéennes dans l'avenir à court terme, en 2025 (représentant 2016-2035) et dans l'avenir à moyen terme, en 2050 (représentant 2041-2060), dans les deux cas par rapport à 2005 (représentant 1996-2015). L'anomalie est calculée sur la moyenne des différents scénarios d'émissions.

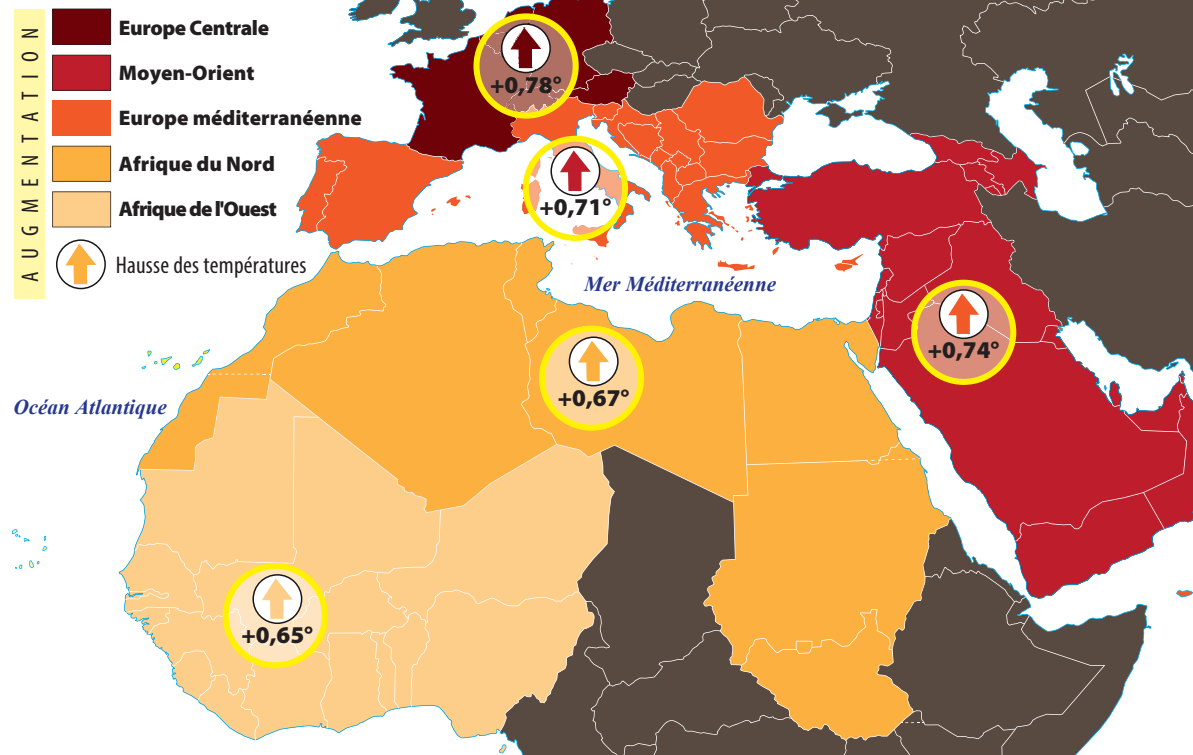
D'après les prévisions, la fréquence des épisodes de sécheresse de modérés à graves pendant des périodes de trois mois devrait augmenter dans toute la région trans méditerranéenne dans une proportion de deux à presque cinq fois, par rapport à la période historique, alors que pour le reste de la planète l'augmentation prévue est plus faible, de l'ordre de deux à trois fois seulement. L'Europe méditerranéenne, suivie de l'Europe centrale et du Moyen-Orient, subira l'augmentation de la fréquence des sécheresses la plus forte, environ six à sept fois de plus par rapport à la période historique. Pour les sécheresses prolongées (six mois), les résultats indiquent que l'Europe méditerranéenne et le Moyen-Orient sont les régions les plus touchées, avec une fréquence de deux à quatre fois plus élevée qu'au cours de la période historique.

Étant donné les tendances générales et la variabilité des précipitations, la région examinée sera confrontée à une diminution généralisée de la disponibilité d'eau. D'après les prévisions, la région trans méditerranéenne devrait subir un assèchement entraînant la perte de 2 à 7% d'eau de ruissellement. Cet assèchement est plus prononcé

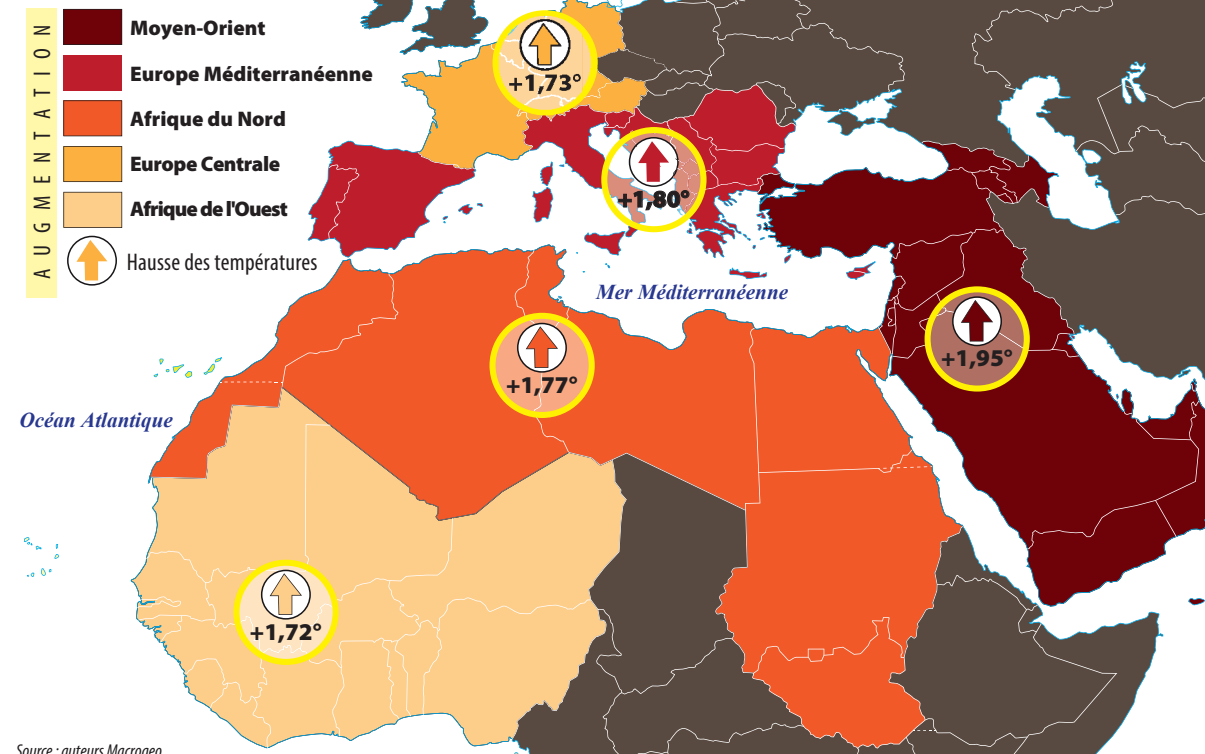




## LE RÉCHAUFFEMENT (2005-2025)



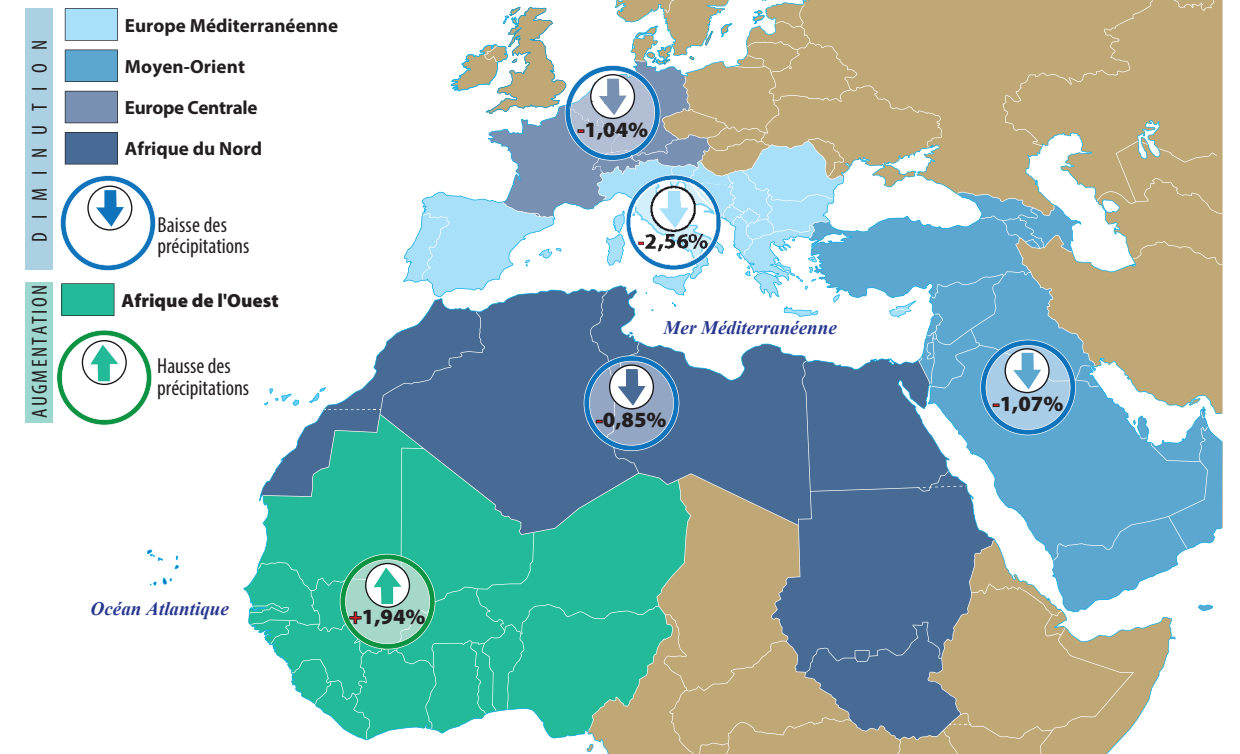
## LE RÉCHAUFFEMENT (2005-2050)



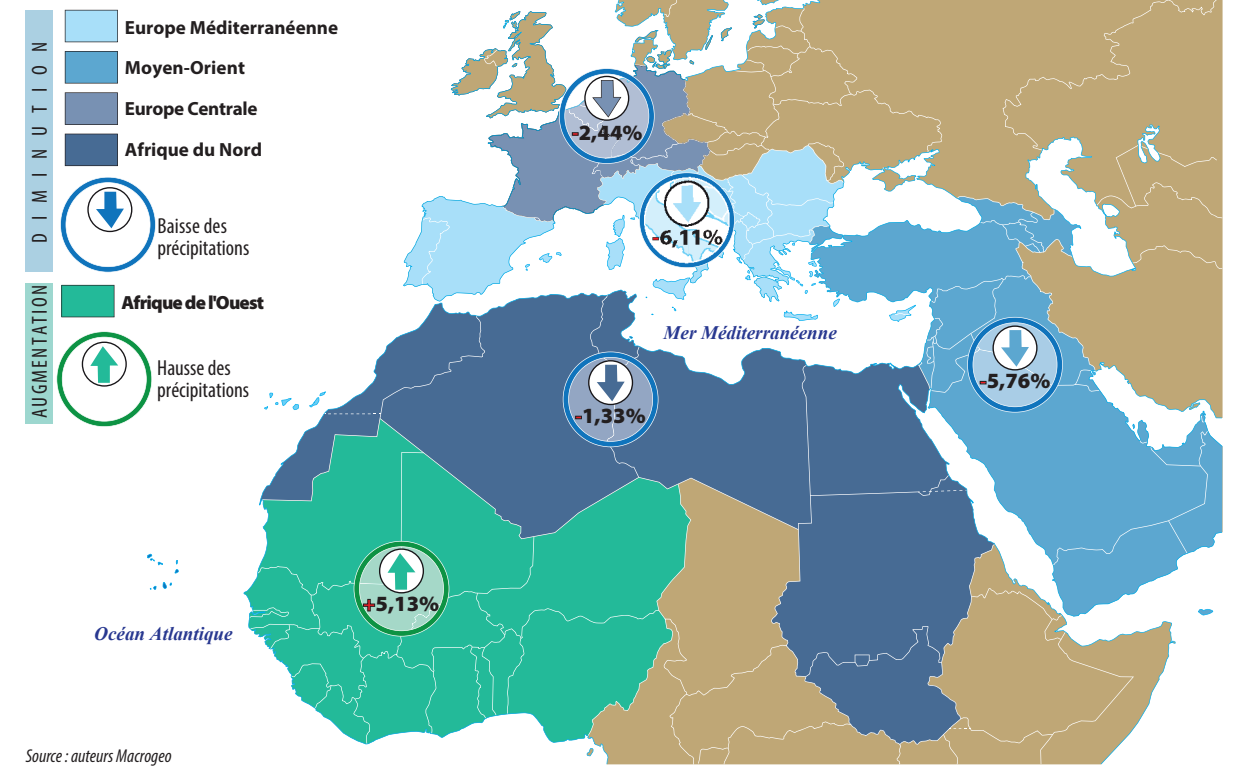
Source : auteurs Macroegeo



## L'ASSÈCHEMENT (2005-2025)



## L'ASSÈCHEMENT (2005-2050)



Source : auteurs Macroegeo

dans l'Europe méditerranéenne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, avec une baisse moyenne d'environ 16% en 2041-2060 (allant de 14 à 19%), qui confirme que la baisse croissante des précipitations entraîne une baisse d'autant plus marquée et non linéaire du ruissellement. **Les cartes de l'assèchement** montrent un assèchement général de la surface terrestre, calculé sur la moyenne des scénarios d'émissions.

**Les cartes des variations du ruissellement à la page suivante** représentent l'anomalie dans la formation des crues pour les sous-régions transméditerranéennes dans l'avenir à court terme, en 2025 (représentant la période 2016-2035) et à moyen terme, en 2050 (représentant la période 2041-2060), dans les deux cas par rapport à 2005 (représentant la période 1996-2015). L'anomalie est calculée sur la moyenne des différents scénarios d'émissions et de l'impact humain sur les ressources en eau.

Pour ce qui est de la production agricole future, une augmentation des rendements est prévue à l'échelle mondiale, probablement imputable au développement technologique, pour le maïs (~2/3% jusqu'à ~6/7% dans l'avenir immédiat et lointain respectivement) ; aucune tendance significative n'a été constatée pour le riz ni le soja, alors qu'une baisse est prévue dans la production de blé, allant de -1/-1.5% dans un avenir proche à -3/-5.5% dans un avenir lointain, indépendamment de la prise en compte des systèmes d'irrigation.

Contrairement aux tendances mondiales, les scénarios régionaux du maïs indiquent une chute nette (de -1/-2% dans un avenir proche à -3/-8% dans un avenir lointain). La baisse la plus marquée devrait toucher l'Afrique de l'Ouest, un des principaux producteurs de maïs, indépendamment de la prise en compte de l'irrigation (la baisse des rendements se chiffre à -10/-15% dans le scénario du futur lointain). Les deux autres principaux producteurs de maïs, l'Europe centrale et méditerranéenne, montrent que la baisse des rendements (jusqu'à -3% à -7% respecti-

vement, dans les scénarios du futur lointain les plus pessimistes) peut être évitée uniquement à condition d'utiliser des systèmes d'irrigation, ce qui, en revanche, accroît la compétition pour des ressources en eau limitées.

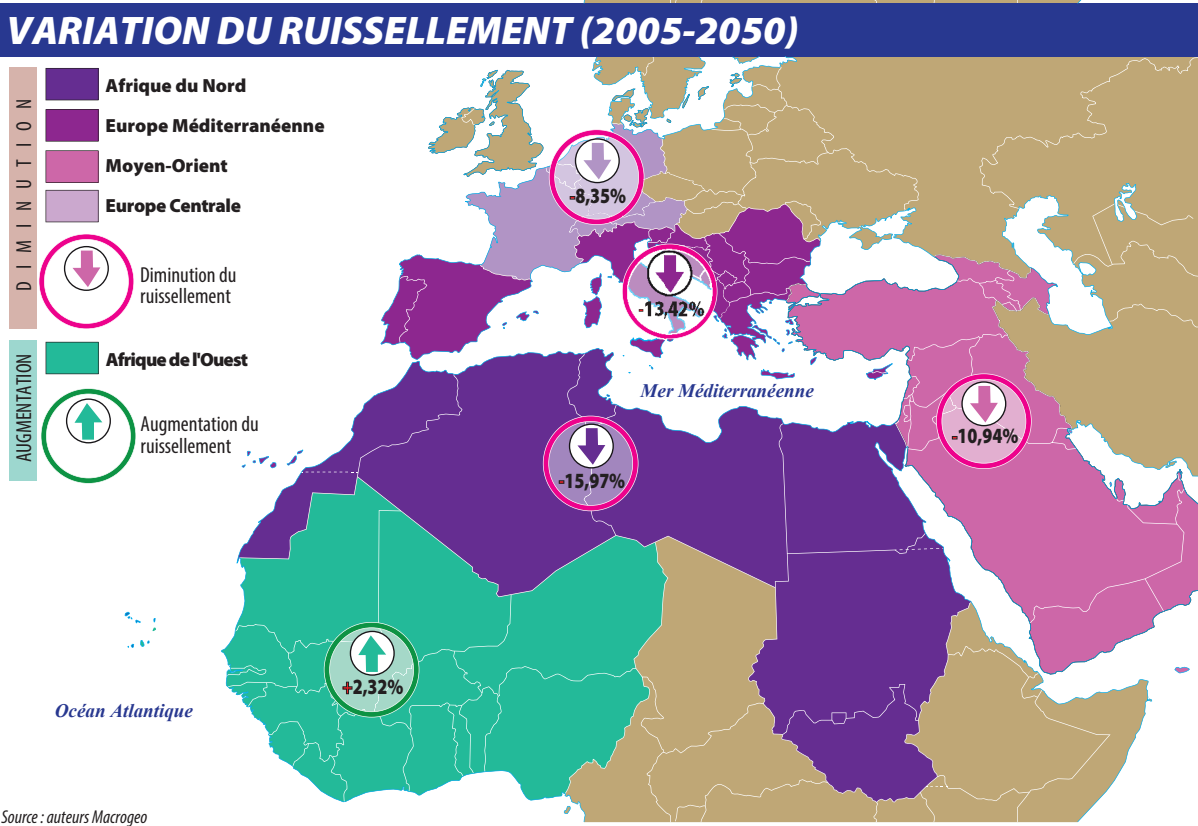
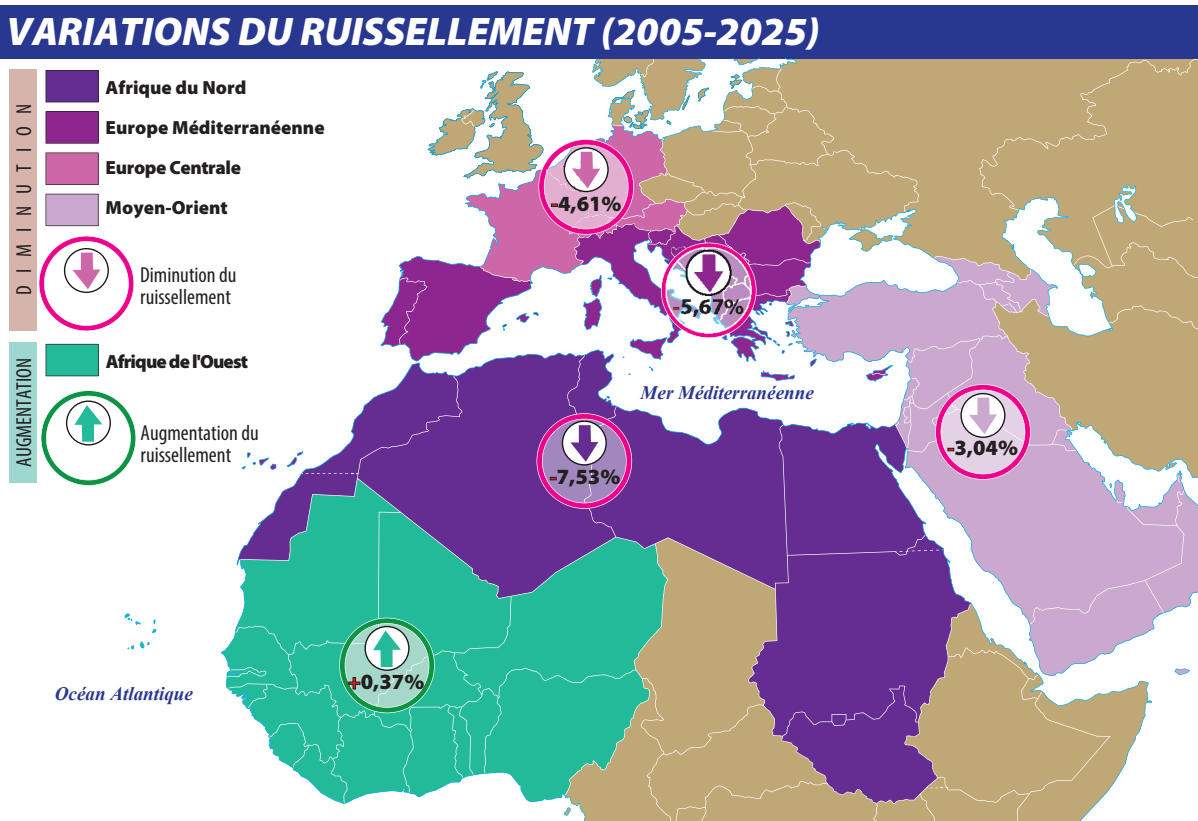
S'agissant du blé, les scénarios du futur proche indiquent une légère baisse à l'échelle mondiale et régionale (pas plus de 5% pour la région transméditerranéenne) mais la baisse est plus marquée dans le futur lointain (13%), surtout en raison des pertes subies par l'Afrique (notamment l'Afrique de l'Ouest, qui atteint jusqu'à 26%) et par le Moyen-Orient.

La production de riz ne devrait pas subir de variations importantes dans un avenir proche, et juste une légère diminution dans un avenir lointain, alors que des augmentations significatives sont prévues dans le futur lointain à l'échelle sous-régionale : les rendements devraient augmenter de plus de 43% et 12% respectivement pour les pays de l'Europe centrale et de la Méditerranée, en raison de l'irrigation (la baisse des rendements en l'absence d'irrigation montre une augmentation légèrement plus lente), et c'est l'Afrique de l'Ouest qui subira la baisse la plus marquée (jusqu'à 15%).

La culture du soja, qui joue un rôle crucial dans les stratégies d'atténuation du changement climatique en raison de la production de biocombustibles, devrait subir une baisse de rendement marquée dans toute la région transméditerranéenne (jusqu'à -20% selon le scénario le plus pessimiste pour l'Afrique de l'Ouest), alors qu'une hausse significative est prévue pour l'Europe centrale, plus marquée en présence d'irrigation, et pour l'Europe méditerranéenne, mais uniquement avec le recours aux systèmes d'irrigation. Encore une fois et de plus en plus, l'eau joue un rôle essentiel dans le maintien de la production agricole.

Les variations dans les rendements des récoltes, calculées sur la moyenne des scénarios d'émission et d'irrigation, figurent dans **la synthèse ci-après**.

TABLEAU SYNTHÉTIQUE AGRICULTURE								
% VARIATION DU RENDEMENT DES CULTURES PAR RAPPORT À 2005	MAÏS		BLÉ		RIZ		SOJA	
	2025	2050	2025	2050	2025	2050	2025	2050
Europe Centrale	4,04	3,27	0,19	-3,21	18,16	35,97	10,82	13,82
Europe Méditerranéenne	-0,98	-2,60	-0,02	-2,87	6,52	9,91	0,57	-5,16
Moyen-Orient	-2,44	-5,12	-3,36	-10,82	-0,38	-4,17	-5,09	-6,54
Afrique du Nord	-2,97	-7,59	-6,58	-17,35	-1,42	-5,17	-3,85	-11,74
Afrique de l'Ouest	-5,15	-12,43	-7,99	-22,06	-3,88	-11,77	-5,30	-13,83



Source : auteurs Macroeo

Cette synthèse représente l'anomalie du rendement des récoltes dans les sous-régions transmédiaiterranéennes dans un avenir proche, en 2025 (représentant la période 2016-2035) et à moyen terme, en 2050 (représentant la période 2041-2060), dans les deux cas par rapport à 2005 (représentant la période 1996-2015). Cette anomalie est calculée sur la moyenne des différents scénarios d'émission et d'irrigation.

## Conclusions

Au cours des six dernières décennies, le changement et la variabilité climatique dans la région transmédiaiterranéenne ont provoqué un réchauffement de 1,4°C et une réduction des précipitations de 36 mm, alors que la diminution de la disponibilité d'eau de surface a été quatre fois plus élevée que la baisse des précipitations. Les épisodes de sécheresse extrême sont devenus plus graves et récurrents, ils coïncident souvent avec les années d'anomalies négatives des rendements (jusqu'à -60%) pour le maïs, le blé, le riz et le soja.

À terme, le changement et la variabilité climatique dans la région transmédiaiterranéenne pourraient provoquer un réchauffement de ~0.7°C dans les deux prochaines décennies, qui aura plus que doublé vers la moitié du siècle. La baisse du ruissellement sera de 5 à 10 fois plus marquée que celle des précipitations, en fonction de l'horizon temporel examiné (futur à court ou moyen terme). Les épisodes de sécheresse deviendront plus fréquents, au moins deux fois plus fréquents que la moyenne historique. Pour l'agriculture pluviale aussi bien qu'irriguée, les rendements des cultures-clés pour la production d'énergie et de protéines que nous avons examinées sont gravement menacés en raison de l'effet combiné des nouveaux régimes climatique et hydrique ; les besoins accrus de cette région en termes d'irrigation représentent un défi supplémentaire pour le partage des ressources en eaux entre les différents secteurs et les pays voisins.

*Le message-clé est que la zone d'origine des migrations transmédiaiterranéennes (les pays d'Afrique et du Moyen-Orient) ne sera pas la seule à subir l'impact des aléas climatiques sur les systèmes alimentaires et hydriques, mais que les pays européens seront eux aussi affectés. Cette circonstance représente non seulement un risque mais*

*également une opportunité pour la production alimentaire, en ce que les nouvelles conditions climatiques pourraient stimuler le développement de cultures nouvelles ou actuellement peu exploitées dans le Nord du bassin méditerranéen, alors que, faute de mesures d'adaptation au changement climatique, la rive Sud risque de subir une perte de productivité dans toutes les cultures analysées.*

## NOTES

<sup>1</sup> Exposition : la mesure selon laquelle la société humaine et les secteurs d'appui subissent la pression de l'évolution future des conditions climatiques. L'exposition prend en compte les facteurs physiques externes au système qui aggravent la vulnérabilité.

Sensibilité : la mesure dans laquelle les individus et les secteurs dont ils dépendent subissent les effets des troubles liés au climat. La sensibilité augmente en fonction du degré de dépendance par rapport aux secteurs sensibles au climat et de la proportion de la population sensible aux aléas climatiques pour des raisons topographiques ou démographiques.

Capacité d'adaptation : la capacité d'une société et des secteurs qui la soutiennent à effectuer des ajustements afin de réduire les dommages potentiels et réagir aux conséquences néfastes des événements climatiques. Les indicateurs de la capacité d'adaptation visent à prendre en compte une série de mesures pouvant être rapidement déployées dans des secteurs spécifiques pour faire face à l'impact du changement climatique.

<sup>2</sup> Réactivité économique : la capacité d'investissement favorisant la mobilisation de ressources du secteur privé.

Réactivité institutionnelle : la stabilité de la société et des institutions qui encourage les investissements. Dans un pays stable avec un système de gouvernance solide, les investisseurs sont sûrs que le capital investi pourra s'accroître grâce au soutien d'un système public en mesure d'assurer des services aux usagers sans interruptions significatives.

Réactivité sociale : les conditions sociales qui permettent à la société d'utiliser les investissements de manière efficace et équitable, et à en tirer des avantages accrus.

<sup>3</sup> Climate Research Unit ; <https://crudata.uea.ac.uk/cru/data/hrg/>

<sup>4</sup> CLIMDEX – Ensemble de données pour les indices des événements climatiques extrêmes ; <http://www.climdex.org/>

<sup>5</sup> base de données Global SEI ; <http://spei.csic.es/database.html>

<sup>6</sup> ERA-Interim Reanalyses ; <https://www.ecmwf.int/en/forecasts/datasets/reanalysis-datasets/era-interim>

<sup>7</sup> FAOSTAT – données sur l'alimentation et l'agriculture ; <http://www.fao.org/faostat/en/#home>

<sup>8</sup> Inter-sectoral Impact Model Intercomparison Project (ISI-MIP) ; <https://www.isimip.org/about/>

<sup>9</sup> RCP4.5 estime que le forçage radiatif se stabilisera peu après 2100, en fonction de perspectives de réduction des émissions assez ambitieuses. RCP8.5 se caractérise par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre entraînant de fortes concentrations de ces gaz au fil du temps.

# COMPRENDRE LES PRINCIPAUX DÉFIS DE L'AFRIQUE : NUTRITION, SANTÉ ET CAPITAL HUMAIN

*par Massimo Livi Bacci*

*Les tendances actuelles indiquent que l'Afrique subsaharienne est prisonnière d'un cercle vicieux malthusien, où la pauvreté alimente la faim, la malnutrition et des taux élevés de mortalité infantile qui, associés à une forte fécondité, engendrent un taux de croissance élevé ayant pour résultat d'exaspérer la condition de pauvreté. Pour sortir de ce cercle, il est nécessaire de s'attaquer à la fois aux problèmes alimentaires et démographiques de l'Afrique subsaharienne.*

## Le rôle-clé de l'alimentation et de la nutrition

Compte tenu des caractéristiques principales des scénarios démographiques et des tendances générales du changement climatique dans les cinq régions exami-

nées, il est évident que faute de politiques appropriées, une croissance démographique non maîtrisée aura pour effet de multiplier la population par trois avant 2050.

Une telle situation précipitera cette zone très peuplée dans la spirale négative d'une trappe malthusienne.

ALIMENTATION → NUTRITION → MALADIES → SURVIE → REPRODUCTION → CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE → ALIMENTATION



Dans un tel environnement, **les enfants sont particulièrement vulnérables** ; les carences nutritionnelles empêchent le développement de capacités physiques et cognitives appropriées, avec des effets négatifs sur les facultés d'apprentissage de l'enfant,

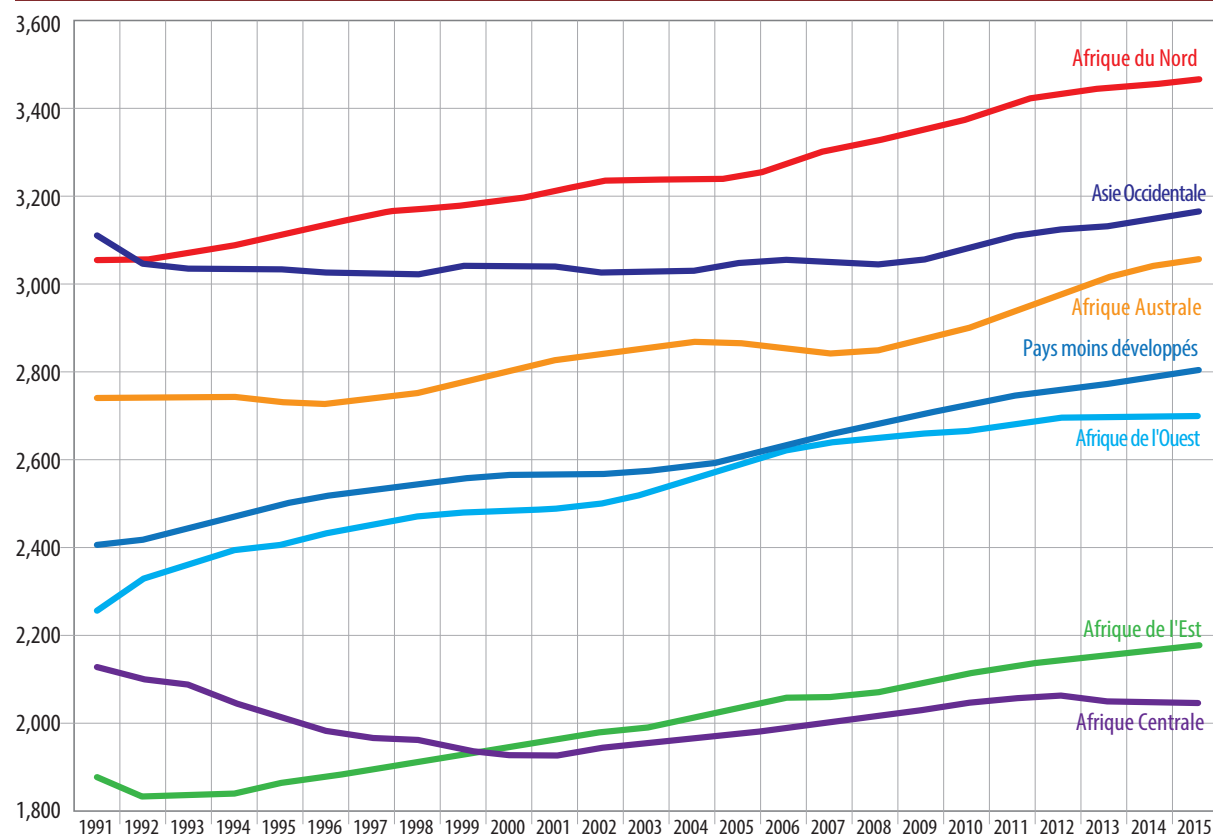
ce qui empêche la formation de capital humain avec des conséquences négatives tout au long de la vie des individus. Les carences nutritionnelles peuvent donc engendrer un autre cycle négatif qui recoupe le premier :

**CARENCES NUTRITIONNELLES → RETARD DE CROISSANCE PHYSIQUE → MANQUE D'ACCÈS À UNE INSTRUCTION APPROPRIÉE → BAISSÉ DE PRODUCTIVITÉ → BAISSÉ DES RÉMUNÉRATIONS**

Au niveau agrégé – tous les autres facteurs demeurant constants (instruction, investissements dans la santé, etc.) – les carences nutritionnelles entraînent des effets négatifs au niveau de la productivité et du développement économique. Dans le cadre des Objectifs de développement Durable à l'horizon 2030, l'Objectif n° 2, « Éliminer la faim », préconise, d'ici à 2030, « d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et faire en sorte que chacun, en particulier les enfants, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante ».

Cet objectif sera extrêmement difficile à réaliser pour l'Afrique subsaharienne, où à l'heure actuelle une personne sur quatre connaît la faim. Le fardeau des maladies demeure très lourd, la mortalité infantile et juvénile (95 sur mille en 2010-15) est trois fois plus élevée qu'en Asie occidentale et deux fois et demi plus élevée qu'en Afrique du Nord ; l'incidence des maladies transmissibles reste également très élevée. L'amélioration rapide des régimes nutritionnels représente donc une priorité pour atteindre des conditions de santé et de survie satisfaisantes, autant de facteurs indispensables et

#### DISPONIBILITÉ ÉNERGETIQUE ALIMENTAIRE (DEA)



déterminants pour la formation de capital humain et la possibilité de développement. Pour relever ce défi, il est également nécessaire de promouvoir les investissements et les politiques sociales, notamment en matière d'assainissement et de contrôle des maladies infectieuses.

#### Mesurer la nutrition pour évaluer le capital humain

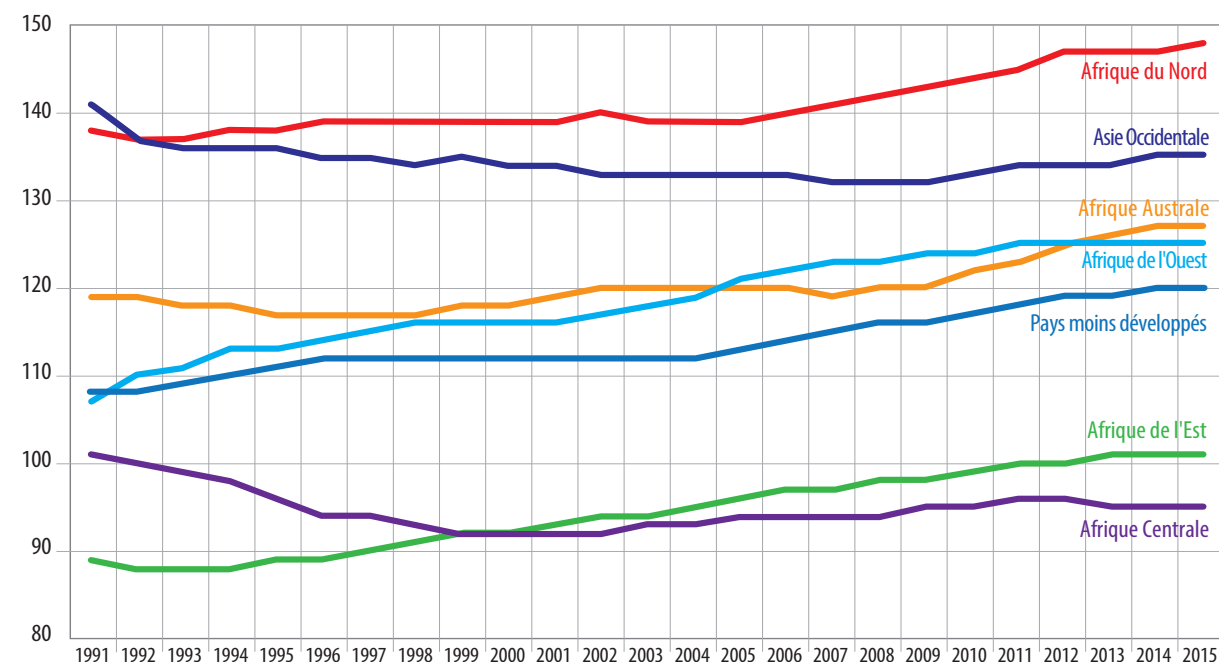
D'après les estimations de 2017 de certaines organisations intergouvernementales, le nombre total d'individus souffrant de la faim dans le monde aujourd'hui s'élève à 815 millions. (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS 2017). Pendant le dernier quart du XXe siècle, si les conditions nutritionnelles des pays en développement ont connu une amélioration, on relève cependant beaucoup d'exceptions. D'après les estimations de la FAO, en 1990-92, la **prévalence de la dénutrition** (plus simplement, les individus souffrant de la faim) s'élevait à 23,3% dans les pays en développement ; ce pourcentage s'est **réduit de presque la moitié en 2014-16, soit 12,9%**<sup>1</sup>. Un des Objectifs du Millénaire, le plus significatif peut-être, a été atteint. Cependant, **les progrès ont été beaucoup moins remarquables en Afrique subsaharienne**, où ce pourcentage, pour la même période, est passé de 33% à 23,3%. Par ailleurs, suite à une croissance démo-

graphique accélérée, le nombre total d'individus affamés a augmenté de plus d'un cinquième, passant de 176 à 218 millions. Autrement dit, les efforts nécessaires (en termes de ressources humaines et financières) pour réduire la faim dans cette partie du monde doivent être **beaucoup plus significatifs qu'il y a vingt-cinq ans**.

Le graphique relatif à la **DEA (Disponibilité Énergétique Alimentaire)** indique les valeurs de cet indice pour les différentes régions subsahariennes, comparées à celles de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale. Cet indice mesure les calories journalières disponibles en moyenne pour chaque individu (tous âges et sexes confondus). Dans la période 1991-2015, l'écart entre l'Afrique du Nord, qui affiche une situation nutritionnelle relativement satisfaisante, et l'Afrique subsaharienne, où la malnutrition est généralisée, a augmenté.

En 2014-16, la DEA de l'Afrique du Nord était de 43% plus élevée que celle du reste du continent, et de 68% plus élevée que celle de l'Afrique centrale, où la DEA a reculé. La FAO a mis au point un nouveau système de mesure nommé **ADESA (Adéquation des disponibilités énergétiques moyennes)** qui indique le rapport entre l'apport calorique moyen et les besoins réels de la population.

#### ADESA - ADÉQUATION DES DISPONIBILITÉS ÉNERGÉTIQUES MOYENNES



Cette mesure offre un tableau plus exhaustif de l'état nutritionnel d'un pays ou d'une région. Un indice autour de 100 indique que la disponibilité d'aliments ne serait suffisante qu'en cas d'égalité absolue d'accès à la nourriture pour tous les citoyens. Cependant, 100 n'est jamais suffisant, car il faut tenir compte des inégalités. Un indice de 100 indique donc qu'une part très importante de la population connaît la faim. Même les pays affichant des indices jusqu'à 115 sont gravement touchés par le fléau de la malnutrition. En Afrique subsaharienne, au cours de la période examinée, cet indice est passé de 100 à 111, une avancée modeste, si l'on considère que cette région part d'un niveau très bas et que pour l'ensemble des pays en développement cet indice est passé de 108 à 120. **Il convient de signaler le fléchissement de l'Afrique centrale (de 101 à 95) et l'avancée considérable de l'Afrique de l'Ouest (de 107 à 125), qui se situe presque au même niveau que l'Afrique australe, la région la plus riche de l'Afrique subsaharienne.**

Deux autres indicateurs (*Prévalence de la sous-alimentation* ci-après et *Profondeur du déficit alimentaire* à la page suivante) peuvent fournir davantage d'informa-

tions sur l'état nutritionnel de la population. **Le premier** fait état de la prévalence de la sous-alimentation (qui, d'après la FAO, est une estimation du pourcentage de la population n'ayant pas accès à une quantité de nourriture suffisante pour satisfaire ses besoins en disponibilité énergétique alimentaire ; voir aussi FAO 2017).

Dans toute la région subsaharienne, presque un individu sur quatre souffre de la faim, mais si l'incidence est de moins de 10% en Afrique occidentale et australe, elle dépasse 30% en Afrique orientale et 40% en Afrique centrale. L'indicateur de la « **Profondeur du déficit alimentaire** » (DPD) établit l'apport calorique moyen nécessaire pour ramener les sous-alimentés au-dessus du seuil de la faim et trace le périmètre de la faim.

Les tendances et les différentiels des cinq régions subsahariennes reflètent une situation comparable à celle tracée par les autres indicateurs ; un individu moyen aurait besoin d'un complément journalier de 175 calories en Afrique subsaharienne, de 230 en Afrique de l'Est et de 380 en Afrique centrale. À noter que malgré la présence de plus de deux cent millions de personnes affamées, la plupart des habitants de l'Afrique subsaharienne ne

meurent pas de faim. Cependant, la présence de la faim chronique n'est pas toujours évidente car le corps humain compense les carences alimentaires par un ralentissement de l'activité physique et, chez les enfants, de la croissance.

## La géographie de la dénutrition

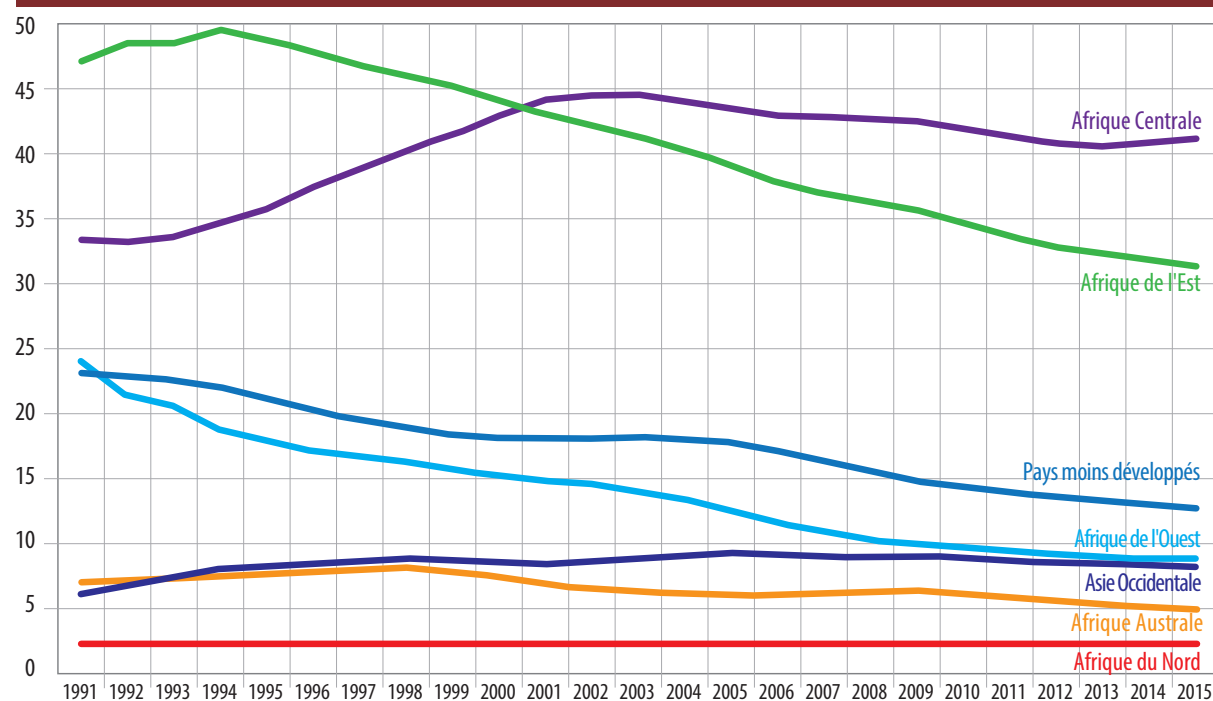
Les causes de la dénutrition sont multiples, mais dans la plupart des cas elles impliquent une qualité ou une quantité limitée d'aliments, des pratiques alimentaires non optimales et un taux élevé de maladies infectieuses. **Le dépérissement (émaciation) est la conséquence d'une période récente de déficit alimentaire ou de maladie ; elle peut être inversée si l'enfant a accès à une quantité adéquate de nourriture dans un environnement exempt de maladies infectieuses.** Le retard de croissance est le résultat d'un déficit alimentaire prolongé et peut s'aggraver en présence d'infections récurrentes. L'émaciation est un problème de santé à court terme, mais des épisodes récurrents peuvent provoquer un retard de croissance (Saka, Galaa 2016). « Réduire la prévalence du retard de croissance chez les enfants, notamment dans le segment d'âge allant de 0 à 23 mois, est essentiel, car le déficit linéaire de croissance

cumulé dans l'enfance est associé aux troubles cognitifs, à des résultats scolaires médiocres et à une baisse de la productivité chez les adultes. Une nutrition améliorée favorise l'épanouissement des capacités cognitives et physiques, avec une hausse de la productivité individuelle générale, y compris la productivité agricole ».<sup>2</sup>

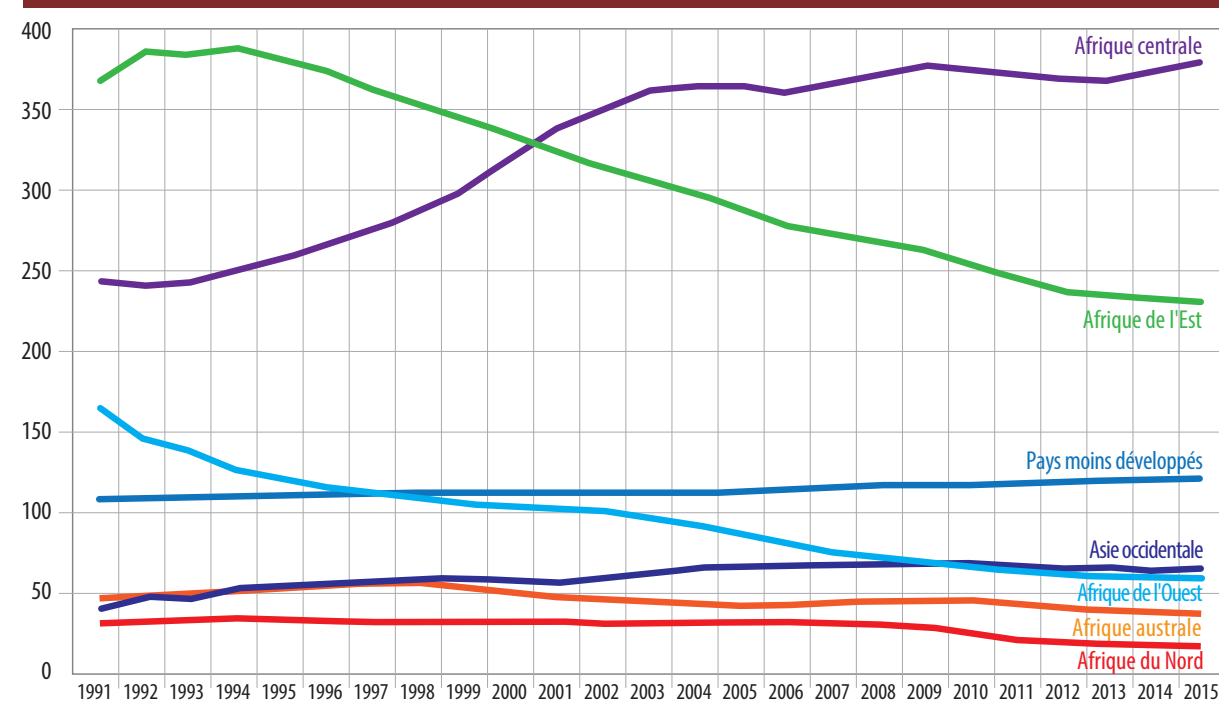
Les Enquêtes démographiques et de santé (EDS) sont une source majeure d'informations sur l'état nutritionnel de nombre de pays en développement, notamment en Afrique. Au cours des trois dernières décennies, le programme EDS a collecté et analysé des données précises et représentatives quant à la démographie, l'état de santé, le VIH et la nutrition dans 90 pays, à travers plus de 300 enquêtes. **Le tableau et les cartes à la page suivante<sup>3</sup> montrent les estimations du pourcentage d'enfants de moins de 5 ans atteints d'émaciation, de retard de croissance ou d'insuffisance pondérale dans 14 pays africains, d'après la dernière enquête (réalisée entre 2010 et 2014), et l'enquête précédente (réalisée entre 2002 et 2009)<sup>4</sup>.**

La prévalence du retard de croissance a globalement diminué, mais en Afrique, les progrès (quand il y en a eu)

### PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION



### PROFONDEUR DU DÉFICIT ALIMENTAIRE



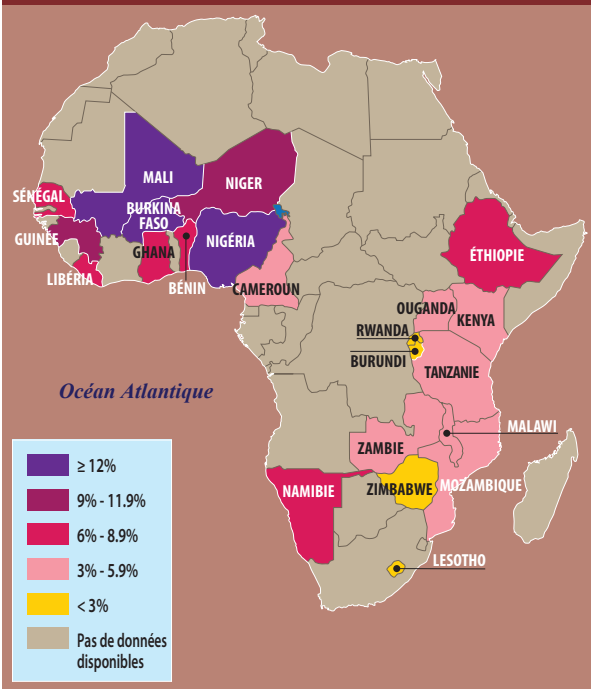
RETARD DE CROISSANCE ET INSUFFISANCE PONDÉRALE										
Pays	Date des enquêtes	Émaciation			Retard de croissance			Insuffisance pondérale		
		1ère enquête	2ème enquête	% variation	1ère enquête	2ème enquête	% variation	1ère enquête	2ème enquête	% variation
Égypte	2008 2014	7.9	9.5	3.4	30.7	22.3	-4.6	6.8	7	0.5
Soudan	2006 2014	14.5	16.3	1.6	38.3	38.2	0	27	33	2.8
Maroc	2003 2011	10.8	2.3	-9.8	23.1	14.9	-4.4	9.9	3.1	-8.6
Érythrée	2002 2010	14.9	15.3	0.3	43.7	50.3	1.9	34.5	38.8	1.6
Éthiopie	2005 2014	12.3	8.7	-3.3	50.7	40.4	-2.3	34.6	25.2	-3
Kenya	2009 2014	7	4	-8.6	35.2	26	-5.2	16.4	11	-6.6
Soudan du Sud	2006 2010	24.6	22.7	-1.9	36.2	31.1	-3.5	32.5	27.6	-3.8
Centrafrique	2006 2010	12.2	7.4	-9.8	45.1	40.7	-2.4	28	23.5	-4
Congo	2005 2011	8	5.9	-4.4	31.2	25	-3.3	11.8	11.8	0
RD du Congo	2007 2013	14	8.1	-7	45.8	42.6	-1.2	28.2	23.4	-2.8
Ghana	2008 2014	8.7	4.7	-7.7	28.6	18.8	-5.7	20.8	16.3	-3.6
Niger	2006 2012	12.4	18.7	8.5	54.8	43	-3.6	39.9	37.9	-0.8
Nigéria	2008 2014	14.4	7.9	-7.5	41	32.9	-3.3	26.7	19.8	-4.3
Sénégal	2005 2014	8.7	5.7	-3.8	20.1	19.4	-0.4	14.5	12.8	-1.3
Moyenne (insuffisance pondérale)	2006 2013	12.2	9.8	-3.6	37.5	31.8	-2.7	23.7	20.8	-2.4

Note : la variation est calculée sur une base annuelle. Les trois indicateurs se réfèrent au % d'enfants qui sont inférieurs de deux écarts-type (-2 SD) par rapport aux normes de croissance de l'OMS.  
Source : DHS, <http://dhsprogram.com/data/>

ont été lents, en dépit d'une croissance économique relativement solide depuis le début de ce siècle. Le retard de croissance a presque disparu dans les pays avancés et dans beaucoup de pays en développement mais la moyenne non pondérée pour les 14 pays était de 37,5% au moment de la première des deux enquêtes examinées et de 31,8% au moment de la deuxième, réalisée en moyenne 6-7 ans plus tard. En Érythrée, 1 enfant de

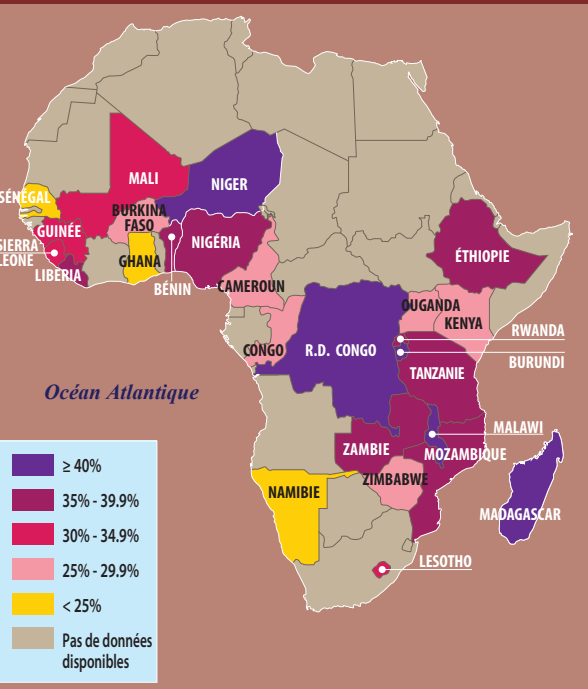
moins de 5 ans sur 2 est atteint de retard de croissance, contre 4 sur 10 en Éthiopie, Soudan, République centrafricaine, RDC, et 1 sur 3 au Soudan du Sud et au Nigéria. Au rythme actuel, il faudrait deux ou trois décennies pour que le retard de croissance, qui est actuellement un phénomène de masse, devienne un phénomène marginal. Les deux autres indicateurs suscitent des considérations analogues : en ce qui concerne l'émaciation,

POURCENTAGE D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ATTEINTS D'ÉMACIATION



Source : Demographic Health Survey program

POURCENTAGE D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ATTEINTS DE RETARD DE CROISSANCE



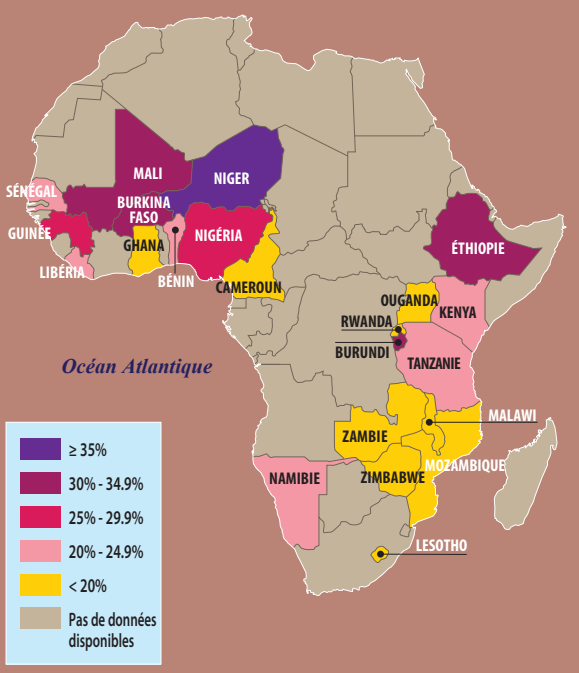
Source : Demographic Health Survey program

la prévalence a augmenté dans 4 pays sur 14 entre la première et la deuxième enquête ; la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants a augmenté dans deux cas et est restée inchangée dans un cas.

ENCADRÉ:  
GROS PLAN SUR LE NIGÉRIA

L'Enquête démographique et de santé du Nigéria, l'état le plus peuplé de la région subsaharienne, réalisée en 2013 sur un large échantillon de 40.000 ménages, fournit des informations plus exhaustives sur l'état nutritionnel de ces populations. (NPC et ICF International 2014). Les données anthropométriques des enfants sur le retard de croissance (taille par rapport à l'âge), l'émaciation (poids par rapport à la taille) et l'insuffisance pondérale (poids par rapport à l'âge) sont ventilées par sexe, caractéristiques à la naissance (taille, espacement des naissances), pratiques alimentaires (allaitement maternel, compléments alimentaires), caractéristiques du milieu familial (résidence géographique, résidence urbaine ou rurale, situation financière des ménages) et de la mère (niveau d'instruction, état nutritionnel). Cette enquête a également mesuré l'apport en micronutriments des enfants et des mères. Il convient de souligner qu'en 2010 la mortalité infantile et juvénile (entre 0 et cinq ans) au Nigéria était plus élevée qu'en Afrique subsaharienne (122 contre 95 pour mille),

POURCENTAGE D'ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ATTEINTS D'INSUFFISANCE PONDÉRALE



Source : Demographic Health Survey program

malgré un revenu par tête plus élevé que celui de la moyenne régionale.

Une synthèse des résultats est présentée dans le tableau de la page précédente. Le retard de croissance (rapport taille-âge), y compris le « retard de croissance grave », augmente jusqu'à l'âge de 24-35 mois – et atteint 46%

POURCENTAGE D'ENFANTS ATTEINTS DE RETARD DE CROISSANCE, ÉMACIATION ET INSUFFISANCE PONDÉRALE, NIGÉRIA, 2013						
Caractéristiques de base	Retard de croissance		Émaciation		Insuffisance pondérale	
	Grave	Total	Grave	Total	Grave	Total
24-35 mois (pic)	27.4	45.7	8.8	15.7	14.7	32.4
Garçons	22.6	38.6	9.3	18.9	12.4	38.2
Filles	19.6	35	8	17.2	10.8	27.3
Intervalle entre naissances (<24 mois)	24.6	41.4	8.5	17.8	13.6	31.8
Intervalle entre naissances (>48 mois)	17.6	31.8	9.1	18.7	10.9	26.5
Milieu urbain	13	26	8.4	17.5	13.3	32.3
Milieu rural	25.9	43.2	8.8	18.3	13.3	32.3
Niveau d'éducation de la mère: aucun	31.1	49.7	22.7	5	17.3	39.7
Niveau d'éducation de la mère: secondaire et +	6.4	13.3	11	4	3.6	10
Quintile de richesse: plus bas	33.8	53.8	10.5	21.9	17.3	41.9
Quintile de richesse: plus haut	7.9	18	5.9	13.9	5.4	15.6
Total	21.1	36.8	8.7	18	11.6	28.7

Source : Enquête démographique et de santé 2013 du Nigéria, pp. 178-78



des enfants (dont 27% souffrent d'un retard grave) – avec un léger fléchissement après cet âge (37% à l'âge de 48-59 mois). Le pourcentage d'enfants de plus de six mois qui ne reçoivent pas les compléments alimentaires nécessaires, à part le lait maternel, est trop élevé : 10% à peine des enfants âgés de 6 à 24 mois reçoivent une alimentation conforme aux pratiques alimentaires recommandées pour les nourrissons et les enfants en bas âge. L'absence d'une alimentation complémentaire adéquate peut entraîner la dénutrition et des maladies fréquentes. Le retard de croissance est plus élevé chez les petits garçons (39%) que chez les petites filles (35%). « Le retard de croissance est plus élevé chez les enfants conçus dans un intervalle de moins de 24 mois après la naissance précédente (41%) que chez les premières naissances ou les enfants conçus dans un intervalle de 24-47 mois ou de 48 mois et plus de la naissance précédente ». Autrement dit, la forte fécondité (des grossesses trop rapprochées) est associée à une fréquence élevée du retard de croissance chez les enfants. Au Nigéria, comme dans toute l'Afrique subsaharienne, on constate une forte présence (47,6%) de mères atteintes d'insuffisance pondérale (avec un Indice de masse corporelle de moins de 18,5%) et une forte présence de mères « atteintes de surpoids ou d'obésité » (IMC de plus de 25). Par ailleurs, l'état

nutritionnel de la mère exerce un impact sur le niveau du retard de croissance de ses enfants : les enfants dont la mère souffre d'une insuffisance pondérale présentent les niveaux les plus élevés (48%), alors que ceux dont la mère est atteinte de surpoids ou d'obésité affichent les niveaux les plus bas (25%). « Les enfants qui vivent en milieu rural ont plus de probabilités d'être atteint du retard de croissance (43%) que ceux qui vivent en milieu urbain (26%), et la tendance est la même pour le retard de croissance grave (26% en milieu rural et 13% en milieu urbain) ». Le niveau d'instruction de la mère indique une association inverse avec le retard de croissance de ses enfants, allant de 13% chez les enfants dont la mère a un niveau d'instruction plus élevé à 50% chez les enfants dont la mère n'a reçu aucune instruction. « La même relation inverse a été constatée entre la disponibilité financière des ménages et le retard de croissance. Les enfants issus des ménages les plus pauvres ont trois fois plus de probabilités d'être atteint du retard de croissance (54%) que les enfants issus des ménages les plus aisés (18%) »<sup>5</sup>. Cette enquête a également révélé un déficit de micronutriments (vitamine A et fer) dans le régime alimentaire d'une proportion importante d'enfants, ce qui a une incidence sur le taux de morbidité et de mortalité infantiles.

### Sortir du cercle vicieux : l'objectif de 175 calories

Les données macro et microéconomiques analysées dans cette section indiquent que la **nutrition reste un problème majeur pour l'Afrique subsaharienne**. Au cours des dernières décennies, les progrès ont été lents, voire absents dans certains pays ; la proportion de la population qui souffre de la faim a reculé lentement et le nombre de personnes affamées a augmenté du fait d'une croissance démographique non maîtrisée. Afin que plus de 200 millions de personnes parviennent à briser le joug de la privation, il faudrait introduire 175 calories par jour par tête. La dénutrition, le retard de croissance et l'émaciation sont généralisés chez les enfants et la forte fécondité ne fait qu'exaspérer cette situation. Chez les mères, l'obésité coexiste avec la maigreur excessive.

Il est essentiel de souligner que l'Afrique subsaharienne connaît un problème alimentaire et un problème dé-

mographique, tous deux irrésolus. La dénutrition, avec ses conséquences néfastes sur la santé, la croissance physique et l'épanouissement des capacités cognitives, compromet la formation du capital humain, ralentit la productivité individuelle et entrave la réalisation d'un développement équilibré.

#### NOTES

<sup>1</sup> Ces données, de même que celles relatives aux Figures 1, 2, 3 et 4, sont issues des Indicateurs de la sécurité alimentaire de la FAO <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/ess-fadata/en/#.Wg3LGRP9TL8>

<sup>2</sup> <https://usaidelearninglab.org/sites/default/files/resource/files/Nutrition%20Indicator%20Reference%20Sheets.s2.pdf>

<sup>3</sup> Kamanori, Pullum 2013.

<sup>4</sup> Les mesures anthropométriques sont calculées sur la base des paramètres suivants : retard de croissance = ratio taille/âge ; émaciation = ratio poids/taille ; insuffisance pondérale = ratio poids/âge.

<sup>5</sup> Cette citation, ainsi que les deux précédentes, sont tirées de l'enquête NPC et IFC International 2014, p. 177.

# CROISSANCE INÉGALE ET ACCAPAREMENT DES RESSOURCES DANS LES PLATEFORMES MIGRATOIRES AFRICAINES

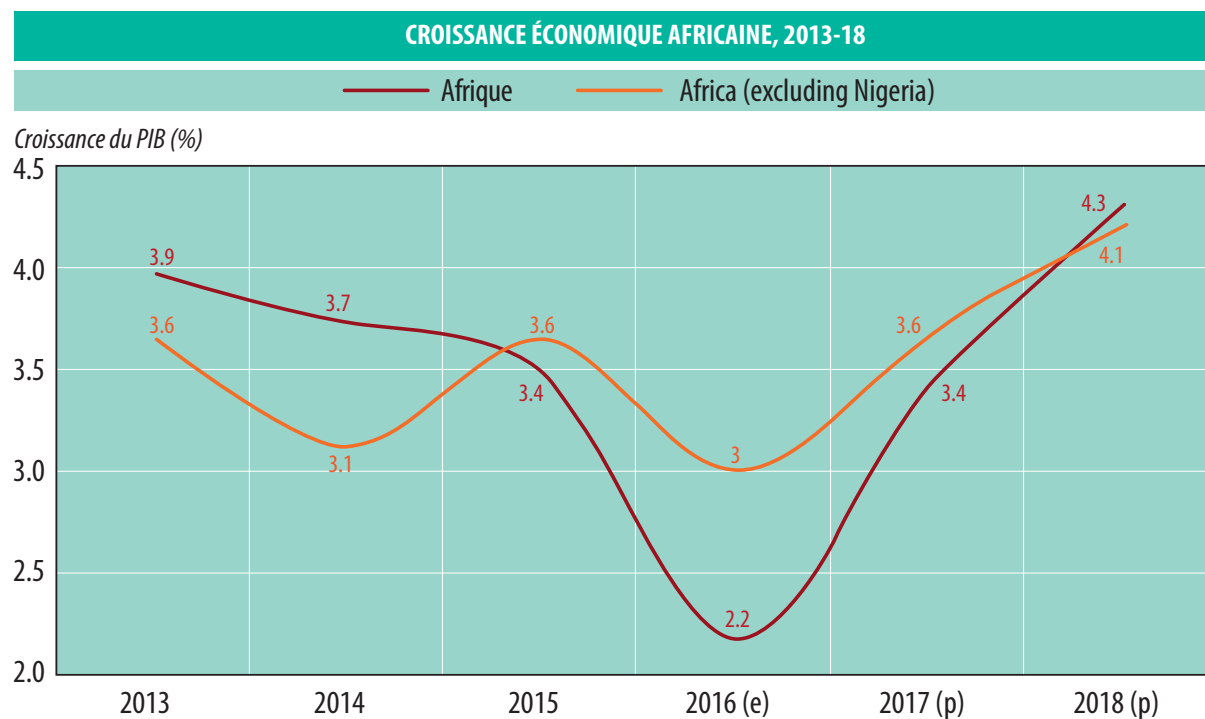
*par Fabrizio Maronta*

*L'analyse géopolitique et géoéconomique des principales plateformes migratoires africaines indique que ce continent reste confronté à des perspectives difficiles. Le phénomène de l'accaparement des ressources (eau et terres) touche les services publics, l'agriculture et le développement.*

L'analyse géopolitique et géoéconomique des principales plateformes migratoires africaines indique que ce continent reste confronté à des perspectives difficiles. Le phénomène de l'accaparement des ressources (eau et terres) touche les services publics, l'agriculture et le développement. Les transferts d'argent assurent un lien économique essentiel entre les pays d'origine et de destination des migrants.

### Les perspectives complexes de l'économie africaine

Pour mieux comprendre les tendances démographiques et climatiques futures dans les principaux pays d'origine des migrations, il convient de les encadrer dans le contexte plus large des perspectives géoéconomiques du continent africain. **L'effondrement des prix**



Source : Données adaptées du Département de Statistiques AfDB  
Statlink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933474872>

**des matières premières en 2016 a mis à dure épreuve la « renaissance africaine ».** La croissance de l'Afrique a subi un ralentissement et s'est chiffrée à 2,2% en 2016, contre 3,4 en 2015. Ces pourcentages mettent en évidence le rôle majeur joué par certaines grandes réalités économiques dans la croissance globale du continent. Le Nigéria se taille la part du lion, avec 29,3% du PIB de l'Afrique, suivi de l'Afrique du Sud, avec 19,1%. La récession qui a frappé ces deux pays a donc exercé un impact plus fort que les autres sur le PIB continental. Plus précisément, les difficultés économiques du Nigéria ont aggravé la pression migratoire, le Nigéria étant l'une des principales plateformes démographiques africaines.

Si le ralentissement de l'économie a surtout pénalisé les exportations de matières premières, il faut également prendre en compte d'autres facteurs, y compris les effets prolongés du « Printemps Arabe » et les phénomènes climatiques défavorables (mauvais temps et sécheresse). La croissance ralentie de la Chine a un impact sur l'Afrique : la Chine étant aujourd'hui un des principaux partenaires commerciaux de plusieurs pays africains,

elle représente 27% des exportations de ce continent et 83% des exportations de matières premières.

**Des différences régionales très marquées.** D'après les estimations, l'Afrique de l'Est s'avère le moteur de la croissance économique, avec + 5,3% en 2016. L'Afrique du Nord occupe la deuxième place avec 3%, soutenue par la reprise en Egypte et en Algérie, alors que l'incertitude politique prolongée et la baisse de la production de pétrole en Libye pèsent lourdement sur la région. L'Afrique australe est en troisième position, avec une croissance de 1,1%, alors que l'Afrique centrale et occidentale affiche les résultats les plus décevants : respectivement 0,8% et 0,4%. L'Afrique centrale est pénalisée par les résultats négatifs de la Guinée Équatoriale, de la RDC et du Tchad. L'Afrique de l'Ouest, pour sa part, a été pénalisée par la baisse de croissance du Nigéria, passée de 2,8% en 2015 à -1,5% en 2016.

### Pauvreté et fragilité en Afrique

Dans ce contexte inégal et complexe, le chômage élevé demeure un problème, notamment dans les pays africains

à revenu intermédiaire où, dans certains cas, il s'élève à 50%. Si les pays à bas revenu font état d'un taux de chômage très faible, les statistiques sont trompeuses, en ce qu'elles cachent la présence de formes graves de sous-emploi et de secteurs informels particulièrement étendus, avec des salaires bas et une grande incertitude. 80% de la main-d'œuvre africaine travaille dans le secteur informel.

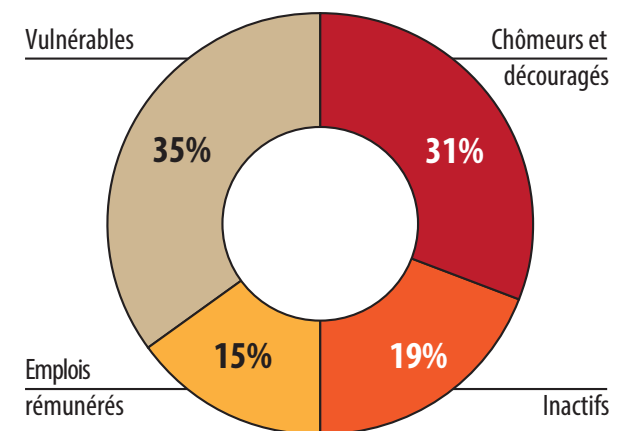
De fait, la croissance économique impressionnante de l'Afrique au cours des 15 dernières années n'a pas entraîné la création d'un grand nombre d'emplois, en ce qu'elle a concerné des secteurs à forte intensité de capital, comme l'industrie extractive, ou les produits primaires, où les besoins en main-d'œuvre sont secondaires. Étant donné la croissance démographique rapide, cet état de fait pose un problème majeur : faute d'une croissance diversifiée, axée sur la productivité et généralisée, l'Afrique ne pourra jamais créer assez d'emplois pour faire face à sa croissance démographique.

Rien d'étonnant donc si la pénurie d'emplois touche surtout les jeunes. Malgré l'amélioration de leur niveau d'instruction, les jeunes africains souffrent encore d'une mauvaise santé et du manque de compétences employables, ainsi que d'un accès limité aux financements permettant de créer leur propre entreprise. Par conséquent, un pourcentage disproportionné de jeunes sont au chômage.

**Au vu des tendances démographiques actuelles, le problème de l'emploi des jeunes prendra de plus en plus d'ampleur. Dans l'ensemble du continent africain, les jeunes ont trois fois plus de probabilité que les adultes de se retrouver au chômage. La moitié des jeunes sont soit sans emploi, soit inactifs, tandis que 35% ont des emplois précaires. L'inégalité entre les sexes aggrave la situation des femmes.**

Cette situation accroît le problème de l'inégalité de revenus en Afrique, l'une des plus élevée du monde. Le coefficient de Gini moyen s'élève à 0,43, contre 0,39 pour d'autres régions en développement. C'est un phénomène particulièrement inquiétant car une inégalité aussi marquée compromet l'action de réduction de la pauvreté exercée par la croissance, ses avantages profitant à une proportion restreinte de la population. À l'heure actuelle,

### L'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE, 2015



Source: AfDB (2016c)

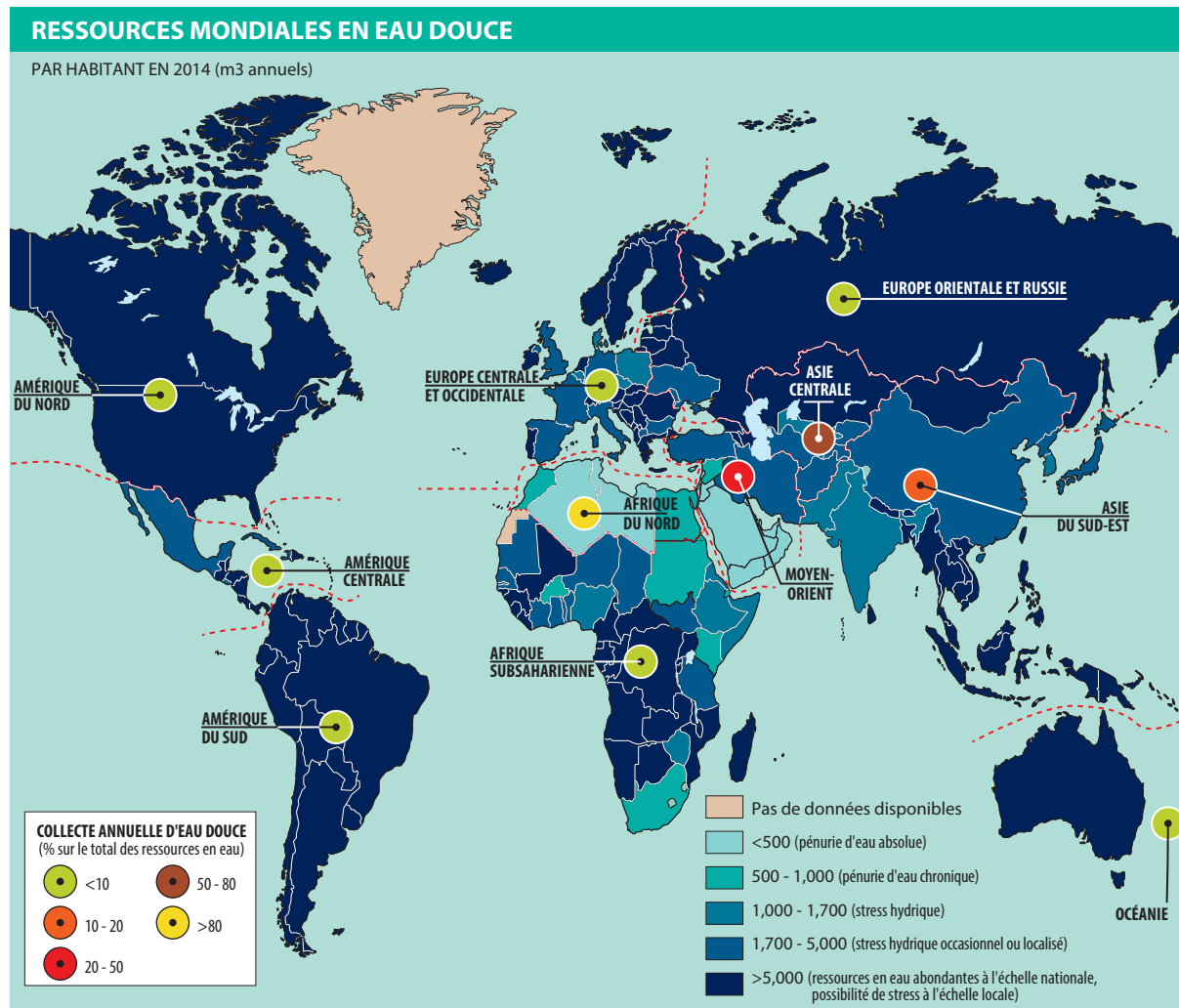
la moitié des revenus de l'Afrique sont l'apanage de 10% à peine de la population. En 2010, sur les 10 économies à croissance plus rapide du monde, 6 étaient en Afrique. Et pourtant, en 2011, sur les 10 pays à plus forte inégalité, 6 étaient aussi en Afrique.

La pauvreté et l'inégalité sont souvent associées à la fragilité naturelle et à l'instabilité politique, ce qui stimule l'émigration. Un nombre élevé d'Africains sont touchés par des conflits. Sur les 20 pays les plus à risque de conflit, 11 sont en Afrique. En 2015, sur les 65,3 millions de personnes forcées de quitter leur maison à cause de violences et de persécutions, 37% vivaient au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 27% vivaient au Sud du Sahara. En Afrique, les pays les plus touchés étaient le Soudan (3,5 millions de personnes déplacées), le Nigéria (2,2 millions) et la RDC (1,9 millions).

Le nombre d'Africains victimes des aléas naturels – en particulier sécheresse et inondations – a également augmenté : 7,6 millions en 2014. Ce chiffre a atteint 23,5 millions en 2015, dont presque la moitié (plus de 10 millions) en Éthiopie.<sup>1</sup>

### La géopolitique de l'eau

Dans le cadre des fragilités environnementales dérivant du changement climatique et des phénomènes connexes, l'eau représente l'un des principaux problèmes liés à la disponibilité de denrées alimentaires en Afrique (et par-



Source : Base de données AQUASTAT de la FAO - 2015

tout ailleurs). En effet, parmi la multitude de défis auquel est confronté ce continent, l'un des plus graves concerne la capacité des Africains à avoir accès à des ressources adéquates en eau salubre, aussi bien pour la consommation humaine que pour l'irrigation ou l'alimentation animale. Ces deux aspects sont importants, mais le deuxième est essentiel dans le cadre de ce rapport.

Il convient d'évoquer un fait aussi connu que négligé – à savoir que **les productions agricoles et animales réunies consomment plus d'eau douce que n'importe quelle autre activité**. D'après la base de données d'Aquastat 2017 de la FAO, l'agriculture représente en moyenne, dans le monde, 70% du total des prélèvements d'eau. La quantité d'eau nécessaire pour la produc-

tion agricole et animale varie aussi considérablement, de 197 litres/kg pour les cultures sucrières à 15.415 litres/kg pour la viande bovine (Water footprint network 2017).

Le bétail utilise directement 1,3% à peine de la quantité totale d'eau utilisée dans l'agriculture. Cependant, si l'on tient compte aussi de l'eau nécessaire pour le fourrage et la production céréalière, les besoins en eau pour la production animale augmentent de manière vertigineuse. (WWF 2014).

Dans l'ensemble, l'Afrique représente environ 9% des ressources mondiales en eau douce et 11% de la population, mais il existe une forte inégalité en termes de disponibilité d'eau (GRAIN 2012). Par ailleurs, les infrastruc-

tures demeurent insuffisantes, y compris dans des secteurs économiques essentiels tels que l'agriculture, dont la plupart des Africains sont tributaires. L'agriculture africaine reste essentiellement basée sur les cultures pluviales et les systèmes d'irrigation couvrent moins de 10% des terres cultivées (GRAIN 2012 ; Lewis 2013).

**L'Afrique subsaharienne est la plus touchée par les problèmes liés à l'eau.** Selon l'OMS, en 2006 à peine 16% de la population de cette région avait accès à l'eau de robinet (OMS 2008) et la situation ne semble pas s'être améliorée aujourd'hui (OMS 2015). Même lorsque l'eau est disponible, elle est à risque de contamination en raison de plusieurs facteurs : entre autres, l'entretien insuffisant des puits et des installations sanitaires (lorsqu'elles existent) suite au manque de moyens financiers et à l'absence d'analyses appropriées de la qualité de l'eau. Lorsque l'eau est disponible, on accorde souvent plus d'importance à sa quantité qu'à sa qualité.

**D'ici 2030, entre 75 et 250 millions d'Africains (pour la plupart dans la région subsaharienne) pourraient vivre dans des zones soumises à un stress hydrique accru, ce qui pourrait provoquer le déplacement de 24 à 700 millions de personnes. Les sources d'eau de surface sont souvent très polluées et les infrastructures permettant d'acheminer l'eau douce de sources salubres vers les zones arides sont coûteuses (GRAIN 2012 ; OMS 2015).**

Les perspectives sont un peu plus encourageantes pour ce qui est des eaux souterraines, bien que ces dernières n'échappent pas au problème de la surexploitation et de la pollution. En effet, elles bénéficient d'une protection naturelle contre la contamination (sauf en cas de présence de métaux lourds ou de bactéries due à des infiltrations d'eaux d'égouts) et sa disponibilité est moins touchée par les sécheresses, du moins à court terme.

Cependant, le coût élevé des perforations limite les possibilités d'exploitation, ce qui représente un obstacle. Les institutions internationales sont donc tenues de distinguer entre la pénurie d'eau « physique » ou « économique » : la première indiquant l'absence totale d'eau, la seconde évoquant l'inaccessibilité due aux aspects financiers et technologiques inhérents à cette question.

L'absence d'eau salubre (et le manque d'accès à des systèmes sanitaires adéquats) a des effets très étendus. Les enfants en bas âge meurent de déshydratation (à cause de pathologies diarrhéiques) et de malnutrition. Des maladies, comme le choléra, sévissent pendant la saison humide. Les femmes et les petites filles, qui jouent un rôle central dans le transport de l'eau, se voient empêchées d'avoir un emploi générateur de revenu ou d'aller à l'école. Elles risquent également de subir des violences, puisqu'elles parcourent tous les jours de longues distances qui les éloignent de leurs villages.

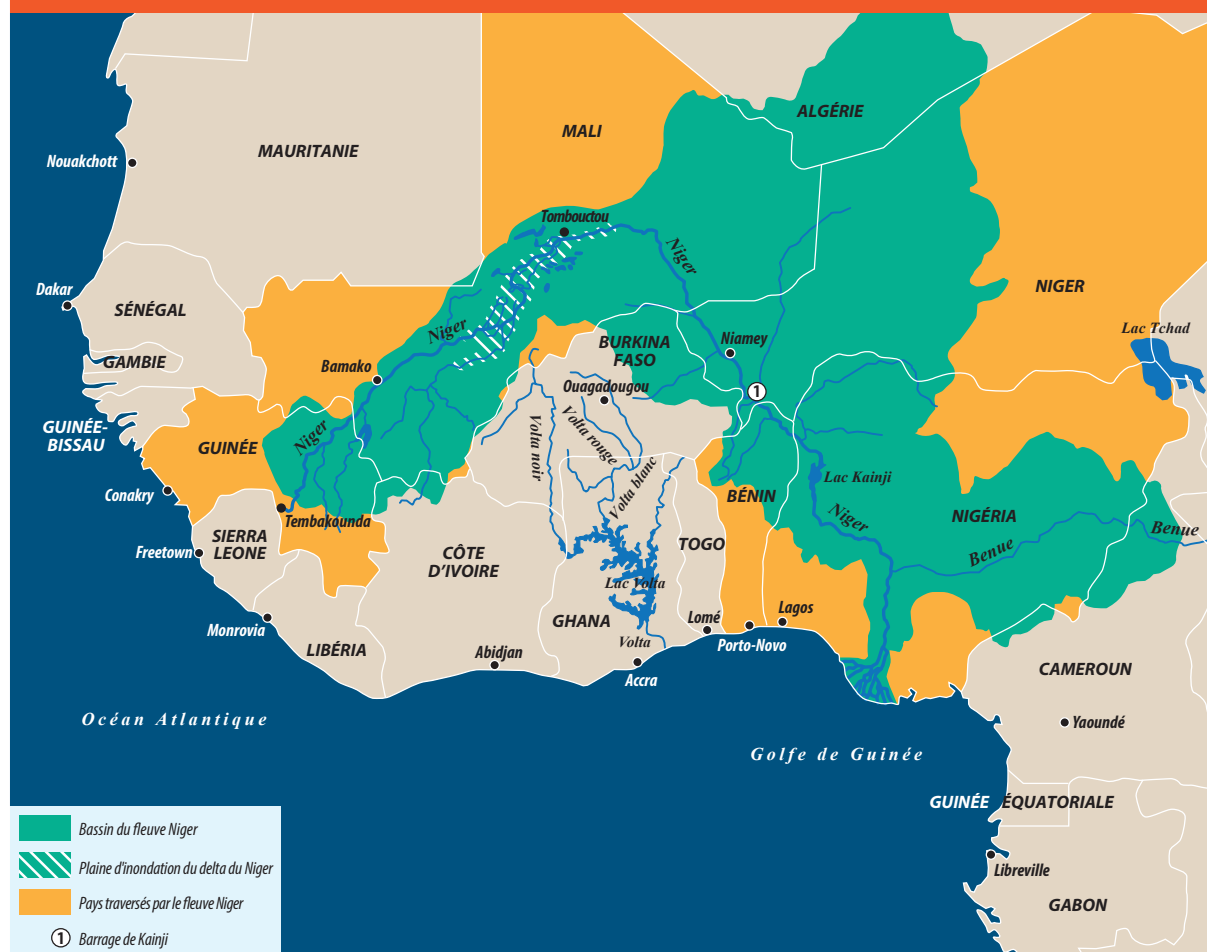
Par contre, dans les zones urbaines – notamment en Afrique subsaharienne –, l'expansion rapide des villes a eu pour effet d'épuiser les sources d'eau existantes, du fait des prélèvements accrus. Par ailleurs, le développement de systèmes de traitement des eaux usées n'a pas progressé au rythme souhaité, ce qui a entraîné la pollution des plans d'eau naturels et des cultures irriguées à l'aide de ces derniers, l'irrégularité des approvisionnements et la mise en danger de la vie aquatique.

## Acquisitions de terres et accaparement des ressources en eau

Des facteurs externes viennent aggraver le problème de l'eau en Afrique. Notamment, les activités d'acquisition des terres et de l'eau (les deux faces de la même médaille) menées par des acteurs étrangers à des fins d'exploitation de l'agriculture ou de spéculation sur les denrées alimentaires. Le présent rapport prend en compte surtout, mais pas exclusivement, les formes d'acquisition de terres dites « internationales » au titre de la déclaration de Tirana, soit « l'accaparement de terres à grande échelle (...) que nous définissons comme des acquisitions et des concessions, présentent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : (i) qui sont contraires aux droits de l'homme et en particulier aux droits des femmes à un traitement équitable ; (ii) qui ne reposent pas sur le consentement préalable, libre et éclairé des usages affectés ; (iii) qui ne reposent pas sur une évaluation minutieuse, ou ne tiennent pas compte, des impacts sociaux, économiques et environnementaux (y compris sous les aspects du genre) ; (iv) qui ne font pas l'objet de procédures transparentes définissant des engagements clairs et contraignants en ce



## LE FLEUVE NIGER

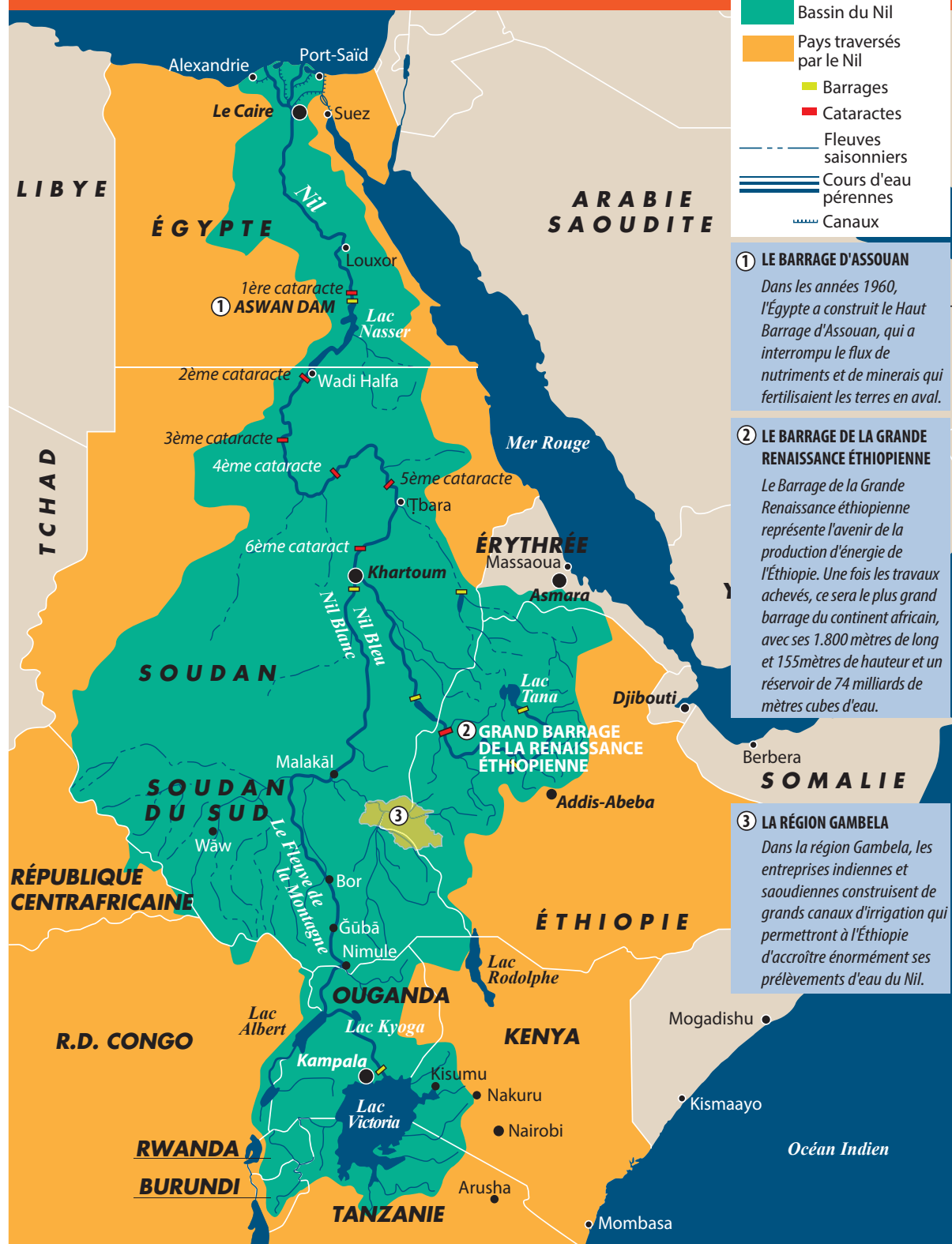


qui concerne les activités, l'emploi et le partage des bénéfices ; et (v) qui ne reposent pas sur une planification démocratique efficace, une supervision indépendante et une participation significative ». (Coalition Internationale pour l'accès à la Terre 2011).

Depuis quelques années, les sociétés étrangères du Golfe, de l'Inde, de la Chine et d'autres pays achètent des millions d'hectares de terres en Afrique. Un pays comme l'Arabie Saoudite ne manque pas de terres pour la production alimentaire. C'est l'eau qui lui manque. Il en va de même pour le sous-continent indien – épuisé par des décennies d'irrigation insoutenable – ou pour la Chine, où la pénurie d'eau, l'érosion des sols et la pollution compromettent la production alimentaire et la disponibilité en eau.

*Lorsqu'on analyse le phénomène de l'acquisition des terres en Afrique – ou en Amérique Latine – il ne faut donc pas oublier que ce n'est pas tellement (ou uniquement) la valeur de la terre en soi qui compte, mais plutôt celle de l'eau qu'elle héberge. Toutes les transactions foncières en Afrique impliquent des opérations d'agriculture industrielle à grande échelle et à forte consommation d'eau. Presque toutes se concentrent autour des principaux bassins hydrographiques avec accès à l'irrigation, dans des zones humides fertiles et fragiles, ou dans des zones plus arides avec la possibilité de prélever l'eau de grands fleuves. Dans certains cas, les exploitations agricoles accèdent directement aux eaux souterraines à l'aide de systèmes de pompage.*

## LE NIL



### 1 LE BARRAGE D'ASSOUAN

Dans les années 1960, l'Égypte a construit le Haut Barrage d'Assouan, qui a interrompu le flux de nutriments et de minéraux qui fertilisaient les terres en aval.

### 2 LE BARRAGE DE LA GRANDE RENAISSANCE ÉTHIOPIENNE

Le Barrage de la Grande Renaissance éthiopienne représente l'avenir de la production d'énergie de l'Éthiopie. Une fois les travaux achevés, ce sera le plus grand barrage du continent africain, avec ses 1.800 mètres de long et 155 mètres de hauteur et un réservoir de 74 milliards de mètres cubes d'eau.

### 3 LA RÉGION GAMBELA

Dans la région Gambela, les entreprises indiennes et saoudiennes construisent de grands canaux d'irrigation qui permettront à l'Éthiopie d'accroître énormément ses prélèvements d'eau du Nil.

Les fleuves Niger et Nil sont deux exemples de cette dynamique perverse.

Le premier est le fleuve principal de l'Afrique de l'Ouest et le troisième plus long fleuve du continent. Des millions de personnes dépendent de son bassin pour l'agriculture, la pêche, les échanges et l'approvisionnement primaire en eau pour la fourniture publique d'hydroélectricité. Le Mali, le Niger et le Nigéria sont les pays qui dépendent le plus de ce fleuve mais beaucoup d'autres pays utilisent ses eaux. Le Niger a subi l'impact des barrages, des systèmes d'irrigation et de la pollution. Les experts estiment que son débit s'est réduit d'un tiers au cours des trois dernières décennies. D'autres signalent qu'il pourrait diminuer encore d'un tiers du fait du changement climatique, notamment à cause de la variabilité accrue des apports, qui rendrait plus incertaine et instable la disponibilité interannuelle d'eau, avec des retombées sur les projets d'irrigation à grande échelle en termes de surface irrigable effective.

Au Mali, le fleuve s'élargit en un vaste delta intérieur, qui représente la principale zone agricole du pays et l'une des principales zones humides de la région. Là, l'Agence du bassin du fleuve Niger gère l'irrigation de dizaines de milliers d'hectares de terres, pour la plupart affectées à la production de riz, en prélevant d'importantes quantités d'eau du fleuve surtout pendant la saison sèche. Dans les années 1990, la FAO avait estimé que l'eau du Niger assurait au Mali un potentiel d'irrigation d'un peu plus de 500.000 hectares. Aujourd'hui, du fait d'une pénurie d'eau croissante, des experts indépendants calculent une capacité d'à peine 250.000 hectares. Pourtant, le gouvernement malien a renoncé à plus de 500.000 mille hectares de terres en faveur d'entreprises venues d'Afrique du Nord, de la Chine, du Royaume-Uni et de l'Arabie Saoudite (entre autres). Des études indépendantes estiment que plus de 70% des plaines inondables du delta intérieur du Niger risquent de disparaître, avec un impact tragique sur la production alimentaire nationale. (GRAIN 2007).

Le plus long fleuve de l'Afrique, le Nil, assure la survie de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Soudan du Sud, du Soudan et de l'Ouganda et est une source de fortes tensions géopolitiques depuis qu'un accord colonial négocié par la Grande

Bretagne en 1959 a alloué les trois quarts du flux annuel moyen à l'Égypte et un quart à peine au Soudan. Des systèmes d'irrigation à grande échelle ont été réalisés dans les deux pays pour cultiver le coton destiné à l'exportation. Dans les années 1960, l'Égypte a construit l'énorme barrage d'Assouan, qui a bloqué le flux de nutriments et de minerais qui fertilisait le sol en aval. Au Soudan, les États du Golfe ont financé l'expansion des systèmes d'irrigation dans les années 1960-70, dans l'espoir de faire de ce pays le grenier du monde arabe. Cette initiative a échoué et aujourd'hui, l'infrastructure d'irrigation du Soudan est à moitié abandonnée ou sous-utilisée. Au cours des dernières années, le conflit autour de l'eau du Nil a suscité beaucoup d'attention, après la décision de l'Éthiopie de construire un grand barrage (le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne) pour la production d'électricité dont une partie sera destinée à l'exportation vers les pays voisins. Le barrage en construction a soulevé quelques préoccupations quant à ses effets sur la part d'eau destinée aux pays en aval (l'Égypte et le Soudan).

La majeure partie de la production alimentaire du Soudan et de l'Égypte est tributaire de l'agriculture irriguée, mais les deux pays sont confrontés à de sérieux problèmes de dégradation des sols, salinisation, engorgement hydrique et pollution provoqués par les systèmes d'irrigation. Par conséquent, le Nil ne déverse presque plus d'eau en Méditerranée, ce qui compromet la production agricole dans son delta historiquement très fertile.

Ces dernières années, ce fragile bassin a été la cible d'une nouvelle vague de projets agricoles à grande échelle. L'Éthiopie, le Soudan du Sud et le Soudan ont loué à des tiers des millions d'hectares à irriguer. L'Éthiopie est la source d'environ 80% des eaux du Nil. Dans la région de Gambela (à la frontière du Soudan du Sud) les entreprises indiennes et saoudites sont en train de réaliser de grands canaux d'irrigation, qui feront augmenter de manière impressionnante les prélèvements d'eau du Nil effectués par l'Éthiopie. Le Soudan du Sud et le Soudan ont loué une zone dont les dimensions dépassent celles des Pays-Bas à des entreprises étrangères. Au Nord, l'Égypte également donne des terres en location et réalise de nouveaux projets d'irrigation. Il est difficile d'imaginer comment le Nil pourrait faire face à une telle situation.

Comme nous l'avons déjà dit, l'Europe n'est pas étrangère à la ruée vers les terres. Au contraire, elle y participe pleinement. Si les principaux investisseurs internationaux sont actuellement les États du Golfe et la Chine, la demande des pays de l'UE a augmenté. Plus précisément, six pays européens sont parmi les principaux acteurs en termes de stock d'Investissements directs à l'étranger dans l'agriculture : Italie, Norvège, Allemagne, Danemark, Royaume-Uni, France (FIAN 2011, pour plus d'informations, consulter également Antonelli et al. 2015).

L'implication de l'Europe dans la ruée vers les terres agricoles est due avant tout aux politiques mises en place par l'UE et ses États membres, qui stimulent directement et indirectement des secteurs économiques à forte demande de terres, le principal étant celui des agrocarburants. Un exemple assez récent est celui de la société italienne ENI, qui a lancé en 2009 un projet pluri-milliardaire d'acquisition de terres dans la République du Congo pour développer, entre autres, la production d'huile de palme pour le biodiesel (Oil Watch Africa 2009).

La Directive 2009/28CE de l'UE (Avril 2009) a fixé un objectif obligatoire pour les États membres : la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables doit s'élever à 10% minimum (y compris les agrocarburants) d'ici 2020. Au titre de cette Directive, chaque État est tenu d'adopter un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables fixant des objectifs nationaux pour la proportion d'énergie produite à partir de sources renouvelables consommée dans les transports et consacrée à la production d'électricité, de chauffage et de refroidissement. Les coûts de production n'étant en rien

comparables à ceux des combustibles fossiles, le marché des agrocarburants de l'UE est fortement tributaire des mécanismes d'incitation. Plusieurs médias et ONG ont souligné le lien entre les directives de l'UE, les politiques des États et les achats croissants de terres par les entreprises européennes pour la production d'agrocarburants. (GRAIN 2007).

Dans ce cadre, la coopération européenne au développement appuie activement l'adoption de politiques en matière d'agrocarburants dans les pays africains, comme le Mozambique et d'autres (Ecoenergy 2008), et les banques européennes participent aux efforts de promotion de la production d'agrocarburants en Afrique, en assurant un appui financier aux initiatives privées (et dans certains cas publiques-privées)<sup>2</sup>.

Il convient également de prendre en compte un autre facteur : la crise financière a eu pour effet de pousser le secteur financier vers la terre, en tant que source de rendements surs. Depuis 2008, une armée de sociétés d'investissement, de fonds privés et de fonds spéculatifs – européens pour la plupart – achètent des terres agricoles dans le monde entier et notamment en Afrique (GRAIN 2008), dans des pays tels que le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie, l'Angola, le Swaziland et la République Démocratique du Congo.

#### NOTES

<sup>1</sup> Voir PNUD (2015).

<sup>2</sup> « Aktion : Kein Zuckerrohr für deutsche Autos ! », Rettet den Regenwald, 15/4/2015.





# LES ROUTES MIGRATOIRES TRANS- MÉDITERRANÉENNES

*par Luca Raineri*

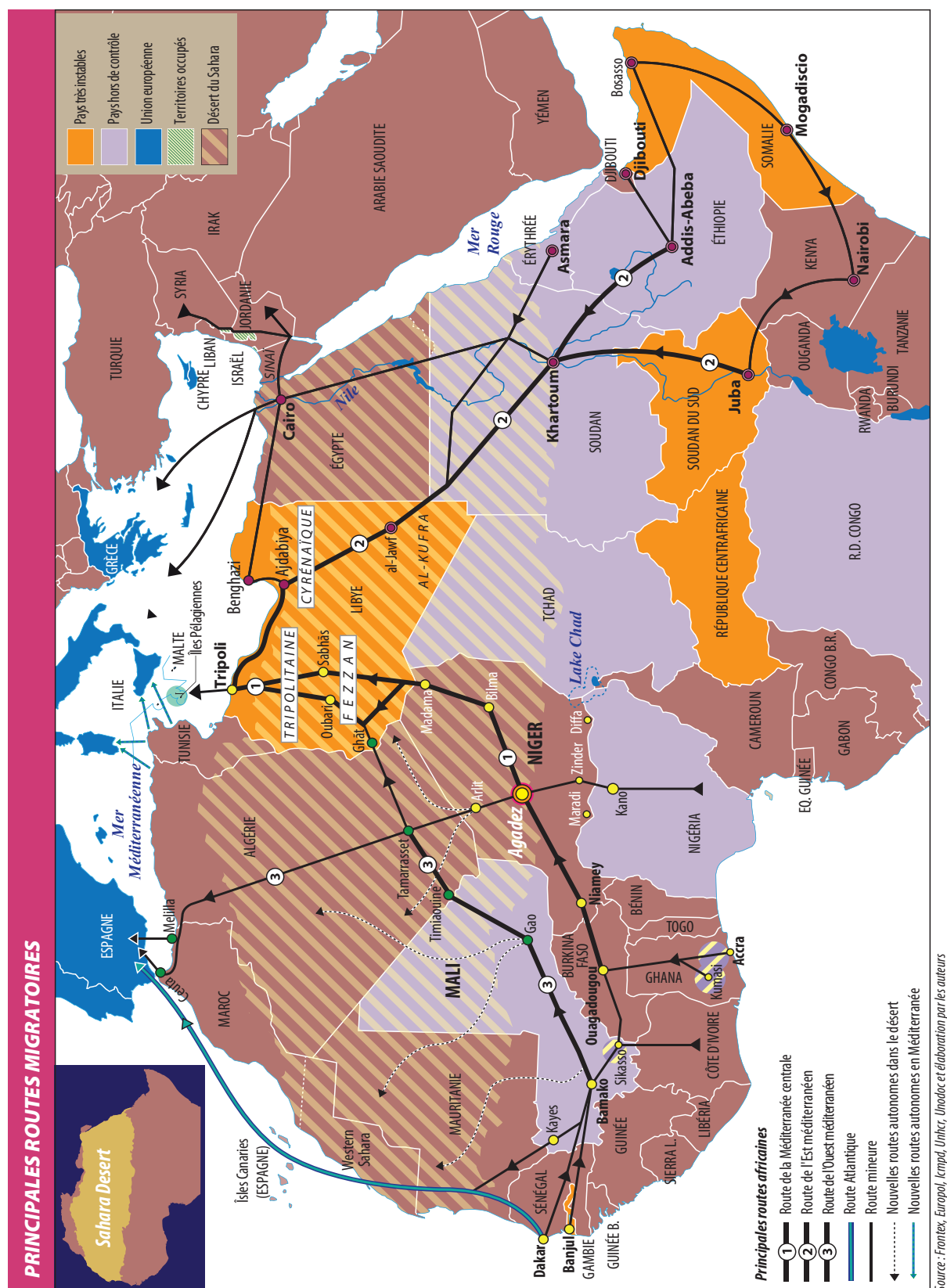
*Les principales routes migratoires qui traversent la Méditerranée à destination de l'Europe sont les suivantes : la route Atlantique, la route de la Méditerranée centrale, la route de l'Est méditerranéen et la route des Balkans. L'infrastructure migratoire repose souvent, comme à Agadez, sur les routes empruntées par le passé pour le commerce clandestin de denrées alimentaires et de main-d'œuvre, et alimente une économie criminelle florissante. Les flux migratoires réagissent généralement assez rapidement, en s'y adaptant, aux changements politiques et économiques qui interviennent dans les pays d'origine, de transit et de destination, aussi est-il nécessaire de leur réserver une attention constante.*

Les principales routes migratoires qui traversent la Méditerranée à destination de l'Europe sont les suivantes : la route Atlantique, la route de la Méditerranée centrale, la route de l'Est méditerranéen et la route des Balkans. L'infrastructure migratoire repose souvent, comme à Agadez, sur les routes empruntées par le passé pour le commerce clandestin de denrées alimentaires et de main-d'œuvre, et alimente une économie criminelle florissante. Les flux migratoires ré-

agissent généralement assez rapidement, en s'y adaptant, aux changements politiques et économiques qui interviennent dans les pays d'origine, de transit et de destination, aussi est-il nécessaire de leur réserver une attention constante.

Au fil du temps, plusieurs routes migratoires se sont développées à travers la Méditerranée et vers l'Europe. Leur popularité et l'ampleur des flux en transit ont





évolué au fur et à mesure des changements sur le plan social et politique. Leur étendue et leurs dimensions ont cependant connu une forte augmentation au cours des deux dernières décennies, et plus particulièrement depuis 2011, suite à l'effondrement des régimes autoritaires dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) durant le Printemps Arabe. Les crises humanitaires prolongées, y compris dans le Sahel, la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont venues s'ajouter à la crise mondiale des économies basées sur l'exportation de matières premières, poussant un nombre croissant d'individus à partir pour l'étranger en quête d'une vie meilleure.

Cette section esquisse l'évolution des dynamiques des *principales routes migratoires qui traversent la Méditerranée à destination de l'Europe* ; la section suivante présente des études de cas sur les liens entre production agricole et réseaux migratoires.

### La Route Atlantique

Au début des années 2000, le rôle de premier plan joué par l'Espagne – l'un des principaux points d'entrée en Europe pour les migrants (provenant notamment d'Afrique de l'Ouest) – a contribué à consolider les routes appelées « route de la Méditerranée occidentale » et « route de l'Atlantique ». Les migrants gagnaient l'Espagne en passant par les enclaves de Ceuta et de Melilla, ou plus souvent à bord de bateaux en provenance du Maroc. Suite à l'entrée en vigueur, en 2003, de dispositions plus sévères contre les migrations irrégulières issues du Maroc ou le traversant, une nouvelle route s'est progressivement développée, permettant d'atteindre l'Espagne à partir du Sénégal et de la Mauritanie, en passant par les Îles Canaries. La route Atlantique a atteint son pic de popularité en 2006, lorsqu'environ 32.000 migrants ont débarqué aux Canaries. Cette situation était également liée à la crise de l'industrie locale de la pêche, l'un des secteurs à plus forte demande de main-d'œuvre du Sénégal. Des accords d'exploitation peu transparents conclus dans ce secteur entre le Sénégal et des pays étrangers ont contribué à épuiser le stock naturel en ruinant les pêcheurs locaux. Ces derniers n'avaient donc plus beaucoup de choix, s'ils ne voulaient pas

devenir des migrants ou des trafiquants. Depuis 2007 toutefois, l'entrée en vigueur d'accords bilatéraux entre l'Espagne, d'une part, et le Sénégal et la Mauritanie, d'autre part, a permis d'endiguer ces flux. En 2016, 10.631 tentatives de franchissement irrégulier de la frontière ont été détectées entre l'Espagne et le Maroc, alors qu'on ne compte que 671 entrées via la route Atlantique. En 2017, la popularité de cette route a toutefois connu un nouvel essor.<sup>1</sup>

### La Route de la Méditerranée centrale

La Route de la Méditerranée centrale relie le Sud de l'Italie à l'Afrique du Nord, et notamment à la Libye. Cependant, cet axe s'étend jusqu'au fin fond de l'Afrique subsaharienne. L'afflux de migrants africains vers l'Italie a toujours été très modeste mais il a commencé à prendre de l'ampleur au début des années 2000, à mesure que des restrictions croissantes étaient appliquées à la Route de l'Ouest méditerranéen traversant le Maroc, et il a connu une véritable explosion en 2008, lorsque 31.000 migrants ont débarqué en Italie, un nombre sans précédents, dont 23.000 en provenance de l'Afrique, notamment 6000 Nigériens, 5000 Somaliens et 3000 Érythréens. L'année suivante, l'entrée en vigueur du « Traité d'Amitié et de Coopération » entre l'Italie et la Libye a contribué à réduire ce flux de plus de la moitié, mais la chute du régime de Kadhafi en 2011 et l'échec du processus de construction de l'État en 2014 ont déclenché une nouvelle montée des flux, encore une fois d'une ampleur inédite. L'arrivée de migrants par la voie maritime en Italie a connu une progression fulgurante dans les années suivantes, passant d'environ 43.000 personnes en 2013 à 170.000 en 2014, 153.000 en 2015, et 181.000 en 2016.<sup>2</sup>

Le nombre et la diversité des migrants qui empruntent cette route complique toute tentative de tracer le profil moyen de ceux qui partent des côtes libyennes. Les hommes jeunes sont les plus nombreux – et ce ne sont généralement pas les plus pauvres et les plus affamés qui partent, mais plutôt des membres insatisfaits de la classe moyenne inférieure (De Haas 2010). Les facteurs d'incitation sont eux aussi très variés : dans des pays comme l'Érythrée et la Gambie, la présence de régimes autoritaires et d'abus systématiques des droits

de l'homme jouent sûrement un rôle majeur. En Somalie, les migrations sont liées à la faillite de l'État et à l'insécurité généralisée. Au Nigéria, les flux migratoires vers l'Europe ne proviennent pas des zones du Nord-Est sous la pression de Boko Haram, mais de l'État relativement plus riche et plus sûr d'Edo, ce qui s'expliquerait par l'impact de la crise économique récente. Par ailleurs, le nombre de migrants qui quittent d'autres pays de la région confrontés à des défis analogues est plus modeste, ce qui indique l'importance des facteurs culturels et des phénomènes de dépendance du parcours.

L'essor des migrations vers la Libye et l'Italie a stimulé le développement d'une véritable « industrie de la migration ». En effet, malgré l'image excessivement simplifiée souvent relayée par les discours médiatiques et politiques, le trafic d'êtres humains est une activité entrepreneuriale complexe et intégrée dans l'économie politique locale, pas nécessairement violente, qui bénéficie d'une impunité relative du fait de l'existence d'une machine corruptive bien huilée. Depuis l'Afrique de l'Ouest, les migrants gagnent Agadez à bord de moyens de transport publics. Dans beaucoup de cas, les sociétés de transport appartiennent à des hommes d'affaires soutenant les dirigeants politiques locaux, qui ferment volontiers les yeux devant cette mobilité irrégulière en échange d'une part des profits. Depuis l'Afrique de l'Est, en revanche, des cartels mieux structurés organisent le trafic de migrants à partir de leur pays d'origine jusqu'aux côtes de la Méditerranée, généralement via le Sud-Est de la Libye et notamment la ville de Kufra. Au Sahel, les trafiquants collaborent souvent avec les forces de sécurité, qui gèrent un réseau de protection organisé et touchent des « commissions » informelles en échange d'une traversée en toute sécurité. L'afflux de migrants a transformé les villes de transit, comme Agadez, en villes de destination pour un certain nombre d'entre eux, attirés par les opportunités d'emploi (informel) liées à l'industrie florissante des migrations. Dans l'optique locale, cette dernière représente donc une source de développement et de stabilité plutôt qu'une menace criminelle déstabilisatrice. *Depuis Agadez, les migrants gagnent la Libye à l'aide de l'infrastructure développée au XXe siècle pour le trafic clandestin de den-*

### *rées alimentaires en provenance du Nord et de main-d'œuvre en provenance du Sud.*

La situation est différente en Libye, où l'application de la loi est confiée à une série de milices, dont plusieurs ont des intérêts directs dans l'industrie de la migration, tout en bénéficiant d'une totale impunité. Les réseaux ethniques des Tebu, marginalisés sous Kadhafi, ont réussi à s'emparer du contrôle des principales routes du Sud de la Libye et collaborent, en dépit des clivages politiques, avec les réseaux de trafiquants et les milices qui se croisent dans les ports de départ du Nord-Ouest de ce pays. Les profits issus du trafic contribuent à alimenter les forces centrifuges qui entravent le processus de construction de l'État. Ce contexte est un véritable bouillon de culture pour l'émergence de pratiques généralisées d'abus, y compris l'exploitation sexuelle et de la main-d'œuvre, les enlèvements contre rançon et la vente d'organes. Cependant, malgré les rapports alarmistes relayés par les médias, il n'y a aucune preuve concrète d'une implication de groupes d'insurgés djihadistes, tels qu'Al-Qaïda ou l'État Islamique, dans l'organisation du trafic d'êtres humains vers la Libye ou à travers ce pays.

Le long des routes migratoires, comme les transferts d'argent des membres des diasporas contribuent, entre autres, à accroître de manière considérable les moyens d'existence et le développement local, les gouvernements locaux évitent d'imposer des mesures répressives trop strictes contre le trafic d'êtres humains. Au Nigéria par exemple, on estime que les envois de fonds de la diaspora dépassent 20 milliards de dollars par an et au Sénégal, ils représentent la première source de devises étrangères du pays (Devillard et al. 2015).

### **La Route de l'Est méditerranéen et la Route des Balkans**

Des réseaux de tous genres spécialisés dans le trafic de marchandises légales ou illégales franchissent depuis des décennies la courte frontière maritime séparant les îles grecques de la Turquie continentale. Suite à la détérioration de la situation sécuritaire en Syrie, l'explosion de la demande de transits a représenté une opportunité unique de développement du trafic clandestin.

Le flux de Syriens n'a toutefois pas stimulé l'ouverture d'une nouvelle route, mais renfloué le flux migratoire continu qui, depuis une décennie provient de l'Irak, de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan, pour un chiffre global approximatif de 40.000 à 50.000 passages par an entre 2008 et 2014.<sup>3</sup>

Ce chiffre a connu une montée en flèche en 2015, lorsque les restrictions croissantes imposées le long des autres couloirs migratoires, notamment via l'Égypte et la Libye, ont forcé les migrants syriens et les demandeurs d'asile à rechercher des routes alternatives. Compte tenu des modestes restrictions adoptées par la Turquie et de la traversée relativement facile de la Mer Égée, la plupart d'entre eux ont opté pour la route de l'Est méditerranéen. Des centaines de milliers de migrants syriens ont ainsi gagné les ports orientaux de la Turquie, Bodrum, Izmir, Cesme, Dikili, et Ayvalik, qu'ils pouvaient rejoindre à un prix relativement bas et avec moins de risques par rapport aux îles périphériques de la Grèce comme Kos, Samos, Chios et Lesbos. Un nombre sans précédent de plus de 857.000 migrants sans papiers ont été relevés le long de cette route en 2015, dont 56% de Syriens, 24% d'Afghans et 10% d'Irakiens. En Grèce, ceux qui fuyaient des pays déchirés par des conflits ont obtenu sans aucune difficulté des permis de transit, qui leur ont permis de poursuivre le voyage vers la destination de leur choix en soumettant une demande de protection internationale dans les pays d'Europe centrale et du Nord. Les migrants pouvaient donc se déplacer de manière relativement simple via les transports publics vers la Grèce continentale, et de là se diriger vers le centre de l'Europe. La plupart d'entre eux, soit plus de 550.000 migrants, ont donc poursuivi leur voyage par voie terrestre à travers les Balkans, en passant également par la Bulgarie, la Macédoine (Ancienne République Yougoslave de Macédoine) et la Serbie, pour se diviser en deux groupes, l'un accédant à l'UE par la Hongrie et l'autre par la Croatie. Par crainte des réactions de l'opinion publique locale, les gouvernements des pays d'Europe du Sud ont fait de leur mieux pour endiguer ce flux, en s'assurant que les migrants gagnent la destination de leur choix, comme l'Allemagne ou la Suède, le plus rapidement possible.

Depuis 2016 toutefois, les défis politiques, sociaux et économiques alimentés par la gestion de ce flux ont suscité la réaction des autorités européennes. Des mesures restrictives ont été adoptées à l'échelle nationale, européenne et internationale pour limiter le flux de migrants qui empruntent cette route, entre autre à travers l'accord UE-Turquie de mars 2016 et l'instauration par la Hongrie de quotas d'entrée contingentés en juillet 2016. Si le statut juridique de ces dispositions demeure controversé, elles ont toutefois réussi à réduire considérablement le nombre de migrants passant par la route de l'Est méditerranéen et par celle des Balkans. Par rapport à 2015, les flux ont fléchi d'environ 80% en Grèce, où environ 177.000 migrants sans papiers sont arrivés en 2016, 87% d'entre eux en provenance de trois pays : Syrie (environ 80.000), Afghanistan (environ 40.000) et Irak (environ 25.000). Ces chiffres sont encore plus impressionnants pour les étapes suivantes du voyage : l'afflux de migrants aurait baissé de plus de 95% en Hongrie et en Croatie, décrétant la pratiquement la fermeture de la route des Balkans.

### **Conclusions : tendances et attentes**

Les flux migratoires ont tendance à réagir assez rapidement, en s'y adaptant, aux changements politiques et économiques qui interviennent dans les pays d'origine, de transit et de destination. Le grand nombre de variables en jeu complique donc toute tentative de formuler des prévisions fiables et nous oblige à nous baser sur les tendances actuelles et les scénarios probables.

À long terme, seule la présence d'un gouvernement fort et déterminé à Tripoli pourrait réussir à endiguer les migrations en Libye. Cependant la stabilité n'est pas pour demain. Dans un avenir prévisible, la poursuite de conflits à basse intensité, avec des explosions soudaines de violences à grande échelle est bien plus probable. Ce qui peut changer, ce sont les pays d'origine et de transit à partir desquels les migrants arrivent en Libye.

En 2017, les limitations croissantes dérivant de l'action de l'UE à Agadez ont obligé les trafiquants à contourner la ville saharienne, en empruntant des parcours plus courts et plus dangereux à travers le dé-



sert, via Arlit au Niger et Gao au Mali, par exemple. Pendant ce temps, les réseaux de trafiquants se renforcent grâce à l'entrée en scène d'autres pays, en Afrique et ailleurs qui, par le passé, étaient exclus des principales routes migratoires. Un nombre croissant de Guinéens et de Bengalais, par exemple, y participent activement.

Depuis l'été 2017, un changement significatif est survenu au niveau de la route de la Méditerranée centrale, avec une chute soudaine des volumes migratoires. Si ce phénomène est généralement imputé à la cooptation des milices libyennes dans les efforts de lutte contre le trafic d'êtres humains déployés par les gouvernements de l'Italie et d'autres pays de l'UE, cette solution s'est avérée provisoire et non durable, car des affrontements armés ont bientôt éclaté dans les principaux nœuds de transit. Si le nombre total d'arrivées dans le Sud de l'Italie a baissé, celui des décès en mer est resté

inchangé et de nouvelles routes transméditerranéennes se développent, passant notamment par la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte. L'approche actuelle en matière de gestion des flux migratoires correspond à une véritable bombe à retardement. Les chiffres dépassent largement la capacité d'absorption des pays voisins et de transit. Si la légitimité du cadre juridique actuel de sous-traitance des contrôles migratoires demeure discutable, l'urgence humanitaire et le contentieux politique découlant de cette situation pourraient s'avérer non viables à long terme, en exaspérant davantage les tensions et les clivages sécuritaires existant.

#### NOTES

<sup>1</sup> <http://frontex.europa.eu/trends-and-routes/western-african-route>

<sup>2</sup> <http://frontex.europa.eu/trends-and-routes/central-mediterranean-route/>

<sup>3</sup> <http://frontex.europa.eu/trends-and-routes/eastern-mediterranean-route/>



# RÉSEAUX MIGRATOIRES, PRODUCTION AGRICOLE ET RÉSEAUX ALIMENTAIRES

avec les contributions de

Luca Di Bartolomei, Fabrizio Maronta et Luca Raineri

*Tout au long de l'histoire, la Méditerranée est apparue comme un espace de connectivité entre les civilisations, caractérisé à la fois par des échanges de personnes, d'idées et de marchandises et par l'établissement d'une série de routes alimentaires. L'Empire romain est un exemple de cette infrastructure alimentaire méditerranéenne. Dans le cadre de la mondialisation actuelle des marchés alimentaires, un problème majeur affecte les deux rives de la Méditerranée : l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché. Un exemple actuel d'emploi illégal et d'exploitation des travailleurs agricoles (« caporalato ») est présenté comme une étude de cas de ce phénomène.*

Tout au long de l'histoire, la Méditerranée est apparue comme un espace de connectivité entre les civilisations, caractérisé à la fois par des échanges de personnes, d'idées et de marchandises et par l'établissement d'une série de routes alimentaires. L'Empire romain est un exemple de cette infrastructure alimentaire méditerranéenne. Dans le cadre de la mondialisation actuelle des marchés alimentaires, un problème majeur affecte les deux rives de la Méditerranée : l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché. Un exemple actuel d'emploi illégal et d'exploita-

tion des travailleurs agricoles (« caporalato ») est présenté comme une étude de cas de ce phénomène

## Réseaux alimentaires et réseaux migratoires

Dans cette section, la Méditerranée est décrite comme un espace de connectivité en termes d'alimentation et de migration, en fonction de perspectives basées sur trois exemples hétérogènes : l'infrastructure et le ré-



seau alimentaire du l'Empire romain, une étude de cas sur l'exploitation des travailleurs agricoles, une analyse de l'importance pérenne des envois de fonds sur le plan économique.

*Tout au long de l'histoire, les spécificités de l'agriculture pratiquée dans le bassin méditerranéen élargi se présentent comme inextricablement liées aux principaux modèles de mobilité humaine.* Les micro-niches agrobiologiques de l'espace connectif qui s'étend du Sahel aux Alpes (à travers le Sahara et la Méditerranée) ont en effet représenté une incitation structurelle à l'établissement d'un **système commercial transrégional**. En même temps, les productions à forte intensité de main-d'œuvre ont déterminé une demande de travailleurs transfrontaliers et favorisé une hybridation des traditions sociales, culturelles et alimentaires.

L'Empire romain a fait de la mer Méditerranée un espace de plaques tournantes commerciales interconnectées où les personnes, les idées et les marchandises – notamment agricoles – circulaient plus ou moins sans entraves. La conquête de la Méditerranée méridionale et de parties du Sahara par les Arabes s'est accompagnée de la création d'oasis artificielles, conçues comme sites productifs, lieux d'échanges et centres de diffusion culturelle et religieuse. Les Africains subsahariens arrivaient en nombre croissant, de manière plus ou moins volontaire, pour travailler dans ces régions et y cultiver des denrées alimentaires. Le réseau ainsi créé s'étendait des rives de la Méditerranée au Sahel, faisant du Sahara « **le second visage de la Méditerranée** » selon les termes de l'historien Fernand Braudel (au sujet du réseau saharien, voir aussi Brachet et coll., 2011).

## ENCADRÉ – L'Empire romain et les routes alimentaires

par Luca Di Bartolomei

Avec la fin de la République et le début de l'Empire, en 27 av. J.-C., la situation alimentaire des Romains changea radicalement. Alors qu'auparavant, dans la péninsule italienne, l'agriculture et l'élevage des moutons, du moins à l'âge impérial de l'Empire romain (27 av. J.-C. – 395 apr. J.-C.), étaient pratiqués par les petits propriétaires fonciers, la bataille d'Actium (31 av. J.-C.) a marqué le début des contacts commerciaux avec l'Égypte et, par voie de conséquence, avec l'Orient et l'Asie.

A son apogée, donc, « l'Empire romain gouvernait un quart de l'humanité à travers des réseaux complexes de pouvoir politique, de domination militaire et d'échanges économiques. Ces connexions étendues s'appuyaient sur des technologies de transport et de communication prémodernes basées sur l'énergie produite par les organismes humains et animaux, les vents et les courants. » (Scheidel et coll., 2012). D'Auguste à Constantin (27 av. J.-C.), Rome atteignit une population d'un million d'habitants, contrôlant 50/60 millions de personnes. « Nourrir Rome » (Parisi Presicce, Rossini, 2015) devint une nécessité pour l'empereur : les citoyens mâles, adultes et résidents recevaient gra-

tuitement de l'État, tous les mois, cinq modii (environ 35 kilos) de blé.

Cette distribution gratuite exigeait l'importation de 9 à 12 millions de mètres cubes de blé par an (jusqu'à 84.000 tonnes). Si on considère l'approvisionnement alimentaire de l'ensemble de la ville de Rome, la quantité de blé importé (voir Parisi Presicce, Rossini 2015 ; à propos du blé à Rome, voir aussi Garnsey, 1983) arriva jusqu'à environ 50/60 millions de modii (350.000 à 420.000 tonnes). A la fin de l'ère républicaine, le blé consommé à Rome venait d'Afrique, de Sicile et de Sardaigne. Au cours du Haut-Empire romain (de la fin de la guerre civile en 31 av. J.-C. à la montée au pouvoir de Dioclétien en 284 apr. J.-C.), un tiers du blé était importé d'Égypte et les deux tiers restants d'autres régions d'Afrique (correspondant à la Tunisie, l'Algérie et la Libye actuelles).

Le contrôle du trafic du blé avait également une portée géopolitique dans les conflits impériaux. Comme l'évoque Abulafia, « En 68-69 apr. J.-C., après le suicide de Néron, l'empereur Othon recruta des milliers de marins pour s'opposer à la menace de son rival Vitellius,

qui cherchait à le supplanter. Othon pouvait compter sur le soutien des deux flottes italiennes, basées à Ravenne et à Misène, près de Puteoli (Pouzzoles). Vespasien, qui remporta la victoire finale en 69, eut également recours à la puissance navale, mais de manière différente : de sa base en Égypte, il bloqua d'abord le trafic de blé vers Rome ; puis, alors qu'il s'approchait de Rome, il fit preuve de générosité en livrant ces fournitures alimentaires au peuple romain, affaiblissant irrémédiablement Vitellius » (Abulafia, 2011).

En un mot, la Pax Romana a apporté dans le bassin méditerranéen une « mondialisation précoce de la consommation », avec une relocalisation de la production basée sur des monocultures spécialisées : blé, huile et vin. Tout ceci a été possible grâce à une structure administrative efficace. Les amphores fabriquées à l'endroit où les biens étaient produits ont permis, par

exemple, de retracer les relations commerciales dans la région méditerranéenne. Ces amphores devaient certifier non seulement la nature, la quantité, la propriété et le transporteur, mais aussi la qualité de la cargaison. Le préfet de l'annone avait besoin d'une structure globale assurant le contrôle de l'ensemble de la filière, avec deux « bureaux » à l'étranger, à Alexandrie d'Égypte et en Numidie, et une multitude de collaborateurs, y compris un procureur de l'annone à Ostie, où convergeaient les impôts en blé. D'après le projet ORBIS de l'université de Stanford, le réseau de transport romain (au moment de sa plus grande extension) comptait 632 lieux de passage et couvrait près de 10 millions de kilomètres carrés sur terre et sur mer. Le réseau routier principal comprenait 84.631 kilomètres de routes ou de pistes désertiques, auxquels s'ajoutaient 28.272 kilomètres de rivières et canaux navigables, ainsi que 301 sites qui servaient de ports maritimes.

## Interdépendance, mondialisation des marchés alimentaires et migration en Méditerranée

En examinant de plus près le réseau de consommation transméditerranéen à une époque plus récente, on obtient un éclairage complémentaire sur le rapport entre routes alimentaires et routes migratoires. À la fin de l'époque coloniale, l'adoption de politiques fiscales contradictoires par les états nouvellement indépendants a alimenté une florissante économie illégale, basée sur la contrebande de produits subventionnés vers les pays sahéliens et de bétail vers le nord. Le produit de ces activités était généralement réinvesti dans les terres arables et le bétail. Les graves sécheresses et les famines qui frappèrent le Sahel dans les années 70 et 80 déclenchèrent des flux migratoires importants des pays sahéliens vers l'Afrique du Nord et la Méditerranée. Les migrations représentaient une stratégie de résilience face à l'insécurité environnementale. Des dizaines de milliers d'habitants du Mali et du Niger s'installèrent ainsi en Algérie et en Libye, étendant les réseaux familiaux au-delà des frontières nationales (OECD/SWAC, 2014).

Les routes et les infrastructures conçues pour le commerce de produits alimentaires finirent par se super-

poser et se mêler à celles des flux migratoires, aussi bien saisonniers que de longue durée. Les migrants trouvaient souvent un emploi dans les jardins potagers de ces mêmes contrebandiers qui avaient favorisé leur voyage, établissant des partenariats de longue durée (à propos des jardins potagers cultivés par les migrants saisonniers, voir Scheele, 2012 et Kohl, 2013). La migration saisonnière transsaharienne actuelle est, en fait, un atout fondamental pour les systèmes alimentaires locaux et devrait être considérée plus comme une possibilité de développement que comme une conséquence du sous-développement : au cours de la saison sèche, des milliers de Sahéliens empruntent les routes migratoires saisonnières pour aller travailler en Afrique du Nord. Tout en contribuant aux activités agricoles locales, ils assurent la résilience de leurs familles et des personnes à leur charge dans leurs pays d'origine. C'est ainsi que, dans l'ensemble de la région méditerranéenne, la production agricole et les flux migratoires sont devenus de plus en plus étroitement liés le long des filières d'approvisionnement des marchés alimentaires.

Le contexte actuel de mondialisation des marchés alimentaires ne fait pas exception. De Chypre à la Sicile, de la Grèce à l'Andalousie, les meilleurs produits agricoles de l'Europe du Sud n'ont besoin que d'un faible de-



gré de mécanisation pour que la qualité de la récolte soit préservée. La culture, et notamment la récolte de fruits et de légumes tels que tomates, agrumes, raisin, olives et similaires, est encore une activité à forte intensité de main-d'œuvre. Cette activité, de nature fortement saisonnière, dépend en outre de variables productives imprévisibles telles que les conditions climatiques et une demande de marché qui change rapidement, ce qui signifie que la planification n'est pas toujours possible.

Ces conditions structurelles ont donné lieu, en Europe du Sud, à une demande de main-d'œuvre flexible, polyvalente, efficace et peu qualifiée, prête à accepter les dures conditions de travail dans les champs. Un besoin qui, dans les dernières années, a été de plus en plus satisfait par les travailleurs migrants.

L'effet conjugué d'une déréglementation croissante des marchés de l'emploi en Europe, de limitations de plus en plus nombreuses des voies légales de migration régulière vers l'Europe et d'une libéralisation incontrôlée des marchés alimentaires dans le monde entier a produit des conséquences inquiétantes. L'exploitation de la main-d'œuvre migrante est un phénomène diffus dans les pays de l'Europe méditerranéenne ; des tendances significatives ont été relevées, par exemple, dans les zones rurales de Chypre ou dans les serres du sud de l'Espagne. L'analyse présentée dans l'encadré ci-après se concentre, en particulier, sur les régions et les districts agricoles de l'Italie du Sud, telles que les plaines de Foggia dans les Pouilles, de Metaponto en Basilicate, de Gioia Tauro en Calabre, de Ragusa en Sicile et de la région pontine, à 70 km au sud de Rome.

## ENCADRÉ – Migrants, agriculture et droits de l'homme. Une étude de cas sur le « caporalato »<sup>1</sup>

par Luca Raineri

En fixant des quotas pour les différents types de travailleurs non communautaires et en subordonnant la délivrance d'un permis de séjour à l'existence d'un contrat de travail écrit, le cadre réglementaire italien s'est avéré inefficace pour équilibrer l'offre et la demande de travail dans le fragile secteur de l'agriculture en Italie du Sud. De ce fait, les employeurs locaux ne se sont pas abstenus de recruter les travailleurs non communautaires qui arrivaient en Italie de manière irrégulière ou avec un visa autre qu'un visa de travail contractuel. D'après un rapport de Médecins sans frontières de 2008, de deux tiers à trois quarts des travailleurs agricoles migrants saisonniers questionnés n'avaient pas de permis de séjour légal et/ou travaillaient illégalement. *En effet, bien que les statistiques officielles indiquent que les migrants représentent environ la moitié de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture en Italie du Sud, des rapports indépendants (Palumbo, Sciurba, 2015) signalent que ce chiffre atteindrait à 80% en incluant les migrants non déclarés et irréguliers.*

Du fait de l'absence d'une protection juridique adéquate, ces catégories de travailleurs migrants sont entièrement soumises à des modes de négociation informels et exposées, par conséquent, à différentes formes d'exploitation. En effet, une quantité alarmante d'abus a été constatée au cours des dix dernières années par des journalistes, des ONG, des activistes des droits de l'homme et par les travailleurs migrants eux-mêmes. Parmi eux, Amnesty International (2012) reconnaît que le pouvoir de négociation des travailleurs migrants, quel que soit leur statut migratoire, est virtuellement inexistant ; c'est ce qui explique les violations systématiques des droits de l'homme perpétrées dans de nombreux sites de production agricole en Italie du Sud.

Dans de nombreux cas, les travailleurs migrants saisonniers sont embauchés pour 12-14 heures de travail par jour en échange d'un salaire de 15 à 35 euros, bien que les contrats de travail agricole saisonnier prévoient officiellement un salaire journalier de 50-60 euros approximativement, pour 6 jours de 6,5 heures de travail chacun. Dans certains cas, les employeurs

contournent les réglementations existantes en déclarant un nombre d'heures et de journées de travail très inférieur au nombre réel, les travailleurs migrants renonçant à toute revendication par peur de perdre une opportunité de travail durement gagnée. Par le passé, les migrants en transit acceptaient ces conditions de travail fondées sur l'exploitation pour deux ans ou deux saisons au maximum, dans l'attente d'un emploi plus stable dans le secteur officiel. Dans les dernières années, toutefois, la longue crise économique en Europe, et notamment en Italie, a inversé la trajectoire et les migrants qui perdent leur emploi dans le Nord se retrouvent dans les champs du Sud, entrant ainsi en concurrence avec ceux qui viennent d'arriver.

Les autorités n'ont pas affronté ces problèmes de manière énergique car, contrairement aux acteurs de la filière alimentaire, les migrants ne votent pas. Les entrepreneurs agricoles se plaignent que les prix de marché actuels rendent les conventions collectives nationales du travail agricole pratiquement inapplicables. D'après l'activiste Yvan Sagnet, *« les agriculteurs et les entrepreneurs agricoles sont eux aussi, dans une certaine mesure, des victimes. Si on ne veut pas cesser son activité, on est contraint d'exploiter les travailleurs. C'est un système pervers du fait que c'est l'acheteur qui établit le prix. Mais ces prix sont insoutenables et les petits agriculteurs n'ont pas la force de résister. La responsabilité se situe au sommet de la pyramide, au niveau d'un certain nombre de grands détaillants qui se tiennent loin de la poussière des champs et sont, en fait, les vrais bénéficiaires de l'hyper-libéralisation des filières alimentaires. »* Les acheteurs peuvent, en effet, acheter un kilo de tomates à 8-9 centimes, un kilo d'oranges à 6 centimes et, comme le prix des carburants, des engrais et des semences augmente, le coût de la main-d'œuvre reste la seule source de gains marginaux pour les agriculteurs.

Souvent, des médiateurs informels – que l'on appelle « caporali » – interviennent pour fournir une main-d'œuvre flexible et à bas prix aux employeurs et offrir des possibilités d'emploi aux travailleurs migrants. *Outre leur rémunération de chasseurs de têtes, les « caporali » retiennent une partie du maigre*

*salaire journalier des travailleurs en échange de « services » liés au travail dans les champs tels que l'accès à l'eau, les installations sanitaires, la nourriture, le transport, l'électricité, etc., la coercition allant de pair avec l'extorsion. Les ressortissants vulnérables de l'UE ont également été victimes du « caporalato », mais la ségrégation sociale, économique et culturelle des migrants non communautaires, en particulier des sans-papiers, contribue à renforcer ce modèle économique lucratif.*

La question du logement en est une parfaite illustration. Chaque année, les travailleurs saisonniers se déplacent d'une région à l'autre de l'Italie en fonction des périodes de récolte : les tomates dans les Pouilles de juin à septembre, les olives et les agrumes en Calabre de novembre à février, les légumes de Sicile cultivés sous serre au début du printemps et ainsi de suite. En l'absence de moyens et d'un statut juridique leur permettant d'accéder à un logement adéquat, les travailleurs migrants organisent des habitats informels – auxquels a été donné le nom de ghettos – à proximité des lieux de production. Comme leur nom l'indique, les conditions de vie y sont extrêmement précaires ; d'après Médecins sans frontières, elles sont comparables à celles des populations confrontées à une crise humanitaire : deux tiers des habitants de ces ghettos vivent à même le sol ou partagent un matelas en location et n'ont ni électricité, ni eau, ni installations sanitaires. D'après Yvan Sagnet : *« Les ghettos sont la conséquence d'une absence de responsabilité des entreprises agricoles en ce qui concerne l'hébergement des travailleurs. Rien que dans la province de Foggia, nous en avons compté une vingtaine, situés généralement en marge des communes rurales. Les ghettos sont isolés et leur invisibilité favorise la dépendance à l'égard des « caporali » et l'exploitation par ces derniers. A Rignano Garganico, par exemple, plus de 5.000 travailleurs migrants vivent dans des maisons faites de plastique, de carton et de tôle. Il s'agit probablement du plus grand ghetto d'Europe. Il ne sert à rien, toutefois, de démanteler les ghettos et d'en expulser les habitants car ceux-ci, en l'absence d'un programme de relocalisation, auront tendance à revenir. »*

De graves abus peuvent se produire même lorsque les conditions d'hébergement sont moins précaires. Dans les plaines de Ragusa, en Sicile, et de la région pontine, dans le Latium, la prédominance des cultures sous serre stabilise la production agricole tout au long de l'année et réduit la dépendance à l'égard du travail saisonnier. Les travailleurs migrants sont toutefois obligés de se soumettre à différentes formes d'exploitation et de traitements humiliants pour s'assurer un emploi et un logement. En Sicile, l'exploitation sexuelle des travailleuses migrantes, notamment de celles d'origine roumaine, est en hausse ; dans la plaine pontine, les travailleurs non-nationaux, surtout les Sikhs de l'état indien du Pendjab, sont systématiquement victimes du trafic d'êtres humains et de l'exploitation du travail depuis les années 80, comme en témoignent des enquêtes récentes. D'après le sociologue Marco Omizzolo, cofondateur de l'ONG In Migrazione, « des employeurs italiens chargent des intermédiaires informels de se procurer de la « main-d'œuvre bon marché » dans leurs pays d'origine. Les réseaux du trafic d'êtres humains exigent de 12.000 à 15.000 euros aux migrants potentiels pendjabis avec la (fausse) promesse de leur fournir un emploi permanent et bien rémunéré dans le secteur agricole. Les Pendjabis arrivent ainsi en Italie, souvent avec un permis de séjour régulier (temporaire) fourni par leur employeur ; mais lorsqu'ils commencent à travailler, la situation est tout autre : des heures de travail éreintantes contre des salaires misérables, payés irrégulièrement. » Le plus souvent, les contrats temporaires déclarant un nombre d'heures travaillées bien inférieur à la réalité servent de feuille de vigne pour camoufler des formes de véritable exploitation ; ils constituent également une forme de chantage vis-à-vis des travailleurs migrants qui, dans ces conditions, ne peuvent pas revendiquer le droit à un permis de séjour permanent. « Il est rare, toutefois, que les travailleurs migrants pendjabis protestent : ils craignent, en effet, de déshonorer leurs familles qui se sont endettées pour qu'ils puissent aller travailler à l'étranger. Nous avons constaté, par ailleurs, que les intimidations, les menaces et les agressions contre les travailleurs qui se révoltent s'intensifient. La violence contre ceux qui revendiquent leurs droits est de plus en plus systématique », affirme Omizzolo.

C'est alors qu'intervient le crime organisé. Des gardiens de type mafieux, aussi bien Italiens qu'étrangers, se rendent responsables de menaces, de violences et de meurtres pour étouffer dans l'œuf les protestations des migrants. Dans certains cas, les organisations criminelles parviennent à infiltrer l'ensemble de la filière alimentaire : le produit du crime est blanchi pour acheter des terres agricoles ; la main-d'œuvre est fournie par de fausses coopératives de la mafia, par des caporali complices de cette dernière ou par des réseaux transnationaux de trafic des êtres humains ; les gardiens armés s'assurent que les conditions de travail, qui relèvent de l'exploitation, voire même de l'esclavage, puissent continuer sans problèmes ; des sociétés appartenant à différentes organisations criminelles sont aussi fortement présentes dans la logistique, la distribution, la commercialisation, la vente en gros et au détail des produits finaux. Non loin de Rome, le marché des fruits et légumes de Fondi, le quatrième d'Europe, en est un exemple éclatant. D'après un rapport de l'ONG Legambiente, le chiffre d'affaires de l'agro-mafia a augmenté de 30% dans les dernières années.

Yvan Sagnet observe toutefois qu'« *il ne faut pas confondre exploitation du travail et crime organisé. L'exploitation est plus vaste, plus puissante et plus structurelle parce qu'elle se niche dans la zone grise de l'économie informelle et qu'elle est alimentée par une tolérance diffuse vis-à-vis de l'illégalité.* L'expérience de l'esclavage a changé ma vie. On réalise qu'un autre monde existe sous la surface, un monde d'exploitation souterrain qu'on ne peut ignorer. Beaucoup n'ont qu'une connaissance superficielle de la mafia ; moi, j'en ai une expérience directe. Et quand on l'a vécue, tout change et la seule chose que l'on veuille, c'est le faire savoir aux autres et aller de l'avant en laissant tout derrière soi. Si je pouvais revenir en arrière, je ne le referais probablement pas. Je voulais être ingénieur, et ma vie est maintenant menacée, j'ai même failli être tué. Parfois la pression est intolérable ; mais il m'est impossible de revenir en arrière et de faire comme si je n'avais pas vu ce que j'ai vu. »

Ces dernières années, un nombre croissant de travailleurs migrants en Italie du Sud ont entrepris des initiatives courageuses, en prenant parfois de très grands

risques, et ont déclenché des mobilisations et des protestations contre ces situations honteuses. Faisant fi des intimidations et des menaces, des travailleurs migrants dans les Pouilles en 2011 et dans la région pontine en 2016 ont entrepris des grèves courageuses qui ont entraîné des changements importants, dont les travailleurs étrangers et italiens, ainsi que l'ensemble du secteur agricole, pourront tirer profit. L'Italie a adopté en 2011 une loi qui criminalise le « caporalato », autrement dit « l'intermédiation illégale et l'exploitation du travail », dont la portée a été étendue en 2016. En juillet 2017, douze personnes ont été condamnées sur la base de cette loi. De même, ces dernières années, la législation sur le trafic d'êtres humains, y compris sa prévention et la protection des victimes, a été étendue et harmonisée.

Sagnet et Omizzolo reconnaissent que si faire face à la criminalité est important, ce n'est cependant pas suffisant. Il est nécessaire de mettre en œuvre des démarches

plus proactives pour s'attaquer aux causes à l'origine de ce phénomène, sensibiliser l'opinion publique et proposer des solutions durables. L'inclusion est fondamentale et la contribution de tous les acteurs de la filière indispensable pour éviter que de nouvelles formes d'exploitation plus insidieuses n'apparaissent sous la pression des contraintes de marché. De plus en plus, les ONG et les activistes locaux développent à cet effet des projets en vue de favoriser l'accès à une alimentation certifiée saine, respectueuse de l'environnement, équitable et exempte de toute forme d'exploitation. NoCap, SOS Rosarno et Filiera Sporca en sont un exemple. « In Migrazione » est en cours d'amélioration de la documentation et de la diffusion des bonnes pratiques. Une agence des Nations unies – l'Organisation internationale pour les migrations – a lancé dernièrement le projet Terra Munda<sup>2</sup>, qui vise à accroître les opportunités de travail pour les migrants qui ont été victimes de l'exploitation du travail dans le secteur agricole en Italie.

<sup>1</sup> Cette contribution est en grande partie basée sur les interviews données en 2017 à Luca Raineri par des acteurs de premier plan dans le domaine des droits des travailleurs migrants, dont notamment Yvan Sagnet et Marco Omizzolo. Sagnet, qui est né et a grandi au Cameroun, est venu en Italie grâce à une bourse d'études de l'université polytechnique de Turin. En 2011, il était en première ligne de la grève des journaliers qui récoltent les tomates à Nardò, Italie ; il collabore depuis avec plusieurs ONG nationales et internationales pour l'avancement des droits des travailleurs migrants dans le secteur agricole et la lutte contre le crime organisé international. Il est actuellement président de l'association No Cap. En vertu de son engagement social, il a obtenu en 2017 le titre de Che-

valier de l'Ordre du Mérite de la République italienne. Omizzolo est un expert et activiste italien qui s'est intéressé au problème de l'exploitation des migrants originaires du Pendjab travaillant dans les champs de la plaine pontine. Il a collaboré avec diverses ONG, revues scientifiques et programmes de formation, et ses activités ont fait l'objet d'importantes publications d'Amnesty International et d'agences des Nations unies. Il a joué un rôle de premier plan dans l'organisation du rassemblement des travailleurs migrants de la région pontine en 2016. Il est fondateur et actuellement consultant scientifique de l'association In Migrazione.

<sup>2</sup> <http://www.italy.iom.int/en/activities/vulnerable-groups-and-minors/terra-munda>.

## Réseaux d'exploitation et réseaux d'inclusion

Comme l'indique le Milan Center for Food Law and Policy (MCFLP, 2017), sur la base des données fournies par la Fédération européenne des syndicats des secteurs de l'Alimentation, de l'Agriculture et du Tourisme, le travail illégal dans l'agriculture affecte fortement un certain nombre de pays de l'UE. En Roumanie, au Portugal et en Bulgarie, le pourcentage estimé du travail illégal est supérieur à 40%, tandis qu'en Italie, Pologne, Espagne et Grèce il dépasse 20%. Le MCFLP a souligné qu'une stratégie multidimensionnelle est nécessaire pour faire face à ces problèmes, non seu-

lement avec les efforts conjoints de la filière agroalimentaire et des autorités publiques (y compris des activités de contrôle supplémentaires), mais également en mettant en place des campagnes de plaidoyer et à travers la promotion d'un nouveau paradigme culturel, incluant la recherche des bonnes pratiques du secteur (MCFLP, 2017).

Si la sensibilisation et l'action publique sont essentielles pour démanteler les réseaux criminels et investir dans le développement durable, les exemples historiques pourraient mettre davantage en lumière les opportunités qu'offre l'infrastructure méditerranéenne d'échange de produits alimentaires et d'idées.



*Tous les défis géopolitiques que nous avons présentés dans cette étude, notamment ceux qui ont trait à l'Afrique subsaharienne, requièrent une réponse en termes de sensibilisation, d'instruction et d'inclusion. Le professeur Calestous Juma de Harvard a lancé à plusieurs reprises un appel pour un effort conjoint sur l'agriculture en Afrique, en insistant sur le fait que « l'Afrique peut se nourrir en une génération » (Juma, 2011 ; Juma, 2015). Cela signifie investir dans la science, la technologie et l'ingénierie pour créer des marchés régionaux, ainsi que l'exigence, également, d'un nouveau pool de dirigeants, africains et européens, issus des secteurs aussi bien public que privé, prêts à collaborer pour obtenir l'amélioration de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique. Mais tout ceci passe aussi par une autonomisation des personnes vulnérables, en premier lieu des femmes et des enfants.*

L'encadré ci-après contient une analyse sur un lien particulier entre les migrants et leurs pays d'origine, à savoir les envois de fonds. Comprendre la portée et le rôle de ces transferts d'argent peut s'avérer fondamental pour faire face au défi du développement durable. En outre, dans les sections suivantes nous nous concentrerons sur le rôle de l'innovation dans les chaînes de valeur alimentaires pour un développement durable, en démontrant comment les systèmes agroalimentaires et le développement rural peuvent contribuer à atténuer les pressions migratoires. Nous aborderons également la question de l'alimentation et de l'intégration en analysant la transition nutritionnelle en Europe du point de vue de la consommation de produits alimentaires ethniques et en présentant une série de bonnes pratiques concernant l'alimentation et l'intégration dans les pays d'origine, de transit et de destination des migrants.

## ENCADRÉ – Les envois de fonds ont encore une importance

par Fabrizio Maronta

Compte tenu de toutes les fragilités économiques, sociales et environnementales indiquées dans les sections précédentes, il est évident que les flux financiers – investissements directs étrangers (IDE), aides et, notamment, envois de fonds – demeurent de la plus grande importance pour la plupart des pays africains.

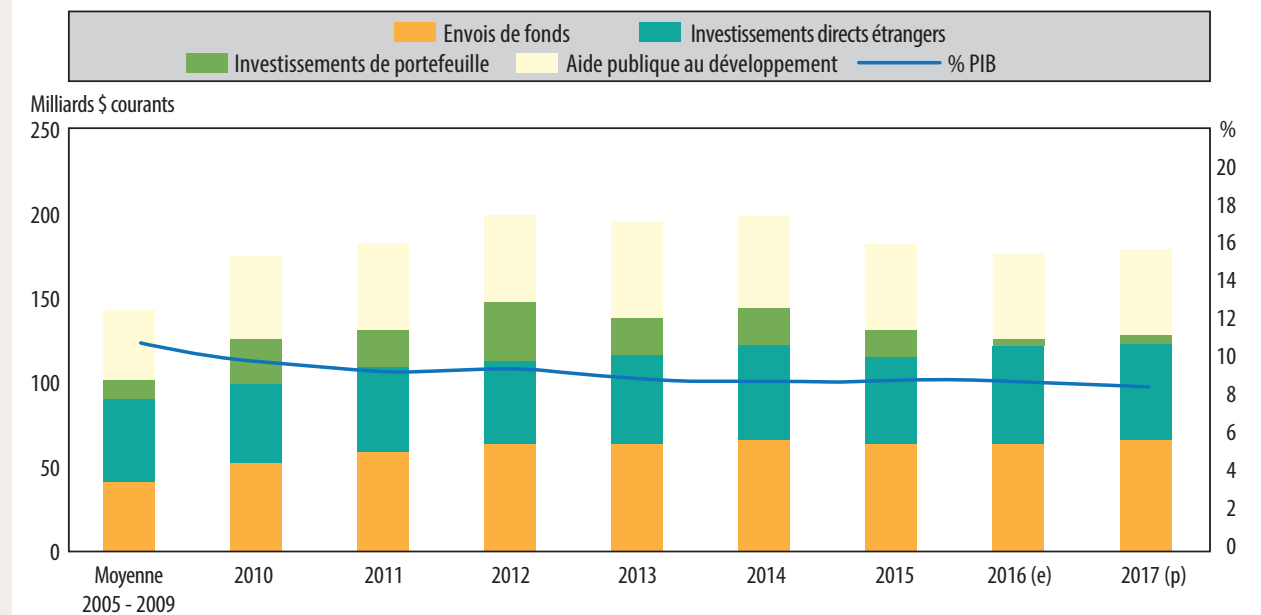
Alors que les IDE de l'Europe et de l'Amérique du Nord diminuent, les pays du Moyen et Extrême-Orient investissent de plus en plus en Afrique. En particulier, les investissements de la Chine sont en hausse en dépit du ralentissement de l'économie du pays. Les investissements chinois en Afrique ont augmenté de 1.400% par rapport à 2015. Parmi les principaux investisseurs derrière la Chine figurent les Emirats arabes unis (14,9 milliards USD), l'Italie (11,6 milliards USD), les Etats-Unis (10,4 milliards USD), la France (7,7 milliards USD) et le Royaume-Uni (7,5 milliards USD) (BAD/OCDE/PNUD, 2017 ; fDi Markets, 2016 ; OCDE/ATAF/CUA, 2016).

Quant aux remises migratoires – à savoir les fonds que les migrants envoient dans leurs pays d'origine par té-

légramme, mail ou virement en ligne –, leur poids est presque équivalent. Le flux de ces remises a progressivement et considérablement augmenté dans les dernières années : 51% des flux privés en 2016 par rapport à 42% en 2010. Les envois de fonds sont passés de 11 milliards USD en 2000 à 64,6 milliards USD en 2016. On estime que, de 2015 à 2030, 6,5 trillions USD de remises seront transférés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Selon les prévisions d'une récente étude de l'IFAD présentée au Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement de 2017, la plupart de ces fonds sont utilisés par les familles bénéficiaires pour augmenter leur revenu, améliorer leurs conditions de santé et de nutrition, leur degré d'instruction, leur logement ainsi que leurs installations sanitaires et réaliser des projets entrepreneuriaux (Banque mondiale, 2016a ; IFAD, 2017).

Moins volatiles que les aides au développement et les IDE, les envois de fonds représentent un instrument vital qui soutient les consommations des ménages et augmente les réserves de devise étrangère. Ils favo-

## FLUX FINANCIERS EXTERNES VERS L'AFRIQUE, 2015-17



Note : Les estimations (e) et les projections (p) de l'APD sont basées sur l'augmentation réelle de l'Aide programmable par pays (APP) dans l'OCDE (2016). La prévision concernant les envois de fonds est basée sur le taux de croissance projeté selon la Banque mondiale. (Le graphique ne prend pas en compte les prêts des banques commerciales, les prêts publics et les crédits commerciaux).  
Sources : Adapté à partir des données des *Perspectives économiques en Afrique*, du FMI (2016a), de l'OCDE (2016) et de la Banque Mondiale (2016b)  
Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/888933474975>

## ENVOIS DE FONDS: QUINZE PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES EN AFRIQUE (CLASSÉS PAR % PIB), 2016

Pays	% PIB	USD par habitant	Milliards \$ courants
Libéria	30.4	150	0,66
Comores	21.4	161,4	0,13
Gambie	21	91,3	0,19
Lesotho	17.7	165,3	0,32
Sénégal	13.2	127,4	1,96
Cap-Vert	12.1	384,7	0,20
Togo	10	60,3	0,45
Maroc	6.8	209,9	7,10
Mali	6.6	55,6	0,94
Egypte	5.7	204,9	18,66
Guinée-Bissau	5.6	36,3	0,07
Sao Tomé-et-Principe	5.5	93,5	0,02
Ghana	5	78,1	2,15
Nigeria	4.8	108,9	20
Tunisie	4.8	180	2,02

Sources : Adapté à partir des données du FMI (2016a) et de la Banque mondiale (2106b)

risent également les investissements, y compris dans les petites entreprises et les services sociaux de base. En outre, les remises migratoires ont l'avantage d'augmenter de manière inverse à la situation économique

des bénéficiaires. Les migrants tendent en effet à envoyer des sommes plus importantes lorsque la situation dans leurs pays d'origine s'aggrave, servant ainsi de dispositif contre-cyclique.

En 2016, le ratio remises-PIB était de 10% ou plus dans sept pays, dont la Gambie, le Lesotho, le Libéria et le Sénégal (pays de forte diaspora), tandis que les envois de fonds par habitant dépassaient 100 USD dans neuf pays africains (Banque mondiale, 2016b).

La stabilité relative des transferts d'argent des migrants dissimule des différences territoriales importantes. L'Afrique de l'Ouest et du Nord sont encore les principales bénéficiaires de ces transferts qui, en 2016, représentaient 90% des flux financiers à destination du continent. Ceci grâce surtout au Nigeria et à l'Égypte, qui sont de loin les principaux bénéficiaires des envois de fonds : 20 milliards USD et 18,7 milliards USD respectivement. Ces pays représentent, à eux deux, 75% du total des transferts d'argent à destination de l'Afrique, une position qu'ils garderont probablement à l'avenir. Viennent ensuite le Maroc (7,1 milliards USD), le Ghana (2,2 milliards USD), l'Algérie (2,1 milliards USD),

la Tunisie (2 milliards) et le Sénégal (1,9 milliards). Le Kenya et l'Ouganda sont les seuls pays d'Afrique orientale à dépasser le seuil de 1 milliard USD, alors qu'en Afrique australe le principal bénéficiaire est l'Afrique du Sud (0,8 milliards USD) (BAD/OCDE/PNUD, 2017 ; Banque mondiale, 2016b).

La contribution des diasporas va au-delà des investissements financiers. Elle englobe le transfert de technologies, l'échange de connaissances et un meilleur accès aux marchés de capitaux internationaux pour les pays d'origine. En outre, les migrants peuvent revenir chez eux comme entrepreneurs et jouer un rôle important dans le développement de leur pays. C'est pourquoi, tout comme les routes migratoires, les envois de fonds doivent s'inscrire dans le cadre de l'alimentation et des migrations, s'agissant de flux financiers importants et réguliers qui peuvent contribuer, entre autres, à soutenir des projets de développement agricole dans les pays d'origine.



# DES CHAÎNES DE VALEUR ALIMENTAIRES DURABLES ET INNOVANTES EN TANT QUE LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE STABILISATION DES FLUX MIGRATOIRES

*par Angelo Riccaboni et Sebastiano Cupertino*

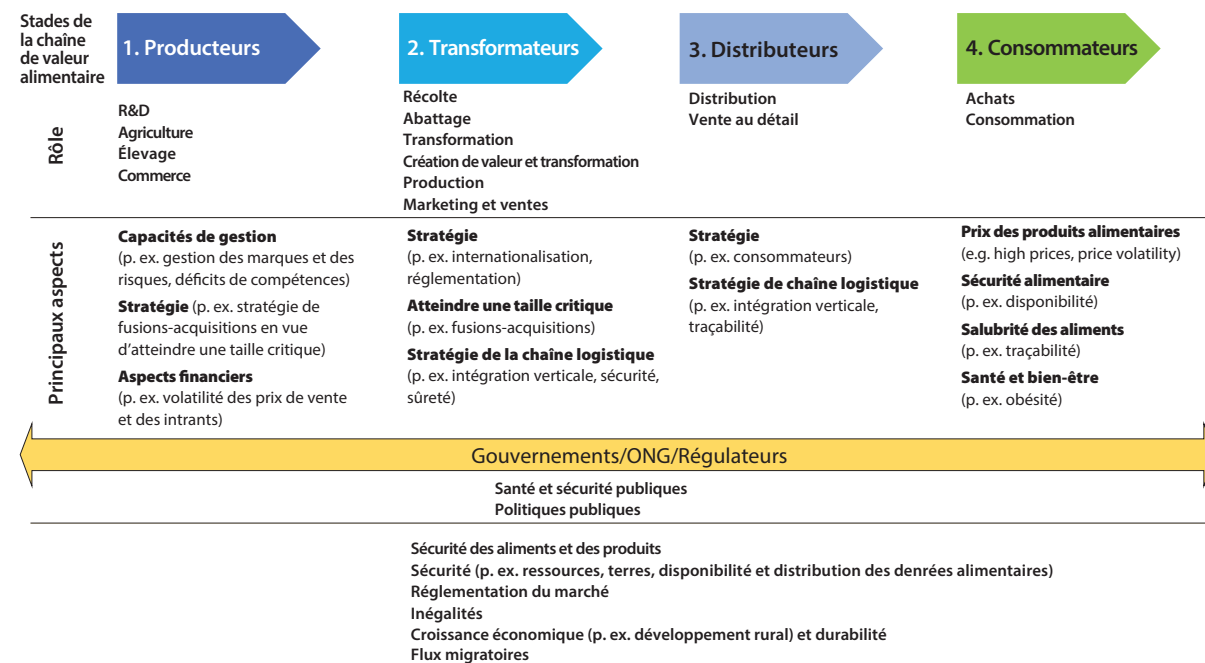
*Cette section met en évidence le rôle crucial que jouent les systèmes agroalimentaires efficaces et les chaînes de valeur durables en faveur de la croissance économique des pays en développement et du potentiel de stabilisation des migrations internationales et intranationales dans le monde. À la lumière des résultats de la littérature la plus récente et des expériences acquises sur le terrain, les lacunes des chaînes de valeur actuelles sont illustrées afin de discuter et proposer des solutions possibles pouvant introduire des innovations – y compris à travers la coopération multi-parties prenantes – accroissant ainsi la durabilité environnementale et sociale.*

Le lien entre des systèmes agroalimentaires inefficaces, le sous-développement rural et les migrations a été souligné par la FAO (2016). Les moins bien nantis qui vivent dans les zones périphériques sont souvent obligés de se déplacer dans les zones urbaines et les pays développés pour chercher de nouvelles possibilités de travail, dans l'espoir d'améliorer leurs conditions sociales et de santé. Les flux migratoires sont

déterminés principalement par une croissance démographique insoutenable, la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire, des revenus par habitant insuffisants, de fortes inégalités entre zones urbaines et rurales, un accès limité aux régimes de protection sociale, le changement climatique, les catastrophes naturelles et environnementales, et l'épuisement des ressources (FAO, 2016).



**Fig. 1 - REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE DE LA CHAÎNE DE VALEUR ALIMENTAIRE**



Source : Réadapté par les auteurs à partir des données de Deloitte (2013, p. 3)

Ceci étant et compte tenu du grand nombre de personnes qui travaillent dans l'agriculture et exercent des activités similaires, notamment dans les pays en développement, il est suggéré ici que *les systèmes agroalimentaires et le développement rural peuvent contribuer de manière fondamentale à atténuer les pressions migratoires*. Il existe une série de facteurs recouvrant une importance majeure de ce point de vue, à commencer par la mise en œuvre de politiques internationales et nationales visant à promouvoir une meilleure utilisation des ressources naturelles et la stabilisation du changement climatique. Les politiques évitant les oligopoles dans la production et la distribution des produits agroalimentaires et éliminant la concurrence déloyale sont également importantes pour la mise en place de systèmes agroalimentaires plus efficaces (Vigani et coll., 2015).

Les pratiques commerciales peuvent également s'avérer importantes pour la promotion de systèmes agroalimentaires plus efficaces et le développement rural, atténuant ainsi les pressions migratoires. En premier lieu, une protection économique et juridique des petites entreprises et des activités agricoles ainsi qu'une coopération

plus étroite avec les parties prenantes sont nécessaires (IEMed, 2017). En deuxième lieu, les réglementations mondiales et régionales peuvent favoriser les entreprises agroalimentaires à travers les financements directs, les subventions de contrepartie, les politiques fiscales, les politiques des marchés publics et en récompensant la créativité et l'innovation. En troisième lieu, les banques et les institutions financières jouent un rôle fondamental dans le soutien aux entreprises autochtones.

*Pour assurer un meilleur développement rural, il faut prendre en compte également le rôle clé des chaînes de valeur alimentaires, notamment dans les pays en développement et dans la région méditerranéenne.* L'expression « chaîne de valeur » se réfère à une intégration verticale ou à un réseau stratégique entre différents acteurs dans le cadre d'une chaîne logistique (Hobbs et coll., 2000). Une chaîne de valeur alimentaire est l'ensemble des processus par lesquels un produit alimentaire passe de la conception, à travers les différentes stades de la production, jusqu'à la livraison aux consommateurs finaux (Hawkes et coll., 2012). Les chaînes de valeur alimentaires sont des réseaux structu-

rés typiques (cf. figure 1) qui comprennent les fournisseurs de matériel, les fournisseurs de semences, les transformateurs alimentaires, les distributeurs et également les organismes de réglementation gouvernementaux, ainsi que les consommateurs (De Pee et coll., 2017).

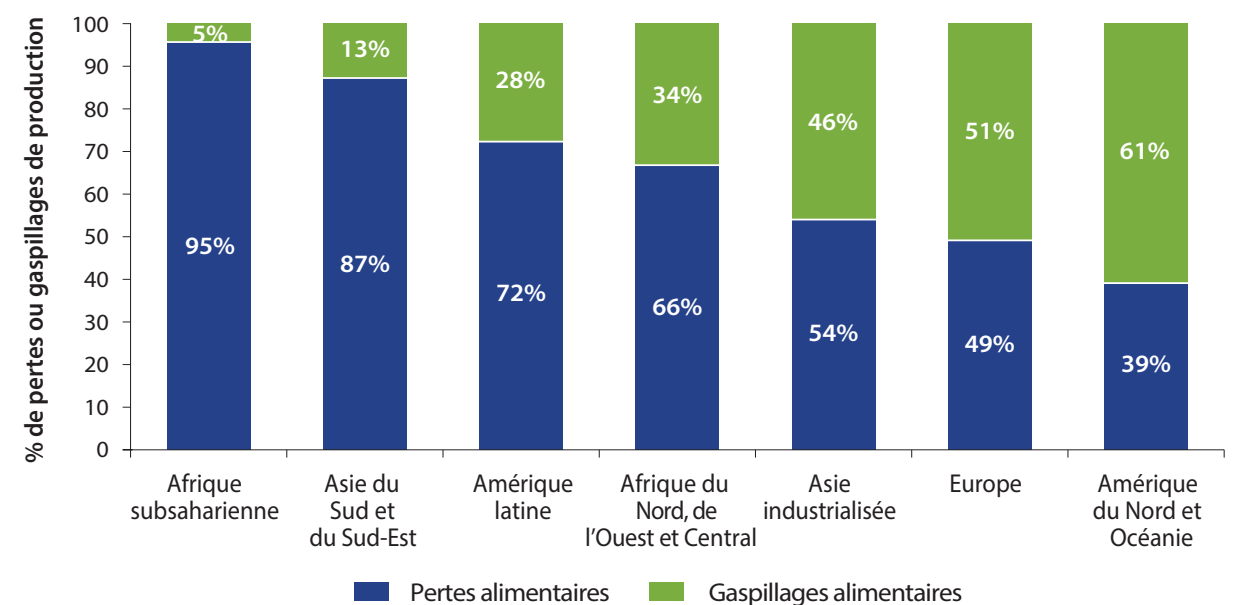
*Les grandes faiblesses des chaînes de valeur alimentaires, notamment dans les régions en développement telles que les pays africains et les pays MENA, affectent le développement économique des zones rurales, ainsi que la sécurité alimentaire et la salubrité des aliments.* Il est donc utile, lorsqu'on s'occupe d'alimentation et de migration, de définir également des politiques et des actions pour faire face à ces faiblesses, parmi lesquelles :

- les pertes et les gaspillages le long des chaînes de valeur ;
- l'absence d'une intégration verticale et horizontale ;
- le manque de compétences entrepreneuriales, managériales et techniques ;
- l'absence d'innovation.

## Les pertes et les gaspillages le long des chaînes de valeur

Les pertes et les gaspillages sont monnaie courante à tous les stades des chaînes de valeur alimentaires (pré-récolte, récolte et manutention initiale, stockage, transport et logistique, transformation et emballage, vente de détail et, enfin, consommation) (HLPE, 2014). Ceci vaut pour tous les produits alimentaires : céréales, racines et tubercules, graines oléagineuses et légumineuses, fruits et légumes, viande, poisson et fruits de mer, lait. D'après l'OMS (2016), les pertes et les gaspillages alimentaires représentent un tiers des denrées alimentaires produites. Par ailleurs, plus de 815 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à une alimentation adéquate (FAO, 2017). Smil (2004) affirme, par exemple, qu'en dépit d'une production potentielle d'environ 4.600 kcal par habitant, les pratiques agricoles mondiales, les inefficiences au cours de la récolte, le transport, le stockage et la transformation entraînent des pertes d'environ 600 kcal par habitant et par jour. L'ampleur des gaspillages et des pertes dans la chaîne de valeur alimentaire, tous stades confondus, est en grande partie liée aux technologies et aux modes de production utilisés. Leur nature et

**Fig. 2 - PERTES ET GASPILLAGES DES CHAÎNES DE VALEUR ALIMENTAIRES PAR RÉGION MONDIALE**



Source : Réadapté par Deloitte (2015, p. 6) sur la base des données de l'Institut des ressources mondiales (2013)

leur volume varie dans les principales régions du monde, *comme l'indique la figure 2*.

Dans les pays en développement, les pertes dépassent les gaspillages, alors que dans les pays développés les gaspillages se produisent principalement en phase de distribution. Dans les pays en développement, l'obsolescence des installations de production et de stockage est un des facteurs à l'origine des pertes du fait des inefficiences et de l'incapacité de protéger les produits contre les parasites. Minimiser ces pertes peut avoir des impacts considérables sur le plan économique et environnemental, grâce aux économies d'intrants et aux réductions de l'empreinte carbone. D'où les retours importants qu'auraient, dans ce contexte, les innovations des phases de post-récolte et de transformation. **La figure 2** montre en effet que, dans les économies avancées, la durabilité des systèmes alimentaires est affectée principalement par les gaspillages qui se produisent dans les derniers stades des chaînes de valeur alimentaires. *En particulier, les inefficiences sont imputables surtout aux détaillants et aux consommateurs, responsables des gaspillages dans la mesure de 40% environ de la production totale* (BCFN, 2016a ; Venkat, 2011 ; Gustavsson et coll., 2011).

### L'absence d'une intégration verticale et horizontale

L'intégration des chaînes de valeur alimentaires est définie comme le processus à travers lequel « les partenaires de la chaîne logistique interagissent à tous les niveaux pour maximiser les bénéfices mutuels » (SCHUB International, 2013). L'intégration est étroitement liée à la notion de collaboration, une condition essentielle pour que les objectifs et les activités des entreprises travaillant dans le contexte d'une chaîne de valeur alimentaire soient alignés (Mathu, Tlare, 2017). D'après Han et coll. (2013), l'intégration des chaînes de valeur alimentaires peut également être une bonne réponse à la complexité croissante des marchés, dans la mesure où elle permet des décisions plus rapides, de plus grands bénéfices pour tous les partenaires, une meilleure qualité des produits, une plus grande réactivité aux marchés et à l'innovation.

Le processus d'intégration dans les chaînes de valeur alimentaires peut prendre deux formes différentes :

verticale et horizontale. La forme verticale correspond à l'intégration entre les acteurs économiques d'une même chaîne de valeur, ce qui assure une meilleure coordination et, de ce fait, des flux efficaces en termes de quantité, de qualité et de market timing ; l'intégration horizontale, quant à elle, se rapporte à la collaboration entre les entreprises qui travaillent au même stade d'une même chaîne de valeur. En tout état de cause, l'intégration aussi bien verticale qu'horizontale dans les chaînes de valeur alimentaires est importante pour le succès des entreprises, s'agissant de deux approches qui partagent un même objectif : l'échange d'informations, de compétences et de connaissances entre différents acteurs, tout en contribuant à leur croissance respective (Kissoly et coll., 2017).

L'un des principaux obstacles à une intégration verticale est la fragmentation, autrement dit un nombre élevé d'entreprises, qui rend difficile une coopération efficace (Porter, 1986). De manière générale, et en particulier dans les pays en développement, les chaînes de valeur alimentaires sont souvent caractérisées par un grand nombre de petits acteurs qui ne sont pas en mesure d'atteindre les conditions minimales pour survivre et investir dans l'innovation (Bell, Pavitt, 1992). D'autre part, il faut savoir également qu'une intégration excessive peut entraîner divers problèmes, surtout lorsque l'ensemble de la chaîne de valeur est entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs. Le risque, dans ce cas, est que la diversité et la biodiversité n'entrent plus en ligne de compte et que les valeurs locales soient ignorées, ouvrant la voie à une attitude « industrielle ». De plus, une coordination qui serait uniquement entre les mains d'acteurs individuels (Touboulic et coll., 2014) ou du marché irait très probablement au détriment des acteurs les plus petits et de ceux situés aux premiers stades de la chaîne de valeur alimentaire, au profit des acteurs les plus grands et des entreprises de la phase de distribution.

Les chaînes de valeur alimentaires sont également souvent caractérisées par l'absence d'une intégration horizontale, notamment dans les pays en développement. Si les concurrents ne se parlent pas, ils sont probablement « capturés » par l'acteur principal de la chaîne de valeur alimentaire et perdent des opportunités de marché. Par ailleurs, dans les pays développés et surtout dans les pays

en développement, les chaînes de valeur alimentaires se heurtent souvent, dans les exploitations agricoles et dans les entreprises alimentaires, à des difficultés d'intégration avec les autres acteurs de la scène économique, tels que les institutions financières, les innovateurs, les institutions de coopération internationale, les centres de recherche et les consultants (Martí, Mair, 2008). Les relations avec ces acteurs sont fondamentales pour l'innovation et la recherche de nouvelles opportunités. Ne pas être en relation avec eux réduit l'efficacité de ces entreprises et leur capacité de saisir les nouvelles opportunités de marché et d'innovation. *Le « conservatisme » culturel des agriculteurs et des managers* (Menozzi et coll., 2015), qui prédomine dans le secteur agroalimentaire, de même que *leur manque d'entrepreneuriat* pourraient être les causes principales de cette limitation.

Du fait de la fragmentation diffuse des systèmes alimentaires tant dans les pays développés que dans les pays émergents et en développement, plusieurs petites exploitations agricoles et entreprises agroalimentaires sont confrontées à des contraintes opérationnelles – qui limitent leur accès aux services publics et au crédit et, de ce fait, entravent l'adoption de nouvelles technologies et l'acquisition d'informations commerciales stratégiques – et aux défaillances du marché, telles que des coûts de transaction plus élevés en raison d'un pouvoir de négociation réduit vis-à-vis des acheteurs et des intermédiaires. Ces limites, surtout dans les zones rurales et en l'absence de processus et de mécanismes d'intégration entre chaînes de valeur alimentaires, empêchent de nombreux agriculteurs et petits exploitants agricoles de développer leurs activités, au point d'être contraints de migrer pour la plupart dans des zones urbaines ou d'autres zones socio-économiquement développées.

L'intégration entre les entreprises, susceptible de pallier le problème de la fragmentation des chaînes de valeur alimentaires, peut être favorisée par les mécanismes de coordination suivants (Handayati et coll., 2015 ; Arshinder et coll. 2008) :

- contrats de la chaîne logistique ;
- plateformes de partage des informations, à l'aide, entre autre, de systèmes numérisés basés sur les TIC ;

- prises de décision communes ;
- parcours d'apprentissage collectifs.

### Le manque de compétences entrepreneuriales, managériales et techniques

Étant donné la complexité des systèmes et des marchés alimentaires, il est de plus en plus important *d'associer des capacités entrepreneuriales et des compétences managériales aux connaissances en matière d'agriculture et de produits* (Mäkinen, 2013). Les systèmes agroalimentaires, notamment dans les régions en développement, sont caractérisés par un manque de compétences entrepreneuriales et managériales du fait de : (i) la taille réduite des exploitations agricoles et des entreprises (Deakins et coll., 2016 ; Al-Sharafat, 2016) ; (ii) les faibles niveaux d'instruction et de formation, qui ne favorisent pas une amélioration des capacités managériales et la naissance de futurs entrepreneurs (Kahan, 2012) ; (iii) la réticence culturelle à modifier les approches de gestion qui caractérisent de manière générale le secteur agroalimentaire, en particulier les processus décisionnels des agriculteurs (Menozzi et coll., 2015) ; (iv) l'absence de mesures incitatives adéquates et l'impact limité des centres de formation et des services de vulgarisation agricole (Knickel et coll., 2009). Ces limites affectent la croissance et le développement des entreprises, entraînant des pertes d'opportunités et d'emplois qui poussent les populations à migrer des zones rurales vers les zones développées.

De plus en plus, les décisions devraient être basées sur des prévisions et sur l'utilisation d'informations financières et de marché fiables, conférant une valeur stratégique aux activités de marketing. C'est la qualité des produits, et non pas la réduction des coûts, qui devrait être considérée comme un facteur de succès, et des systèmes de contrôle de gestion ainsi que des instruments d'analyse financière devraient être introduits. Le capital humain, les activités internationales et les générations les plus jeunes devraient être valorisés, en trouvant un équilibre entre innovation organisationnelle et technologique et respect des savoirs et des valeurs locaux. La durabilité environnementale et sociale devrait être consi-



dérée comme un véritable allié de la réussite et non pas comme une contrainte dans les activités quotidiennes. *Au contraire, la plupart des PME du secteur agricole font preuve d'un déficit de connaissance dans le domaine entrepreneurial et dans l'application des instruments et des pratiques de gestion.* Ce déficit peut s'avérer un obstacle majeur à de nouvelles opportunités commerciales, à une intégration horizontale et verticale, à l'internationalisation et à l'accès au crédit (Mbogo, 2011), indispensables pour assurer des bénéfices équitables et obtenir des avantages compétitifs (Deakins et coll., 2016).

### L'absence d'innovation

Le plus souvent, les systèmes caractérisés par de faibles compétences entrepreneuriales, managériales et techniques ont également des capacités d'innovation réduites.

D'après la FAO (2014b), l'innovation des systèmes agroalimentaires est le processus par lequel des individus ou des organisations ont recours à de nouveaux produits, processus ou formes d'organisation pour améliorer l'efficacité, l'efficience, la compétitivité, la résilience ou la durabilité sociale et environnementale des systèmes de production agricole, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, au développement économique et social et à la gestion durable des ressources naturelles. Les entreprises agroalimentaires, les petits exploitants agricoles et les agriculteurs, notamment dans les pays en développement, sont peu enclins à adopter des innovations technologiques et organisationnelles (Drucker, 2014).

Le manque de compétences entrepreneuriales, managériales et techniques – très fréquent dans les PME agricoles et agroalimentaires des économies émergentes et en développement, comme nous l'avons illustré plus haut – limite souvent l'adoption et la mise en œuvre d'innovations, réduisant la compétitivité et empêche la réaction rapide des entreprises aux changements anthropologiques, environnementaux et du marché. Ces lacunes peuvent être également un facteur de migration. Ceci vaut en particulier pour les zones rurales où les agriculteurs et les petits exploitants agricoles ont davantage de mal à faire face à des conditions

contextuelles de plus en plus défavorables (telles que la complexité du marché, le changement climatique, des ressources naturelles et financières limitées, etc.) en raison de leurs attitudes entrepreneuriales inadéquates et de leurs faibles capacités de gestion et d'innovation.

L'innovation est généralement considérée d'un point de vue technologique. L'innovation technologique consiste dans la mise en œuvre d'un nouveau produit ou processus comportant le recours à de nouvelles techniques et à de nouveaux équipements pour produire des biens ou des services. L'innovation organisationnelle est, en réalité, tout aussi importante que l'innovation technologique pour le succès d'une entreprise. L'innovation non technologique dans l'industrie agroalimentaire consiste en l'introduction de pratiques organisationnelles nouvelles ou considérablement améliorées et en l'adoption de celles que d'autres entreprises ou organisations ont développées (Caiazza et coll., 2014). Les innovations organisationnelles au niveau des pratiques des entreprises concernent l'introduction de nouvelles procédures, de nouvelles habitudes de travail et la répartition des tâches. Dans les relations extérieures, les nouvelles méthodes organisationnelles entraînent en outre des changements dans la mise en réseau avec des participants externes publics ou privés (Baregheh et coll., 2012). Pour fournir des réponses adéquates au marché et créer de nouveaux besoins internes, il est souvent vital pour les entreprises d'introduire des changements dans la gestion, la structure organisationnelle, le reporting interne et externe, les systèmes opérationnels et de gestion, et les techniques comptables (Riccaboni, Giovannoni, 2005).

*L'innovation organisationnelle et technologique dans le secteur agroalimentaire doit être soutenable pour l'environnement et socialement inclusive.* Une perspective durable est importante non seulement pour des raisons éthiques et dans l'intérêt de l'humanité et des générations futures, mais aussi pour des raisons commerciales, à savoir :

- les systèmes alimentaires ont un fort impact sur l'environnement ; ne pas en tenir compte équivaut à mettre en danger l'activité des entreprises et des exploitations agricoles (Ericksen et coll., 2009) ;

- les consommateurs sont plus attentifs aux questions de développement durable, ce qui introduit de nouvelles opportunités de marché (Vermeir, Verbeke, 2008) ;
- une approche de durabilité permet de générer des économies dans l'utilisation de ressources coûteuses comme l'eau et l'énergie (Willard, 2012).

Introduire des innovations durables dans le secteur agroalimentaire n'est chose aisée ni dans les pays développés, ni dans les pays en développement. Au-delà d'une prise de conscience accrue des avantages mentionnés ci-dessus, il est nécessaire non seulement d'identifier des solutions technologiques, sociales et organisationnelles concrètes, mais également de :

- réorienter les mentalités et les comportements vers une perspective de développement durable, attentive aux principes sociaux, à l'impact des activités sur les ressources naturelles et au lien eau-alimentation-énergie (FAO, 2014a) ;
- renforcer les partenariats et les institutions qui s'occupent d'innovation et de financement de l'innovation, en impliquant toutes les parties prenantes, notamment du secteur privé (Larsen et coll., 2009).

La mesure dans laquelle les institutions contribuent à des systèmes et des chaînes de valeur agroalimentaires durables varie selon les pays et le type d'institution. En tout état de cause, l'utilisation de technologies émergentes et de savoirs autochtones exige des ajustements dans les institutions et les infrastructures existantes afin d'adapter les innovations aux conditions et aux valeurs locales. Il est fondamental de mettre à profit la relation entre un produit alimentaire et son lieu d'origine, avec ses valeurs, ses principes et ses traditions (Belletti et coll., 2017).

De nouvelles approches doivent, en tout cas, être adoptées pour promouvoir des interactions plus étroites entre l'État, les entreprises, les agriculteurs, les universités et la société civile (Lachman, 2013). *Pour que*

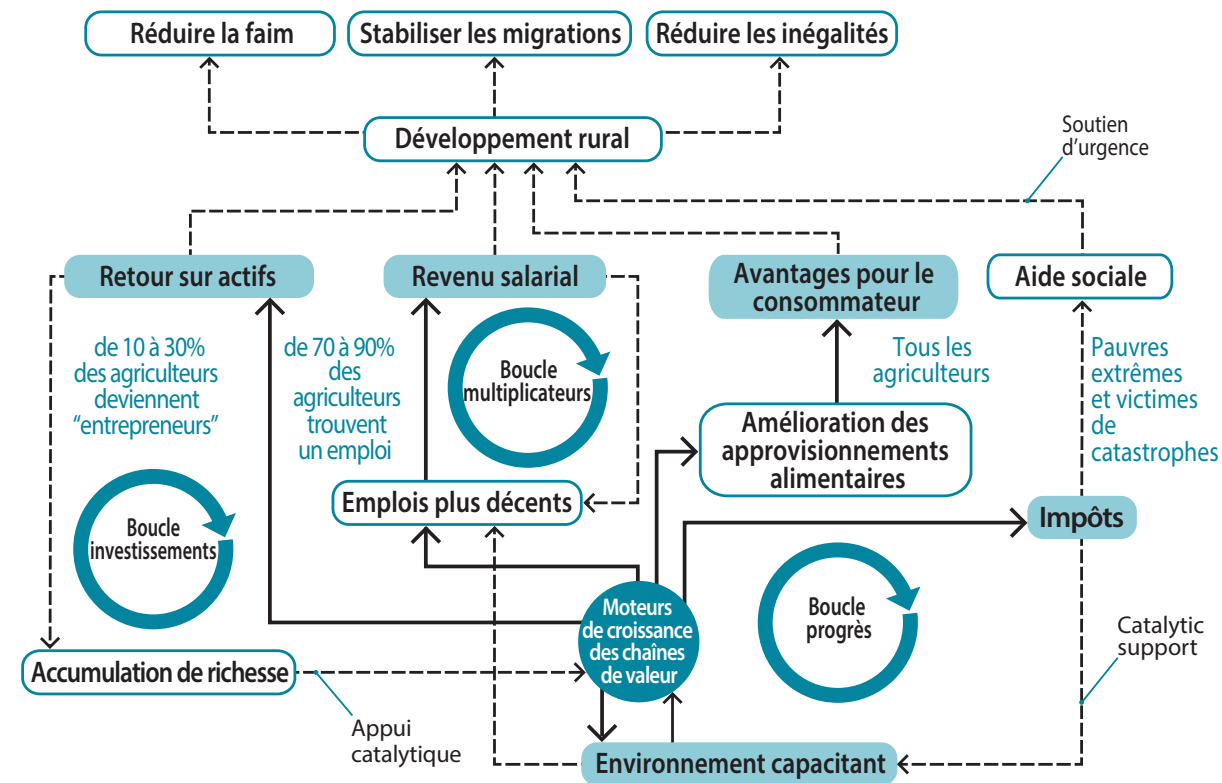
*les systèmes agroalimentaires durables soient des structures à forte intensité de connaissances, il est nécessaire de modifier les établissements d'enseignement existant, notamment les universités et les instituts de recherche. Des fonctions fondamentales, telles que la recherche, l'enseignement, les services de vulgarisation agricole et de consultation, doivent être intégrées plus étroitement.* Les défis sociaux et environnementaux ne connaissant pas de frontières nationales, les initiatives de recherche et d'innovation devraient être adoptées dans une perspective de planification conjointe. Les institutions devraient développer le commerce agricole et contribuer à intégrer les économies dans les marchés mondiaux. Elles sont également fondamentales pour le développement humain, y compris la fourniture de services d'instruction et de santé. Les institutions peuvent en outre contribuer à fournir des services liés à l'agriculture afin d'accroître les capacités de production des agriculteurs et d'assurer des fonds de roulement ainsi que la disponibilité de crédits à long terme (Rundgren, 2016).

### Remarques finales

Nous venons tout juste de souligner que pour améliorer l'efficacité des systèmes alimentaires et du développement rural, il est essentiel de passer à des chaînes de valeur alimentaires plus durables. Produire et transférer de la valeur tout au long des systèmes alimentaires de manière plus durable signifie que chaque partenaire des chaînes de valeur alimentaires doit activer des synergies pour que les interactions compétitives vendeur/acheteur se transforment selon une modalité collaborative commune (Simatupang, Sridharan, 2002). Les producteurs, les transformateurs et les distributeurs devraient partager objectifs, capacités managériales, ressources en termes de connaissances, technologies, données, employés, stratégies et bénéfices.

La collaboration entre partenaires est indispensable pour introduire un mécanisme économique ou juridique innovant de répartition équitable des bénéfices entre les partenaires de la chaîne de valeur alimentaire. Il s'agit d'un facteur crucial pour favoriser le développement rural (FAO, 2014c). *En l'absence d'une répar-*

**Fig. 3 - LE PARADIGME DE DÉVELOPPEMENT D'UNE CHAÎNE DE VALEUR ALIMENTAIRE DURABLE**



Source : Réadapté par les auteurs à partir des données de la FAO (2014c, p. 15)

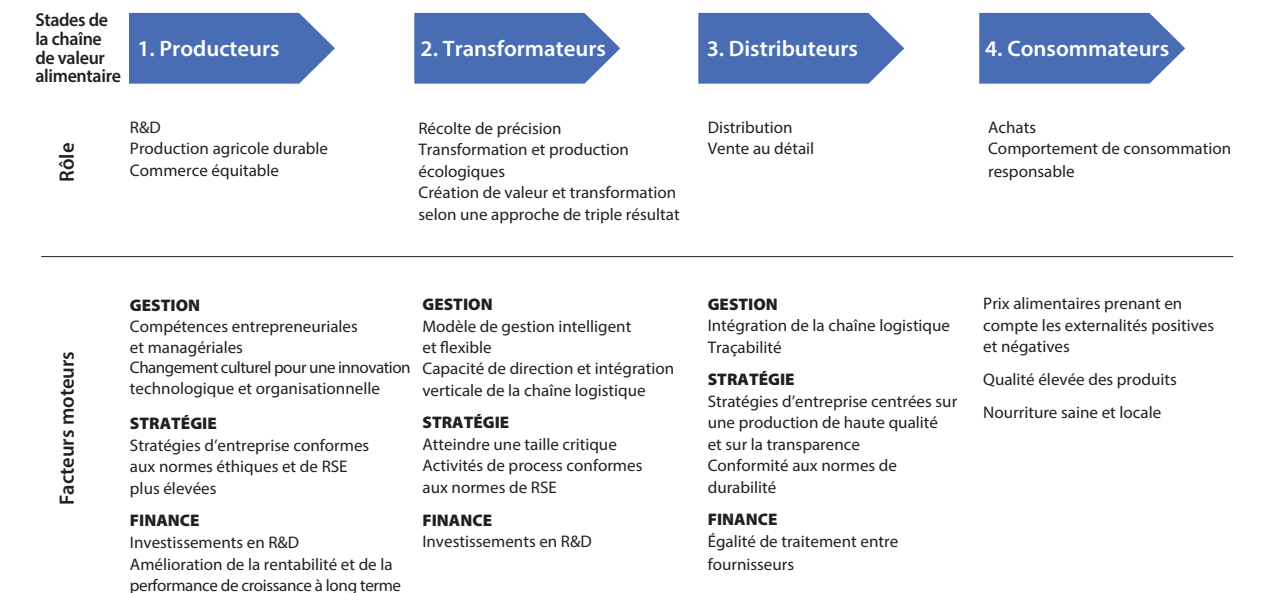
*tion équitable des bénéfices, les partenaires les plus faibles, en général les partenaires ruraux, ne peuvent assurer leur survie.* Pour que l'acteur principal de la chaîne de valeur alimentaire accepte cette répartition équitable, les objectifs, les initiatives et les opérations doivent être partagés et décidés ensemble. Il s'agit de définir une nouvelle manière de faire des affaires, susceptible de produire une plus grande valeur ajoutée ; chacun aurait ainsi un juste retour de ses investissements et de ses efforts.

Les besoins des consommateurs seraient ainsi mieux satisfaits du point de vue de la qualité des produits et des services. Cette avancée importante peut donner lieu, à son tour, à des formes de coordination encore plus solides tout au long des chaînes de valeur alimentaires grâce à des innovations et des stratégies organisationnelles et technologiques favorisant une

meilleure utilisation des matières premières et des ressources naturelles.

*La diffusion de chaînes de valeur alimentaires plus durables peut contribuer à faire face au problème de l'insécurité alimentaire par l'intégration d'activités coopératives publiques-privées mises en œuvre par différentes parties prenantes (gouvernements, entreprises, institutions financières et éducatives, unités scientifiques de R&D et Innovation, ONG, associations de consommateurs, agriculteurs, etc.) ; le but est de co-crée et diffuser la valeur ajoutée au moyen d'innovations sociales, organisationnelles et technologiques (Chesbrough et coll., 2006) permettant d'intégrer des externalités socio-environnementales dans la valeur alimentaire et de favoriser le développement durable à l'échelle locale et mondiale. Tout ceci peut garantir*

**Fig. 4 - RELECTURE DU SCHÉMA TRADITIONNEL DE LA CHAÎNE DE VALEUR ALIMENTAIRE DANS UNE PERSPECTIVE DURABLE**



Source : Réadapté par les auteurs à partir des données de Deloitte (2013, p. 3)

de nouvelles opportunités d'emploi intéressantes, des bénéfices et des salaires équitables pour les partenaires commerciaux, des contrats de fourniture fiables pour les PME et les agriculteurs, ainsi qu'une alimentation saine à des prix abordables (Touboulic, 2015 ; FAO, 2014c).

La FAO (2014c) a affirmé que les chaînes de valeur alimentaires durables peuvent favoriser des circuits de croissance en termes d'investissements, d'effets économiques et de progrès (cf. figure 3).

Selon cette approche, la mise en œuvre de ces trois circuits a des impacts positifs sur les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. *En résumé, les chaînes de valeur alimentaires durables sont un facteur d'amélioration des conditions de travail, ainsi que des performances financière, environnementale, sociale et agricole ; elles sont respectueuses de l'environnement et augmentent les bénéfices pour les consommateurs ainsi que les recettes fiscales.* Ce processus est également susceptible de favoriser le développement rural dans le monde entier, réduisant ainsi la faim et les inégalités et stabilisant,

de ce fait, les flux migratoires (FAO, 2014c). En tant que perspective du développement durable, l'archétype traditionnel des chaînes de valeur alimentaires illustré ci-dessus peut être représenté **comme l'indique la figure 4.**

Des chaînes de valeur alimentaires plus durables exigent que tous les acteurs économiques adoptent une approche ascendante en fonction de laquelle les besoins des entrepreneurs, des managers et des agriculteurs sont basés sur une plus grande conscience sociale et environnementale et une proactivité accrue en matière de coopération et d'innovation (Porter, Kramer, 2011).

Des modèles économiques durables doivent être définis, tant au niveau des organisations individuelles qu'à celui de l'ensemble de la chaîne (Varsei et coll., 2014), ainsi que des instruments et des stratégies financières et managériales communes aptes à soutenir les activités de Recherche et Innovation tout au long des chaînes de valeur alimentaires.

Les investissements publics-privés doivent être destinés aux activités coopératives de R&I afin de mettre en



œuvre les compétences managériales et entrepreneuriales, améliorées par les processus de renforcement des capacités et les activités de partage des connaissances entre producteurs, transformateurs et distributeurs. Les entreprises impliquées dans les chaînes de valeur alimentaires durables doivent adopter des modèles économiques innovants susceptibles de favoriser la proactivité, l'orientation stratégique, la collaboration, les mécanismes de contrôle de gestion, les systèmes intégrés de mesure de la performance et la gestion des risques (Beske et coll., 2014).

*La participation d'acteurs économiques publics et privés doit jouer un rôle fondamental dans la solution des problèmes complexes et transversaux qui affectent les systèmes agroalimentaires régionaux et mondiaux actuels, à commencer par les plus faibles, comme les systèmes africains et leurs chaînes de valeur alimentaires. Cet effort peut favoriser une croissance économique durable*

*extensive, la préservation de la biodiversité, une amélioration générale de la santé grâce à une alimentation abordable et à une meilleure qualité des régimes alimentaires, et enfin une normalisation des dynamiques migratoires.*

Pallier les faiblesses des chaînes de valeur alimentaires et promouvoir des systèmes alimentaires durables peut contribuer à la gestion des flux migratoires, conformément – entre autres – aux **ODD 2 et 12.3 de l'Agenda 2030** (NU, 2015), par la mise en place de partenariats collaboratifs entre divers acteurs (décideurs politiques, chercheurs, législateurs, investisseurs, agriculteurs, détaillants, éducateurs et consommateurs). En bref, des chaînes de valeurs alimentaires plus durables, intégrées, rentables et entrepreneuriales peuvent jouer un rôle clé dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la salubrité des aliments tout en favorisant le développement rural et la stabilisation des flux migratoires.

# LES DÉFIS DE L'INTÉGRATION ALIMENTAIRE EN EUROPE

*par Luca Di Bartolomei*

*La consommation croissante d'aliments ethniques dans les principaux pays de l'UE permet d'entrevoir quels seront les changements déterminés par les tendances migratoires analysées dans les sections précédentes. La nourriture, un puissant signifiant culturel, est fondamentale pour l'identité des communautés. L'Europe est confrontée à une transition nutritionnelle dont les retombées économiques, culturelles et sociales exigent un investissement global dans l'instruction, en faveur, entre autre, des deuxièmes générations de migrants.*

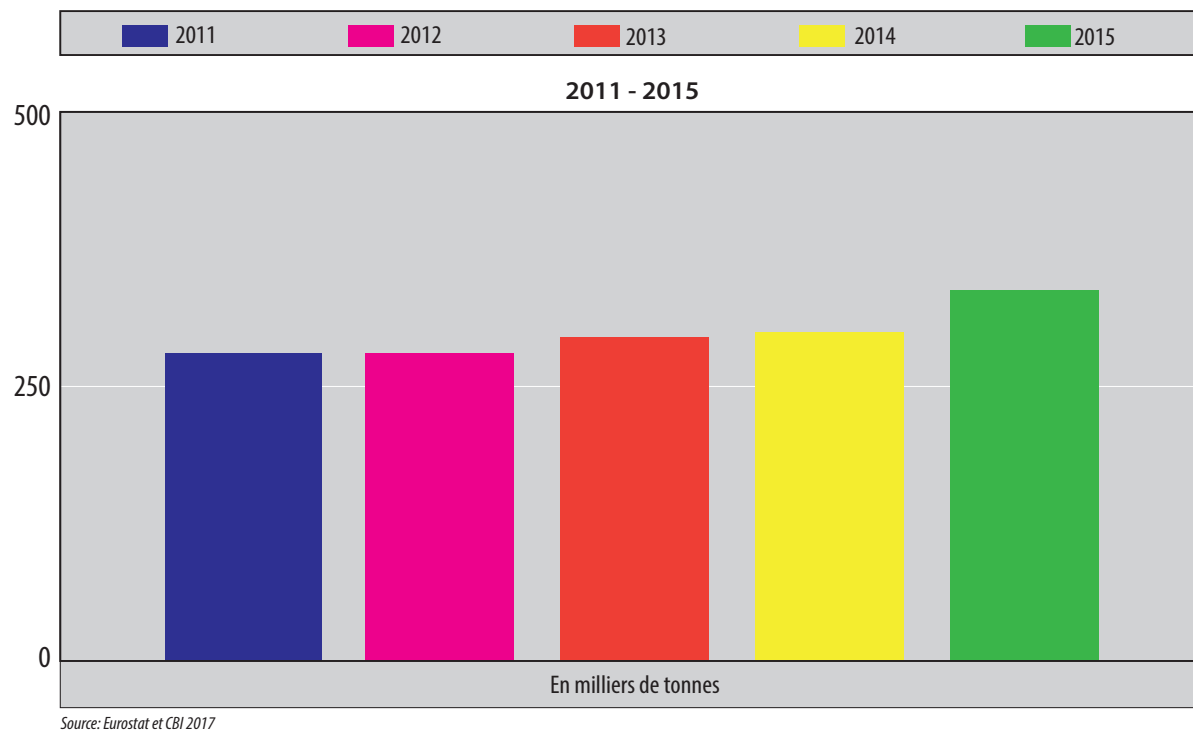
## Les tendances en matière d'alimentation ethnique dans les principaux pays de l'UE

En comparant les chiffres de la population à ceux des bassins d'approvisionnement en denrées alimentaires, on voit que la distribution alimentaire des neuf principaux marchés de l'Europe occidentale (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Portugal) s'élevait à 427 milliards d'euros en 2016, avec une augmentation de 4,3 milliards d'euros pour les produits de consommation, soit 0,9% de plus qu'en 2015.

Dans les pays qui nous intéressent, le volume total du marché actuel est d'environ 321 milliards d'euros : Allemagne 121, France 100, Italie 57 et Espagne 43 milliards d'euros<sup>1</sup>. Dans ces marchés, la part « ethnique »<sup>2</sup> de l'alimentation des ménages se chiffre à 3 milliards d'euros environ.

Faire correspondre la réalité migratoire aux aspirations et aux besoins structurels en harmonisant et en améliorant le contexte culturel et social est un enjeu essentiel pour l'avenir des sociétés et des institutions européennes. Il est donc fondamental d'évaluer les habitudes alimentaires des communautés de migrants et la manière dont les flux migratoires

## IMPORTATIONS D'ÉPICES ET D'HERBES AROMATIQUES DE L'UE EN PROVENANCE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



enrichissent nos marchés (et, en particulier, quels types de marchés) de nouveaux produits alimentaires.

Il est en outre intéressant de comprendre comment ce processus influe sur les systèmes de santé. La première question est de savoir si la demande de produits alimentaires ethniques (ingrédients et aliments) est en hausse en Europe. On peut répondre d'avance par l'affirmative.

Dans cette optique, la « question migration-alimentation » est liée à divers facteurs :

- (A) l'âge, le niveau culturel et social, le sexe, la religion, etc. de la population immigrée ;
- (B) l'activité des grandes chaînes de distribution par rapport à des produits particuliers qui pouvant être reliés à la culture alimentaire d'un pays déterminé et le coût des matières premières importées ;
- (C) les lois et les règlements migratoires actuels.

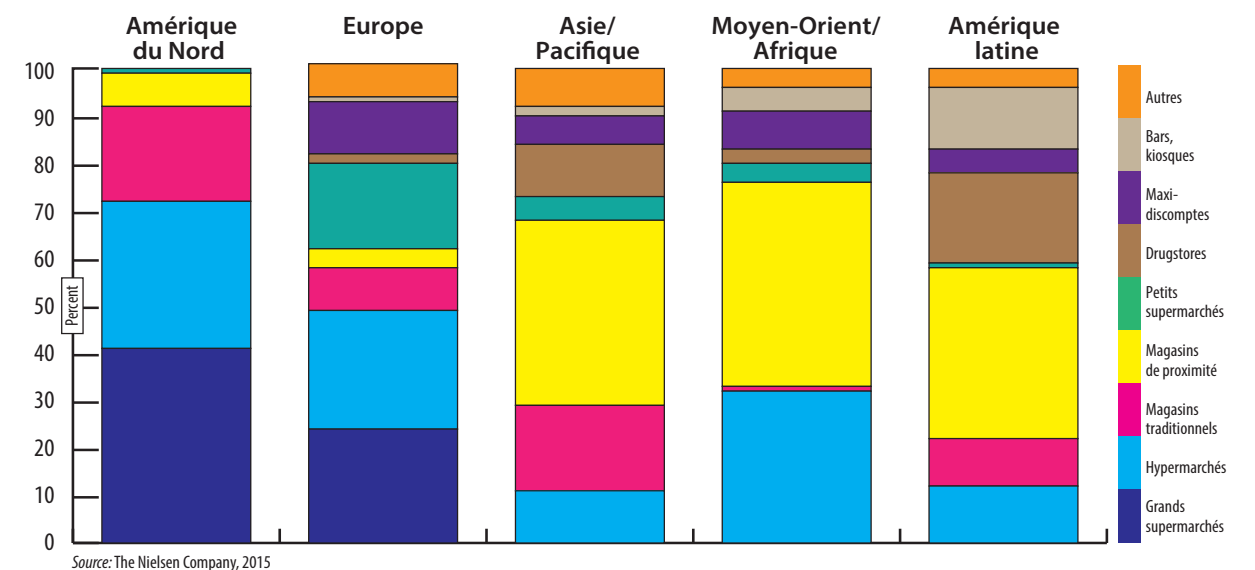
*A l'échelle mondiale, le marché s'est considérablement développé : il est passé de 26,1 milliards d'euros en 2014 à 31,52 milliards d'euros*

*à la fin de 2017, d'après une étude de marché d'IBISWorld<sup>3</sup>.*

Pour avoir une dimension comparative, prenons le cas des Etats-Unis où le marché des aliments ethniques pour la consommation familiale a atteint un chiffre d'affaires de 10,5 milliards d'euros. La recherche constante de nouvelles saveurs par les chefs cuisiniers, les producteurs alimentaires et les consommateurs autochtones est une incitation et un soutien au développement d'un marché transfrontalier ; cette recherche garantira, par exemple, une croissance progressive du marché des épices et des herbes aromatiques jusqu'à 8,74 milliards d'euros en 2020, soit un taux de croissance de 5% par an.

*La figure ci-dessus indique les importations d'épices et d'herbes aromatiques de l'UE en provenance des pays en développement* (CBI, 2017). Mais quelles sont les différences entre les marchés nationaux et quelle est la composition de la demande dans les communautés ethniques ? Les diverses communautés – qui varient considérablement d'un pays à l'autre – sont confrontées à des problèmes différents. En Europe occidentale, par exemple, on constate

## DISTRIBUTION ALIMENTAIRE



des différences majeures qui se reflètent sur le marché alimentaire : a. Royaume-Uni (communautés indienne, pakistanaise et bengalie / 87% fourni par le marché de détail de masse) ; b. Pays-Bas (communautés indonésienne, turque et marocaine / 53% fourni par le marché de détail de masse) ; c. Allemagne (communauté turque / 47% fourni par le marché de détail de masse) ; d. France (communautés marocaine, algérienne, d'autres pays de l'Afrique du Nord et des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest / 69% fourni par le marché de détail de masse)<sup>4</sup>.

Le goût des aliments ethniques varie d'une région, d'un pays et même d'un acheteur à l'autre. La nourriture indienne au Royaume-Uni a un goût différent de celle que l'on trouve en Allemagne et elle utilise des ingrédients et des mélanges différents. *Pour les immigrés, trouver les ingrédients pour préparer les plats traditionnels est encore aujourd'hui un obstacle majeur.* L'urbanisation progressive de la planète et la grande distribution qui en est la conséquence ont fait baisser le prix des produits ethniques, ce qui a facilité la vie à des millions de migrants. Elles favorisent parallèlement une adaptation des produits au goût des Européens.

*Comme l'illustre la figure ci-dessus, la composition de la distribution alimentaire dans le monde est hétérogène.* Les hypermarchés, les grands supermarchés et les magasins d'alimentation, qui représentent 93% des

achats des Nord-Américains, ont une part moins importante en Europe (55%), en Amérique Latine (46%), au Moyen-Orient et en Afrique (38%) ainsi qu'en Asie (36%) ; en outre, en Europe et en Amérique Latine, les petits supermarchés représentent près de 20% des ventes. Il est difficile de prévoir si ces petits supermarchés, ainsi que les formes de commerce traditionnelles, conserveront leur part de marché. L'alimentation ethnique est souvent un secteur spécialisé ; les chaînes les plus importantes ne jugent pas utile d'entrer en concurrence avec des entreprises plus petites ayant une meilleure compréhension culturelle (FAO, 2017b). *Des modèles de distribution diversifiés et probablement spécialisés peuvent toutefois trouver leur place, vu l'émergence de : (a) cyberdistributeurs qui se concentrent sur le dernier kilomètre du système de distribution ; (b) une demande croissante d'aliments ethniques, éthiques et écologiques.*

## L'interaction entre alimentation, santé et culture

*Selon l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, la relation à la nourriture des êtres humains est semblable à leur relation au langage. Ces deux relations ont lieu naturellement et culturellement en même temps.* Chaque groupe ethnique définit son identité<sup>5</sup> en fonction des aliments qui constituent sa prin-



cipale base alimentaire (par exemple, les produits dérivés du blé dans les cultures méditerranéennes), mais aussi en fonction d'aliments particuliers qui doivent accompagner les fêtes et célébrations ou faisant l'objet de prescriptions religieuses. *Dans l'histoire méditerranéenne, la consommation d'huile et de saindoux a été le fruit de l'interaction entre une production spécialisée et des prescriptions alimentaires religieuses (González Turmo, 2012).*

*La nourriture est donc un puissant signifiant culturel. Par son intermédiaire, nous pouvons manifester l'inclusivité, l'appartenance, l'attachement, autrement dit le fait d'être l'expression symbolique d'un lien social. Elle peut, à l'inverse, représenter l'exclusivité, générer des stéréotypes et des sentiments de dégoût établissant des frontières.*

De nos jours, les minorités ethniques constituent une part importante et croissante de la population des pays européens. Les immigrés des pays à faible revenu représentent un pourcentage croissant de la population en Europe qui, compte tenu des scénarios futurs et des tendances démographiques, ne pourra qu'augmenter encore à l'avenir. Entre mutations sociales et changements d'habitudes alimentaires, nous assistons à une sorte de transition nutritionnelle : d'une part, l'adoption de la culture alimentaire locale par les migrants ; d'autre part, l'incorporation des habitudes alimentaires des migrants par l'ensemble de la population, ce qui génère de nouveaux modèles alimentaires (à propos du régime méditerranéen, voir BCFN 2016b).

Il est intéressant d'étudier, dans ce contexte, l'état de santé<sup>6</sup> de nombreuses minorités ethniques par rapport à la population autochtone et à des groupes de minorités ethniques différents (cf. Ottesen, Wandal, 2012 ; Vandenheede H. et coll., 2012, à propos du diabète). Nous mentionnerons, à titre d'exemple, une étude basée sur les résultats d'une enquête nationale française (Wenner et coll., 1995) qui compare les habitudes alimentaires de trois groupes de migrants du Maghreb en Italie, en Espagne et au Portugal à celles des nationaux français. L'étude a relevé que les migrants consommaient moins de viande et de produits laitiers, mais plus de féculents et de légumes secs. Les auteurs en ont conclu une perception plus faible des messages de prévention par les immigrés. Des études plus

récentes soulignent les différences de consommation alimentaire entre les communautés de migrants en Europe et leurs compatriotes dans les pays d'origine. Une étude sur les Ghanéens, par exemple, a relevé des différences significatives entre les préférences alimentaires dans le Ghana rural (féculents), dans le Ghana urbain (produits d'origine animale) et en Europe (un régime très diversifié) (Galbete C. et coll., 2017).

De manière plus générale, les études sur la transition alimentaire ont mis en évidence un processus de changement chez les groupes d'immigrés. Cela commence en général par le pain au lieu du riz, la viande et ensuite les méthodes de cuisson. A un stade ultérieur de la transition, il y a le passage du lait entier au lait écrémé et l'augmentation de la consommation de café. Le processus se termine par l'adoption du pain de boulangerie, des céréales de petit-déjeuner, de salades et de fruits. En outre, la restauration rapide et les plats préparés entrent petit à petit dans les habitudes, en commençant par le petit-déjeuner et les repas hors foyer, le repas principal étant le dernier à changer. Bien que la distinction entre modèles alimentaires traditionnels et occidentaux ne soit pas toujours claire, la tendance alimentaire principale des immigrés est une forte augmentation de la consommation de graisses et d'hydrates de carbone raffinés entraînant un apport de fibres insuffisant. On pourrait dire, en quelque sorte, que les migrants acquièrent en tout premier lieu nos « vices alimentaires ». Les chiffres indiquent également une augmentation de la consommation de viande et de produits laitiers. Tous ces changements alimentaires peuvent contribuer à accroître le risque d'obésité, associé à une forte tendance au diabète de type 2 (DT2) et aux maladies cardiovasculaires (MCV). Une étude sur la prévalence du diabète sucré et des maladies cardiovasculaires chez les groupes ethniques turc et marocain aux Pays-Bas a relevé une prévalence supérieure du diabète de type 2 chez les groupes turc (12,3%) et marocain (12,4%) par rapport à la population néerlandaise autochtone (3,0%) (Dijkshoorn et coll., 2003).

### Conclusion : un programme de recherche sur l'alimentation et l'intégration

Dans les pays d'origine des migrations, à une insécurité alimentaire élevée correspondent des flux migratoires

plus importants : d'après le Programme alimentaire mondial (2017), une augmentation d'un point de pourcentage de l'indice d'insécurité alimentaire entraîne la migration de 1,9% de la population et chaque année de guerre la fuite de 0,4% supplémentaire.

En outre, les tendances démographiques et les flux de migrants ont déjà déterminé un changement dans les pays européens (Collier, 2013). Il s'agit d'une mutation socio-culturelle significative. Par exemple, dans les trente dernières années, le nombre d'étrangers en Italie a plus que doublé. Aujourd'hui, alors qu'ils représentent un pourcentage de près de 10%, ils ont transformé définitivement l'Italie de pays d'émigration à pays d'immigration économique et ils sont sans aucun doute, comme dans d'autres pays, un facteur de consommation de biens et de produits.

Les changements démographiques et géopolitiques dans ce domaine ont donné lieu à une série de défis sur le plan des identités culturelles, de l'intégration et de la reconnaissance des droits. Les tendances futures indiquent que les sociétés européennes pourraient être confrontées à des défis encore plus grands.

Les politiques européennes et internationales doivent considérer que, dans un contexte migratoire, les choix alimentaires ont de nombreuses significations. Ils peuvent indiquer la volonté de garder vivant le souvenir d'expériences vécues dans les lieux d'origine ou, au contraire, le désir de prendre des distances par rapport à ce qui est perçu comme un fragment du passé qu'on doit laisser derrière soi. La sécurité alimentaire ne devrait pas seulement être considérée comme l'un des principaux facteurs déclencheurs d'une migration continue ; elle devrait aussi être analysée du point de vue des routes migratoires et des pays de destination, sur la base de l'expérience des migrants (cf. PAM, 2017).

Pour les personnes qui migrent, les changements d'habitudes alimentaires peuvent également déterminer des changements de leur état de santé. Un nombre croissant d'études sur la mortalité des immigrés ont montré que lorsque ceux-ci s'alimentent à l'occidentale, ils atteignent des taux de maladies cardiaques plus élevés et souffrent d'hypertension artérielle et de diabète. Très souvent, les immigrés représentent la part la plus pauvre de nos so-

ciétés. D'après des études menées aux Etats-Unis (Singh, Miller, 2004), qui ont une tradition migratoire de plus longue date, ce « *piège de la pauvreté* » a des répercussions sur la deuxième génération. En effet, les enfants de migrants nés dans les pays de destination peuvent avoir un niveau de vie plus élevé, mais une espérance de vie inférieure à celle de leurs parents.

Ceci peut paraître paradoxal par rapport à l'idée qu'en se déplaçant d'un pays en développement vers un pays développé, on aura une vie meilleure à tous points de vue. C'est pourquoi *l'éducation alimentaire* – qui est importante pour tous les citoyens, mais surtout pour les immigrés de deuxième génération – joue également un rôle fondamental dans la prévention de l'obésité et de nombreuses maladies chroniques dégénératives. Pour être efficace, cette approche éducative globale doit être appliquée dès la petite enfance afin de prévenir de mauvaises habitudes alimentaires et de jeter les bases d'un bien-être futur.

*Il y a environ deux mille ans, le philosophe romain Sénèque, exilé en Corse, écrivait à sa mère Helvia : « ...enfin tous se sont expatriés pour différents motifs. Il est donc bien évident qu'aucun être n'est resté dans le lieu où il avait vu la lumière. Sans cesse le genre humain se disperse ; chaque jour voit des changements sur ce globe immense. »<sup>7</sup>*

Étant donné les défis géopolitiques et démographiques auxquels nous sommes confrontés, un approfondissement ultérieur sur l'alimentation et la migration dans la Méditerranée élargie est d'un intérêt crucial pour tous les pays concernés. Il se fondera sur une prise en compte adéquate du rôle de l'alimentation dans la culture et, par conséquent, dans toutes les politiques d'intégration. C'est pourquoi, outre un certain nombre de recommandations qui résument notre approche, nous avons réuni une série de bonnes pratiques sur l'alimentation et l'intégration relatives aux pays d'origine, de transit et de destination des migrants.

Le romancier Mohsin Hamid écrit dans « Exit West » (2017) : « Nous tous [...] sommes des migrants dans l'espace-temps ». La vérité est que nous le sommes aussi à travers l'alimentation.



## NOTES

<sup>1</sup> Élaboration par MacroGeo des données du Nielsen Strategic Planner 2016.

<sup>2</sup> « Au sens strict, les aliments ethniques sont définis comme des aliments issus du patrimoine et de la culture d'un groupe ethnique qui utilise sa connaissance d'ingrédients locaux d'origine végétale et/ou animale. A ce titre, la nourriture hindoue de l'Inde, maorie de la Nouvelle-Zélande et masaï du Kenya sont toutes des nourritures ethniques. L'expression nourriture ethnique est toutefois ambiguë. Dans un sens plus large, la nourriture ethnique peut être définie comme la cuisine d'un pays ou d'un groupe ethnique culturellement et socialement acceptée par les consommateurs qui ne font pas partie du groupe ethnique en question. Par exemple, les nourritures grecque, indienne, italienne, thaïlandaise et coréenne sont considérées comme des nourritures ethniques à l'extérieur des pays concernés. En outre, l'alimentation des personnes appartenant à des religions différentes est également considérée comme une nourriture ethnique. Par exemple, la cuisine traditionnelle bouddhiste, la cuisine chrétienne et la cuisine musulmane sont aussi comprises dans la catégorie de la nourriture ethnique. » (Kwon, 2015). Etant donné que l'emploi du mot « ethnique » change en fonction des variations du contexte de l'ethnicité (par exemple, si un sous-groupe devient un groupe majoritaire, ou devient partie intégrante de la tradition

culturelle majoritaire), ce qui peut être considéré comme « nourriture ethnique » est destiné à changer avec le temps.

<sup>3</sup> Consulter : <https://www.ibisworld.com/industry-trends/specialized-market-research-reports/consumer-goods-services/food-beverage-stores/ethnic-supermarkets.html>

<sup>4</sup> CBI, 2017 et élaboration par MacroGeo des données de marché de masse d'IBISWorld et de Nielsen.

<sup>5</sup> « ...Les métropoles occidentales d'aujourd'hui sont, en effet, pleines de magasins d'alimentation « ethnique » grâce auxquels, par vocation religieuse ou esprit communautaire, les membres d'une confession déterminée peuvent perpétuer leurs rites spécifiques qui, uni aux saveurs de leur nourriture traditionnelle, leur permettent d'entretenir leur sentiment d'appartenance à un univers social ayant son identité propre... » (BCFN, 2009a).

<sup>6</sup> A propos d'alimentation et de santé, cf. BCFN, 2009b.

<sup>7</sup> Nous remercions Massimo Livi Bacci pour cette citation, qu'il a analysée ultérieurement dans ses travaux, notamment dans un article de 2015. Voici le texte original de la citation : « Alios alia causa exciuit domibus suis : illud utique manifestum est, nihil eodem loco mansisse quo genitum est. Adsiduus generis humani discursus est ; cotidie aliquid in tam magno orbe mutatur. » (Ad Helviam Matrem De Consolatione, VII, 5).



## ÉTUDE DE CAS :

# AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET LES REVENUS DANS LES ZONES RURALES DU SÉNÉGAL POUR PRÉVENIR LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE EN DÉVELOPPANT DES PRATIQUES AGRICOLES DURABLES



En Europe et ailleurs, l'image que l'on a en général de l'Afrique est celle d'un continent en crise, dont la population cherche en masse à trouver un chemin vers l'Europe. L'exemple du Sénégal montre toutefois que la migration africaine est un phénomène bien plus complexe : les mouvements de population en provenance et en direction du Sénégal ont été en grande partie liés à d'autres États africains. Historiquement, le Sénégal était non pas un pays d'origine, mais un pays de desti-

nation des migrants. Un tournant s'est produit, toutefois, au moment de la crise économique qui a frappé le pays dans les années 70 et qui s'est intensifiée dans les années 90 : le Sénégal s'est de plus en plus transformé en un pays d'émigration et de nouvelles régions sont devenues la destination des migrants sénégalais. La migration internationale, initialement une réaction à la crise économique, est devenue progressivement un modèle standard de promotion sociale.



Le Sénégal occupe la 162<sup>ème</sup> position (sur 186) dans le classement de l'indice de développement humain du PNUD de 2016. Avec une population d'environ 14 millions d'habitants, dont 63% a moins de 25 ans, le pays a une incidence de la pauvreté très élevée. Dans les zones rurales notamment, où vit environ 70% de la population, la pauvreté est plus marquée (incidence d'environ 50%), ce qui entraîne des taux de chômage et de malnutrition élevés. Dans les régions de Saint-Louis et de Matam, dans le nord du pays, les départements de Podor, Ranérou, Matam et Kanel sont ceux où la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë globale (MAG) est la plus élevée, avec des valeurs bien supérieures au seuil critique de 15%. En outre, d'après le rapport ENSAN de 2013, dans les zones rurales, en raison – entre autre – du taux élevé de migration masculine, les femmes sont responsables d'environ 82% des activités agricoles.

C'est pourquoi l'UE, en collaboration avec l'Etat sénégalais et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) – un organisme de gestion dont le but est de lutter contre la pauvreté et de promouvoir un développement humain durable –, a lancé un projet en août 2016 afin d'améliorer la résilience et les conditions de vie des populations les plus vulnérables de ces districts.

Le projet, dont le budget – qui se chiffre à 10 millions d'euros – est financé majoritairement par le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (8 millions €), mais aussi par l'AECID et par l'Etat sénégalais (1 million € chacun), a une durée de trois ans et comprend **différents objectifs basés sur les déterminants multidimensionnels et interconnectés de la malnutrition**. Ce projet vise, en premier lieu, à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en assurant l'accès à une alimentation diversifiée, à l'eau potable, aux services d'assainissement et aux bonnes pratiques alimentaires. En deuxième lieu, il a pour but d'assurer l'accès aux services de base tels que la santé nutritionnelle et l'éducation fonctionnelle. Enfin, il a le but d'accroître la résilience de la population en améliorant les connaissances et les capacités des communautés locales en matière de gouvernance et d'organisation. Ce projet est développé en collaboration avec la *Cellule de Lutte contre la Malnutrition* (CLM) qui coordonne ses

activités avec l'Etat, afin de mettre en place des conventions, et avec un réseau d'ONG et d'associations locales afin de réaliser les différentes actions à l'échelle locale. Le résultat attendu est l'amélioration des conditions de vie des communautés locales et, dans la mesure du possible, la prévention de la migration irrégulière.

Un autre projet a démarré dernièrement dans la même région et dans la même direction : il s'agit du projet **Hadii Yahde** – Énergie pour rester, dans la langue pulaar locale. Promu par l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) du Ministère des Affaires étrangères, ce projet cible 2.106 personnes au total (dont 1.887 femmes) de cinq villages situés le long du fleuve Sénégal dans la région de Matam, le but étant de contribuer à réduire le taux élevé de migration irrégulière dans le pays. Les conditions de vie difficiles, la pauvreté, la malnutrition, le manque d'instruction et l'absence d'opportunités ont poussé un grand nombre de personnes à chercher une vie meilleure à l'étranger, faisant ainsi de cette région du Sénégal l'une de celles où le pourcentage d'émigration est le plus élevé.

L'initiative, mise en œuvre par Green Cross Italia, vise à renforcer, en neuf mois, la résilience de communautés vulnérables par l'introduction de systèmes agricoles durables (tels que la rotation des cultures). Un montant total de 560.000 \$, directement financé par Green Cross Italia, l'AICS et un réseau d'associations italiennes et sénégalaises, a été investi afin d'améliorer la qualité de la vie des petits agriculteurs en leur assurant l'accès aux ressources en eau et en augmentant la capacité de production durable des territoires par l'introduction d'innovations pour économiser l'eau et l'énergie et de petits systèmes photovoltaïques. Ces actions visent également à réduire les inégalités entre hommes et femmes et à augmenter le recours à la main-d'œuvre locale afin de prévenir l'émigration irrégulière des habitants. En particulier, on espère qu'en augmentant la production agricole, les agricultrices pourront embaucher des hommes pour le travail dans les champs de façon à ne pas être obligées d'émigrer et d'affronter les risques d'un voyage vers l'Europe. Il a été calculé qu'environ 15.000 habitants des villages concernés bénéficieront indirectement de ces actions, qui contribueront également à réduire l'impact du changement climatique dans la région.

### Le projet DiaMaSe

Les organisations étrangères ne sont pas les seules à agir en vue d'améliorer les conditions de vie au Sénégal. Les migrants sénégalais assurent, en effet, un soutien constant à leurs familles et à leurs proches restés au pays en leur envoyant des sommes d'argent importantes. Les envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine sont passés, globalement, de 296 milliards de dollars en 2007 à 445 milliards de dollars en 2016, et environ 40% de ces fonds convergent vers les zones rurales. Au Sénégal, ces donations représentent 13,9% du PIB total du pays. Le projet DiaMaSe, promu par Slow Food en collaboration avec Oxfam et soutenu par le Fonds international de développement agricole, a pour but de faciliter et d'organiser ces envois de fonds en mobilisant la diaspora en Italie afin de soutenir le développement rural au Sénégal et au Maroc.

### BIBLIOGRAPHIE :

- Rapport du développement humain – Programme des Nations Unies pour le développement 2016 <http://hdr.undp.org/en/2016-report>.
- ENSAN 2013 <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/senegal/document/enqu%C3%AAt-nationale-sur-las%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-et-la-nutrition-ensan-2013> - UN OCHA.
- Informations sur le Sénégal et l'immigration : site web de Focus Migration, dernier accès en novembre 2017 <http://focus-migration.hwwi.de/Senegal.2636.0.html?&L=1>.
- Informations sur le projet de l'UE tirées de la page Développement et Coopération internationale de l'UE et du document d'appel à l'action du projet [https://ec.europa.eu/europeaid/projects/resilience-most-vulnerable-people-food-and-nutrition-crises-departure-areas\\_en](https://ec.europa.eu/europeaid/projects/resilience-most-vulnerable-people-food-and-nutrition-crises-departure-areas_en).
- Informations sur le projet Hadii Yahde : juin 2017 <http://howafrica.com/italian-government-funds-agricultural-project-in-senegal-to-prevent-illegal-migration/>, May 2017 <https://www.voanews.com/a/initiative-senegal-aims-reduce-migration-supporting-women-farmers/3867743.html>, site web de Green Cross <http://www.gcint.org/new-green-cross-sustainable-agriculture-project-roll-senegal/>.

## ÉTUDE DE CAS :

# GESTION DES FLUX MIGRATOIRES DES TRAVAILLEURS AGRICLES TEMPORAIRES ENTRE L'ESPAGNE ET LE MAROC GRÂCE À UNE INITIATIVE BASÉE SUR LES DONNÉES





**Lieu :** Andalousie, **Espagne** du Sud, avec des migrants du **Maroc**

**Organisation :** *Fundación para Trabajadores Extranjeros en Huelva (FUTEH)*  
Fondation pour les travailleurs étrangers à Huelva

**Projet :** MARES II

En Espagne, la place des migrants dans le travail agricole saisonnier est de plus en plus importante. Le secteur agricole a des besoins en ressources humaines spécifiques, variables en fonction des cultures et des phases de culture, nécessitant une main-d'œuvre flexible pour faire face aux exigences de la production. Les travailleurs étrangers, réguliers et irréguliers, satisfont la demande d'emploi des entreprises agricoles espagnoles ; mais dans les dernières années, de nom-

breux problèmes ont surgi quant aux conditions de travail et de vie des ouvriers agricoles.

Le projet Mares II a mis en œuvre une approche innovante pour favoriser l'intégration des immigrés et la gestion de la diversité dans les entreprises agricoles de l'Espagne du Sud afin de promouvoir une meilleure coexistence et de meilleures relations de travail entre les travailleurs étrangers, les entreprises et la population

### Le modèle de migration circulaire

Les travailleurs temporaires sont embauchés pour les campagnes agricoles directement dans leurs pays d'origine, d'année en année et pour des périodes déterminées. Ces travailleurs reçoivent des permis et l'assurance de pouvoir rentrer dans leur pays d'origine. Les résultats visés sont de décourager la migration économique irrégulière et d'assurer aux salariés des conditions de travail conformes à la loi ainsi que la possibilité de revenir dans les mêmes exploitations agricoles, augmentant ainsi l'efficacité des ressources humaines.

environnante. Parmi les objectifs du projet, l'introduction d'un modèle de « migration circulaire » avec une amélioration du système de gestion des informations sur l'embauche – y compris un contrôle biométrique des travailleurs –, ainsi que la promotion d'un protocole de bonnes pratiques et de certification des entreprises socialement responsables vis-à-vis des travailleurs.

Cette approche comprend la mise en place d'un système informatisé utilisant les données biographiques afin de contrôler les travailleurs embauchés au Maroc pour effectuer des travaux agricoles dans les provinces de l'Andalousie, basé sur le contrôle numérique de leurs empreintes digitales. Le projet a plusieurs objectifs, parmi lesquels des procédures d'embauche flexibles et simplifiées dans le pays d'origine et l'enregistrement du profil numérique des travailleurs pour ce qui concerne leur statut juridique et leur expérience professionnelle en vue d'une sélection ciblée par l'employeur.

Santiago Lepe, président de la Fondation pour les travailleurs étrangers à Huelva (FUTEH), la principale agence d'exécution du projet, déclare que les cartes biométriques « permettront d'éviter les frais liés aux procédures bureaucratiques et administratives, ainsi que les fraudes qui se produisent habituellement avec le système de visa actuel. » En 2013, ce système innovant a enregistré 200 travailleuses qui venaient tous les ans pour la saison des fraises et il prévoyait d'en identifier 1.500 avant la fin de l'année sur les 5.300 travailleurs agricoles temporaires embauchés sur la base de ce modèle dans la province d'Huelva.

Un autre objectif du projet est de contrôler les conditions de travail des travailleurs au cours de leur séjour en Espagne ; un programme pilote a été conçu à cet effet, avec la collaboration de six entreprises agricoles d'Huelva qui se veulent socialement responsables, afin

d'évaluer la conformité du point de vue de la sécurité au travail, des conditions de santé et de l'hébergement fourni aux travailleurs.

Mares II a été conçu comme le prolongement du projet AENEAS-Cartaya, le modèle de « migration circulaire » ayant démarré dans cette province, et comme faisant partie des projets financés par l'UE dans le but de gérer les flux migratoires en provenance de pays tiers. Mares II, dont le budget s'élève à 1,5 millions d'euros et qui a une durée de deux ans, a été cofinancé dans le cadre du Programme de Coopération Transfrontalière Espagne-Frontières Extérieures (POCTEFEX), une initiative du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). De nombreuses parties prenantes ont été impliquées dans sa mise en œuvre, y compris deux fondations, des ministères de gouvernements régionaux et l'Agence nationale de l'emploi du Maroc, ce qui témoigne de l'importance d'une approche collaborative pour une gestion efficace du phénomène complexe des flux migratoires transnationaux.

Cette initiative est arrivée à point nommé ; en 2011, en effet, on avait dénoncé les terribles conditions de travail des migrants à Almería, une autre province de l'Andalousie caractérisée par une production agricole intensive. Almería héberge ce qu'on appelle « la mer de plastique », soit environ 40.000 hectares de serres – la plus grande concentration dans le monde visible de l'espace ; 2,7 millions de produits y ont été cultivés en 2012, l'équivalent de 1,2 milliards d'euros par an, pour satisfaire les besoins en produits frais de l'Europe tout au long de l'année. Les autorités d'Almería se sont déclarées intéressées à l'application du modèle de FUTEH, notamment le protocole des bonnes pratiques et la certification des entreprises qui assurent un traitement socialement responsable de la main-d'œuvre étrangère.



### Autres approches pour l'intégration des migrants

Depuis 2008, plusieurs écoles secondaires de la province de Barcelone dispensent des cours en vue d'intégrer les descendants des migrants et d'harmoniser les relations entre les élèves.

L'atelier « Cuisine et immigration » a pour but de diffuser les influences multiculturelles de la cuisine contemporaine en utilisant des ingrédients et des recettes de chaque continent et en fournissant des compétences et des parcours liés au marché du travail, tout en encourageant les élèves à achever leur scolarité obligatoire. Cette initiative de diversification des programmes scolaires prend la forme d'un partenariat public-privé : les élèves vont une fois par semaine dans une cuisine commerciale pour acquérir des habitudes, des attitudes et des valeurs pouvant favoriser leur adaptation et leur intégration dans les domaines social, éducatif et professionnel. La cuisine sert de plateforme pour enseigner d'autres matières et acquérir des compétences de base dans de multiples domaines tels que les mathématiques, les sciences naturelles et sociales, les TIC, la linguistique, l'éducation civique et l'éthique.

En Espagne, 21% des travailleurs employés dans l'agriculture en 2013 étaient de nationalité étrangère (13% en provenance de pays tiers et 8% d'autres pays de l'UE). Les ressortissants marocains occupent la deuxième place parmi les travailleurs agricoles étrangers les plus nombreux (26%), derrière les Roumains (29%). L'Andalousie est la région comprenant le plus grand nombre d'employés agricoles étrangers, soit 31% de la population totale des migrants en Espagne. Le pourcentage du travail agricole saisonnier dans cette région est de 83%, le plus élevé d'Espagne.

Le parlement européen a approuvé en 2014 la proposition de directive 2010/0210 afin d'établir des garanties juridiques pour les travailleurs temporaires en provenance de pays non communautaires ; cette directive contient des dispositions assurant un logement décent et les mêmes droits au travail que les citoyens

européens. La Commission européenne estime que 100.000 travailleurs saisonniers de pays tiers entrent chaque année dans l'UE pour travailler dans des secteurs tels que le tourisme et l'agriculture.

#### BIBLIOGRAPHIE :

- Données sur Almería : Szajkowska, A. 2012. Regulating Food Law : Risk Analysis and the Precautionary Principle - As General Principles of EU Food Law. European Institute for Food Law.
- Données sur la migration espagnole : Institut national de statistique, extrait du rapport [http://www.ccoo.cat/pdf\\_documents/Recerca AGREE complet vers%C3%B3\\_22\\_05\\_15.pdf](http://www.ccoo.cat/pdf_documents/Recerca%20AGREE%20completo%20B3_22_05_15.pdf)
- Données sur l'UE : actualités du Parlement européen <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20140203IPR34619/ameliorer-les-droits-et-les-conditions-de-travail-des-saisonniers-de-pays-tiers> <http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/summary.do?id=1336312&lang=fr&td=D> et procédure [http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2010/0210\(CO-D\)&lang=FR](http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?reference=2010/0210(CO-D)&lang=FR)

## ÉTUDE DE CAS :

# L'AGRICULTURE COLLECTIVE POUR INTÉGRER LES DEMANDEURS D'ASILE ET LEUR PERMETTRE D'INTERAGIR AVEC LA SOCIÉTÉ ET L'AGRICULTURE ORGANIQUE

Lieu : Rovereto, Italie du Nord, avec des demandeurs d'asile

Organisations : Comun'Orto et son réseau d'associations

Projet : COMUN'ORTO



Le court chemin qui mène au potager Gandhi nous fait déjà penser que nous nous dirigeons vers un lieu particulier. Bordé de sureaux, de mûriers et de buissons de baies rouges, il s'arrête soudain devant un parterre surélevé synergique construit au cours d'un des derniers ateliers de comun'Orto. Les tomates poussent à côté des haricots et des salades dans un paillis bien tassé. Enfin, en traversant une petite barrière, on entre dans le cœur du potager Gandhi, l'un des deux jardins potagers de

comun'Orto : partout des plants prêts à être transplantés, plusieurs ruches, une vaste collection de plantes médicinales, un hôtel à insectes, deux petites cabanes à outils et, bien sûr, divers parterres surélevés avec toute sorte de légumes – y compris d'anciennes variétés locales comme la salade Teresa et le concombre d'Aldeno –, sans oublier l'enceinte spacieuse où se réunir et se détendre à la fin d'une dure séance de jardinage et dans laquelle ont lieu de nombreux événements sociaux.

« J'aime l'appeler un jardin potager agroécologique et synergique », dit Carlo, le coordinateur de comun'Orto. Comun'Orto est un projet né en février 2016 à l'initiative de neuf associations différentes<sup>1</sup>, en collaboration avec l'administration municipale de Rovereto, et financé grâce à une subvention de *Intrecci Possibili*<sup>2</sup>. Sur deux terrains du quartier Brione de Rovereto (Gandhi et Driopozzo), soit une surface totale de cinq cents mètres carrés, il a été décidé d'expérimenter « une approche de l'agriculture urbaine et organique pour apprendre à cultiver les légumes de manière durable et collective », explique Carlo.

L'une des principales raisons pour lesquelles ce projet est né est d'offrir une alternative aux demandeurs d'asile, qui sont environ 350 à Rovereto. Comun'Orto – géré par Carlo avec une équipe de base d'environ quinze volontaires et un groupe supplémentaire d'environ trente autres volontaires de tous âges – reçoit les demandeurs d'asile et leur offre des stages comme forme de premier accueil. En particulier, cinq demandeurs d'asile à la fois sont engagés deux fois par semaine dans un stage d'une durée de deux mois, l'objectif étant de leur donner un aperçu général de la réalité de l'emploi en Italie pour qu'ils puissent connaître les principaux aspects des normes de travail européennes. Ce projet est l'une des premières responsabilités que les demandeurs d'asile reçoivent lorsqu'ils arrivent en Italie ; il représente également une occasion de socialiser et d'apprendre l'italien avec d'autres volontaires – des élèves qui visitent le potager – et de participer à de nombreux événements sociaux. Le groupe actuel comprend cinq jeunes hommes de 22 ans provenant de différents pays d'Afrique du Nord qui ont la possibilité d'apprendre les principes pratiques de la biodiversité des plantes et de l'agriculture organique en Italie, et de partager en même temps leurs histoires et leurs expériences avec les ressortissants locaux. De même que d'autres volontaires, ils profitent du fruit de leur dur travail en mangeant les produits savoureux qu'ils ont contribué à produire. S'agissant d'un potager collectif, les fruits et les légumes sont partagés en fonction des heures de travail de chaque participant et une partie est utilisée pour

les dîners sociaux organisés dans les jardins potagers. Au terme du stage et à la fin du parcours d'intégration, chaque demandeur d'asile reçoit un certificat.

« Comun'Orto n'est pas seulement un jardin potager. C'est aussi une question d'attitude », déclare Silvia, une des opératrices de l'hôtel Quercia, une entreprise impliquée dans le projet chargée d'héberger les demandeurs d'asile, en provenance principalement de l'Afrique de l'Ouest et du Pakistan. « Ce n'est pas un projet pour tous ; c'est pourquoi nous essayons de sélectionner des personnes qui ont acquis une certaine expérience des pratiques agricoles dans leurs pays d'origine. Comun'Orto peut être ainsi un moyen de les relier à leurs racines. »

Et c'est vrai : comun'Orto est bien plus qu'un potager ordinaire où chacun peut contribuer à cultiver de manière saine et durable des légumes de saison, qui sont ensuite partagés entre les membres du groupe. C'est un lieu d'agrégation pour la communauté où de nombreuses activités différentes sont organisées dans l'intérêt de tous : concerts, collaborations avec les élèves de l'école secondaire voisine de Gandhi, des ateliers sur comment transformer les aliments ou construire un hôtel à insectes. C'est un endroit unique qui permet de rêver d'un développement urbain plus durable et plus écologique, construit de manière collective, indépendamment de l'âge et de l'origine.

#### NOTES

<sup>1</sup> Quartiere Solidale, Italia-Nicaragua, Punto d'Approdo, Brave New Alps, Associazione Shishu, Comitato Associazioni per la Pace e i Diritti Umani, GaSud, Gas La Sporta, Associazione Murialdo


<sup>2</sup> Promu par La Fondazione Trentina per il Volontariato Sociale et par Non Profit Network-CSV Trentino

#### BIBLIOGRAPHIE :

- Données sur les demandeurs d'asile en Italie : rapport du Ministre de l'Intérieur [http://www.libertaciviliimmigrazione.dlci.interno.gov.it/sites/default/files/allegati/riepilogo\\_dati\\_2015\\_2016\\_0.pdf](http://www.libertaciviliimmigrazione.dlci.interno.gov.it/sites/default/files/allegati/riepilogo_dati_2015_2016_0.pdf)

## ÉTUDE DE CAS :

# LES CARTES ALIMENTAIRES ÉLECTRONIQUES OFFRENT CHOIX, COMMODITÉ ET SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE AUX FAMILLES SYRIENNES DANS LES CAMPS TURCS DE RÉFUGIÉS ET LEURS ENVIRONS

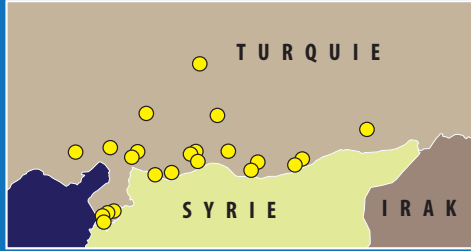


**Lieu :** Turquie, avec des réfugiés de Syrie

**Organisations :** Programme alimentaire mondial et Croissant rouge turc (Kizilay)

**Projet :** programme de cartes alimentaires électroniques pour les réfugiés

**Crise syrienne**  
Assistance alimentaire dans les camps en Turquie



En Turquie, plus de 150.000 réfugiés syriens résidant dans onze camps et environ 90.000 vivant à l'extérieur des camps ont accès à une carte alimentaire électronique pour acheter les aliments nutritifs de leur choix dans des magasins et des supermarchés déterminés. Le programme a été lancé en 2012 dans les camps gérés par l'Etat et, dès juin 2016, 250.000 réfugiés syriens recevaient une assistance alimentaire à l'intérieur et à l'extérieur des camps. Considérée comme une ma-

nière efficace et innovante de soutenir les familles de réfugiés, la carte alimentaire électronique vise à leur permettre d'acheter divers produits alimentaires nutritifs de leur choix.

Cette carte électronique est semblable à une carte de débit sur laquelle le montant total de l'aide destinée à la famille est crédité électroniquement deux fois par mois. Ce système, développé par le Programme ali-



mentaire mondial (PAM) des Nations unies et mis en œuvre par le Croissant rouge turc (Kizilay), permet aux familles de réfugiés de choisir et d'acheter elles-mêmes les denrées alimentaires dont elles ont besoin au lieu de recevoir des colis d'aide alimentaire standard. La carte alimentaire électronique, utilisable dans les magasins sélectionnés par le PAM, le Kizilay et l'Etat, permet ainsi d'acheter des quantités suffisantes d'aliments frais et nutritifs à des prix de marché compétitifs. Les commerçants, qui ont passé un contrat avec le Kizilay garantissant le respect des règles et des normes de qualité établies par le programme, se trouvent à l'intérieur des camps et dans les zones urbaines situées à proximité.

Le programme des cartes alimentaires électroniques permet aux familles de réfugiés de manger des mets semblables à ceux qu'elles consommaient en Syrie, tout en garantissant la valeur nutritionnelle de leur régime alimentaire. La carte permet d'acheter des produits frais, qui ne font généralement pas partie des rations alimentaires traditionnelles, mais non des produits tels que sucreries, boissons alcoolisées et cigarettes. En 2016, chaque membre d'une famille recevait 50 livres turques par mois sur sa carte alimentaire électronique, soit environ 18 euros. Cette somme correspond au coût de référence du PAM pour un panier alimentaire fournissant 2.100 calories par jour, estimé à 62 livres turques. Le dispositif de suivi et d'évaluation du PAM a relevé des scores de diversité alimentaire élevés – un indicateur majeur de l'état nutritionnel – chez les bénéficiaires, ce qui prouve que le programme garantit la consommation d'un régime nutritif à tra-

vers l'achat de produits de base dans un panier alimentaire prédéterminé.

Dans le camp de Malatya, l'un des vingt-six camps gérés par l'Etat en Turquie, près de 8.000 personnes vivent dans des petits conteneurs d'hébergement. Amina Akkud, une mère de cinq enfants qui vit dans le camp et dont le mari se trouve à l'étranger, a la responsabilité de faire en sorte que ses enfants aillent à l'école et mangent des aliments sains. Elle s'inquiète pour sa fille Shahad, âgée de vingt ans, qui est restée en Syrie avec son mari et son bébé. « À cause de la situation en Syrie, ma fille ne mange de la viande qu'une fois par mois si tout va bien. Ici, nous en mangeons deux fois par semaine grâce à la carte électronique du Programme alimentaire mondial ». Les femmes jouent un rôle important à l'intérieur du camp ; un grand nombre d'entre elles sont chef de famille car le conflit en Syrie a divisé une multitude de familles et a fait un nombre encore plus grand de victimes.

Les cartes alimentaires électroniques permettent aux familles d'acheter leurs aliments préférés et de préparer des mets sains dans leurs abris ou logements ; d'où l'intérêt de ce système par rapport à la distribution de repas chauds. Il y a lieu de souligner que ces cartes semblent accroître le rôle des femmes au sein du ménage du point de vue de la satisfaction des besoins alimentaires et de l'organisation des repas, dans la mesure où elles sont pleinement impliquées dans le choix des aliments pour leur famille. Consommer une cuisine familiale est très important dans ces situations de détresse prolongée : le fait, pour les réfugiés, de man-

### Une solution contextualisée

Le lancement du programme Kizilay-PAM des cartes alimentaires électroniques pour les réfugiés en Turquie est le premier exemple d'un système de bons alimentaires électroniques utilisé initialement pour répondre à une situation d'urgence. Les facteurs clés de sa réussite sont les suivants : les grandes capacités de l'Etat turc ; le rôle de l'unité de gestion des situations d'urgence qui a créé les camps, fourni les installations de cuisine et repéré des commerces alimentaires ; la vitalité de l'agriculture et du secteur du commerce alimentaire turcs ; la solidité et l'utilisation diffuse du système de paiement électronique ; un partenariat synergique entre l'Etat, le Kizilay pour son expérience dans la réponse aux situations d'urgence et le PAM pour son expertise dans les programmes de bons alimentaires électroniques. Ces conditions ont permis le passage de l'assistance alimentaire en nature initiale, plus fréquente dans les camps de réfugiés, à une approche axée sur le marché avec la fourniture de bons électroniques.

ger des aliments auxquels ils sont culturellement attachés peut leur donner un sentiment d'appartenance et soulager leur stress. Enfin, une source de nourriture stable peut assurer un degré de normalité, ce qui représente un soutien émotionnel considérable pour les familles de réfugiés.

Kahramanmaraş est un autre camp de réfugiés en Turquie hébergeant en majorité des Syriens. Il y a quatre ans, un certain nombre de réfugiés, comme Salwa, ont reçu une carte alimentaire électronique. « Grâce à cette carte, notre situation s'est améliorée. Avant, nous recevions des repas chauds, mais très souvent mes enfants ne pouvaient pas les manger. Avec la carte, c'est plus facile : je peux acheter ce que je veux et préparer à ma famille les plats qu'elle aime. Je viens cinq fois par semaine et je dépense entre 100 et 125 livres », l'équivalent de 30-40 euros, dit Salwa. Ce programme lui assure une certaine indépendance, ainsi que la dignité de choisir sa propre nourriture.

Une contribution de 40 millions d'euros des Opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne, en mars 2016, a permis d'étendre le programme aux familles les plus vulnérables vivant à l'extérieur des camps, où résident 2,3 millions de Syriens, en augmentant ainsi le nombre de bénéficiaires à 735.000. La plupart des réfugiés syriens, 90% d'après la Commission européenne, vivent dans des zones urbaines et rurales à l'extérieur des camps et, souvent, ils ne sont pas pris en compte. Leur identification est une tâche énorme et les responsables de terrain rapportent que près d'un tiers des familles syriennes qui vivent en dehors des camps souffrent d'insécurité alimentaire.

La réussite du programme est confirmée par le haut degré de satisfaction des bénéficiaires – qui préfèrent choisir et préparer leur propre nourriture plutôt que manger les repas chauds qui leur sont distribués – et par ses bénéfices pour l'économie locale. Les communautés locales sont directement impactées dans la mesure où les bénéficiaires du programme dépensent leurs bons alimentaires dans des magasins et des su-

permarchés qui appartiennent à et sont gérés par des commerçants locaux, contribuant ainsi à une meilleure intégration entre la société turque et les réfugiés syriens. Pour les bénéficiaires qui vivent à l'extérieur des camps, les partenaires du programme ont passé des contrats avec des commerces alimentaires, après une évaluation approfondie, afin d'assurer leur participation au programme des cartes alimentaires électroniques, tout en cherchant à développer une plus grande compétition sur le marché et à assurer la qualité des aliments à un moindre coût. Par ailleurs, le programme permet de réaliser des économies jusqu'à 70% par rapport à la fourniture de repas chauds, tout en éliminant le gaspillage alimentaire généré au cours de leur distribution.

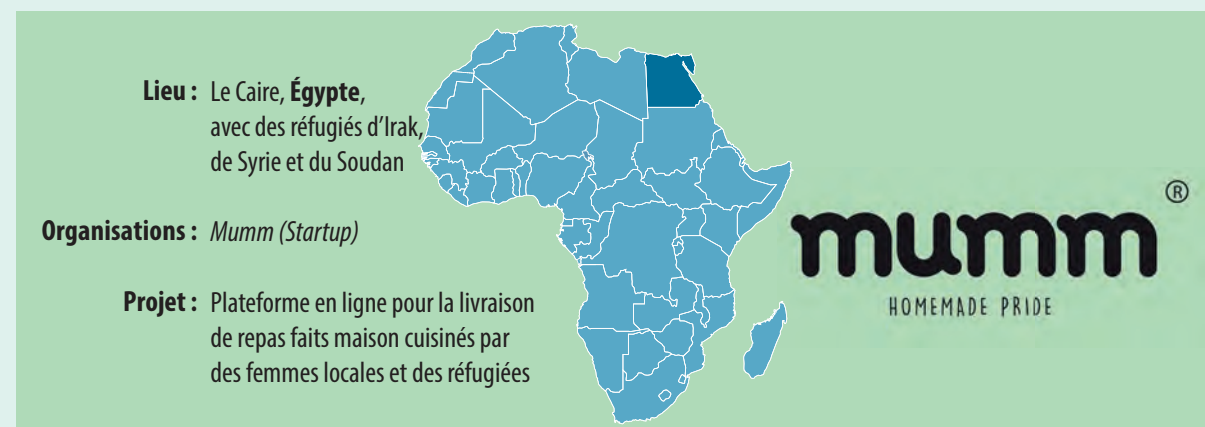
La guerre en Syrie a obligé des millions de personnes à abandonner leurs foyers. Depuis avril 2011, un grand nombre d'entre elles sont entrées en Turquie, qu'une frontière de 900 kilomètres sépare de ce pays frappé par la guerre. Six ans après le début de la crise humanitaire, environ cinq millions de personnes ont été enregistrées comme réfugiés dans les pays voisins, alors que six millions et demi se sont déplacés à l'intérieur de la Syrie. La Turquie héberge actuellement la plus grande population de réfugiés du monde, soit 3,1 millions de personnes, dont 2,7 millions de Syriens.

### BIBLIOGRAPHIE :

- <https://insight.wfp.org/e-food-card-brings-normalcy-to-syrian-refugees-in-camps-in-turkey-78e183053c4b>
- <http://reliefweb.int/report/turkey/more-onion-and-bread-e-food-cards-syrian-refugees-turkey>
- <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/51036>
- [https://ec.europa.eu/echo/field-blogs/stories/e-food-cards-making-difference-lives-refugees-turkey\\_en](https://ec.europa.eu/echo/field-blogs/stories/e-food-cards-making-difference-lives-refugees-turkey_en)
- <http://www.euronews.com/2016/04/28/turkey-e-food-cards-for-refugees>
- <http://www.enonline.net/fex/48/efoodcard>
- <https://www.wfp.org/stories/turkey-story>
- <http://www.aljazeera.com/humanrights/2014/12/un-food-aid-system-fails-syria-refugees-201412362857326796.html>
- <https://www.betterthancash.org/news/blogs-stories/wfps-new-e-card-reduces-syrian-refugees-suffering>

## ÉTUDE DE CAS :

# MUMM LA START-UP ÉGYPTIENNE QUI FOURNIT DES REPAS PRÉPARÉS PAR LES RÉFUGIÉS



Mumm est une plateforme égyptienne qui relie des cuisiniers et cuisinières travaillant chez eux, dénommés « Partenaires alimentaires », à des clients de proximité en quête de repas sains et nutritifs à un prix abordable, livrés à domicile. Cette start-up recrute des réfugiées syriennes, irakiennes et soudanaises et leur dispense une formation de partenaires alimentaires en collaboration avec la Fondation Fard, une ONG basée au Caire. En reliant les cuisinières qui travaillent chez elles au

marché, Mumm permet aux femmes résidentes et aux réfugiées de gagner leur vie grâce à leurs capacités culinaires et à leurs succulentes recettes traditionnelles.

Cette entreprise Internet innovante permet non seulement aux femmes égyptiennes de s'assurer indépendance financière dans un pays où le chômage féminin atteint un taux de 25,5%, mais également d'aider les familles de réfugiés dans le besoin à gagner un reve-

nu. Les demandeurs d'asile et les réfugiés enregistrés en Egypte sont en grande majorité originaires de Syrie, 71% au total, contre 26.000 Soudanais et 7.000 Irakiens. Grâce à la collaboration avec la fondation Fard, de nombreuses réfugiées ont trouvé un moyen pour subvenir aux besoins de leurs familles ; c'est le cas d'Iman Omanein, qui prépare des plats typiques comme elle le faisait avant de fuir en Egypte pour échapper à la guerre. « Je suis une femme syrienne mariée depuis 23 ans et, bien sûr, je sais cuisiner. » Après avoir suivi un cours de cuisine gratuit dispensé par Mumm, où la qualité et la salubrité des aliments sont prises en compte, Iman est devenue partenaire alimentaire.

Une caractéristique importante de Mumm est le fait que les partenaires alimentaires, en majorité des femmes, préparent les mets dans leur propre cuisine, tandis que l'entreprise s'occupe du marketing et de la livraison. Pour passer leur commande, les internautes cliquent d'abord sur la localité, puis ils font leur choix parmi les photos attractives des mets faits maison disponibles dans les zones avoisinantes. Le choix comprend des portions individuelles, des repas pour familles et même des mets surgelés, un service actuellement disponible dans de nombreux quartiers du Caire et de ses environs. Les repas sont livrés à domicile, avec une économie de 20% par rapport à des plats similaires fournis par les restaurants. Les cuisiniers et cuisinières gagnent en moyenne, d'après les estimations de l'entreprise, 6.000 livres égyptiennes, soit 300 euros par mois, qui servent à Iman pour subvenir aux besoins de sa famille.

Les avantages de ce concept entrepreneurial sont multiples, comme l'explique Waleed Abd El Rahman,

co-fondateur et PDG de Mumm, dans une interview de 2016. « Mumm a un impact positif sur la société à plusieurs niveaux : nous assurons un emploi à des cuisiniers et cuisinières qui travaillent chez eux, nous offrons des opportunités de travail aux réfugiés et nous fournissons des repas sains et nutritifs en contribuant à la lutte contre l'obésité. » Nous aidons également les femmes à atteindre une certaine indépendance financière en les reliant à l'économie locale ; Mumm leur donne en effet « la possibilité de se doter de moyens de subsistance durables, dans le confort de leur foyer, en mettant également les outils nécessaires à leur disposition pour offrir des mets sûrs, savoureux et de qualité ». Permettre aux femmes de devenir financièrement indépendantes et d'avoir un emploi stable est un résultat positif dans une société où elles sont en général confinées dans la sphère privée.

Cette start-up technologique qui fournit des plats faits maison a été reconnue par le Forum économique mondial (FEM) et la Société financière internationale, au début de l'année, comme l'une des cent premières start-up d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient utilisant les technologies numériques pour promouvoir le changement social. En août dernier, Mumm a en outre obtenu un investissement de 200.000 dollars US de 500 Startups, un accélérateur et un fonds d'investissement basé aux Etats-Unis, que l'entreprise Internet égyptienne utilisera pour élargir sa base de clients et renforcer son équipe. Sharif El-Badawi, partenaire de 500 Startups, a déclaré : « Non seulement nous pensons que Mumm contribuera à faire en sorte que les employés de bureau mangent plus sainement et soient plus productifs, mais nous cherchons aussi à autonomiser les femmes et à leur assurer l'indépendance et la sécurité de l'emploi. »

### Assurer la qualité et la sécurité des repas faits maison

Un facteur fondamental du succès du concept de Mumm est de livrer une nourriture sûre et de qualité aux clients. Cette entreprise a mis en place des processus minutieux afin d'assurer que les repas livrés soient conformes aux normes d'hygiène. Lors des cours d'initiation, les équipes de Mumm inspectent la cuisine du nouveau partenaire alimentaire ; ces inspections ont ensuite lieu toutes les deux semaines, en plus de contrôles aléatoires. En outre, les utilisateurs peuvent poster leurs avis sur le site Internet de l'entreprise, fournir leurs commentaires sur un plat particulier et lire ceux des autres clients.



Les repas faits maison sont souvent préparés avec plus de soin et d'amour que ceux fournis par les détaillants alimentaires, ce qui donne une valeur ajoutée au service. Les plats sont préparés à la demande avec des ingrédients frais, et cela contribue à développer l'appétence pour les aliments sains chez les consommateurs du Caire. Non seulement l'entreprise de cuisine égyptienne aide les réfugiées en leur offrant un travail utile, mais elle fait également connaître la grande variété de la cuisine syrienne à ses clients.

Mumm, qui a commencé à livrer ses repas en 2016 à partir de la ville du 6 octobre, semble être entrée sur le marché au bon moment et au bon endroit. En 2013, un article de The Guardian expliquait que, dans cette ville satellite de la capitale égyptienne, le nombre de restaurants et de traiteurs syriens avait beaucoup augmenté depuis que les ressortissants de ce pays en conflit avaient été contraints de fuir en masse. De nombreux réfugiés se sont bien intégrés dans la ville et ont ouvert des restaurants et des épiceries ; en fait, les Syriens ont apporté leur cuisine dans le pays. « Lorsque nous avons ouvert, les Egyptiens venaient par charité », évoque Abdoul Kheir, un traiteur syrien. « Puis, quand ils ont vu la différence de qualité,

ils sont revenus et sont devenus accros. Maintenant, j'ai plus de clients égyptiens que syriens. » En peu de temps, les Egyptiens ont commencé à apprécier la cuisine des réfugiés – une source de fierté pour la communauté syrienne, sur laquelle Mumm a su capitaliser.

#### BIBLIOGRAPHIE :

- Mumm web : <http://www.getmumm.com/>
- <http://www.almaktouminitiatives.org/en/MEE/articledetail/?articleUrl=time-for-mumm-the-food-delivery-service-that%27s-empowering-arab-housewives-and-refugees>
- <https://en.reset.org/blog/mumm-egypts-recipe-financial-independence-06262017>
- <http://disrupt-africa.com/2017/08/500-startups-invests-200k-in-egyptian-food-delivery-startup-mumm/>
- <https://dailynewsegypt.com/2016/07/16/mumm-and-a15-join-forces-to-provide-home-made-food-online/>
- <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/151/217025/Egypt/Features/Syrians-in-Egypt-A-haven-despite-the-hardships.aspx>
- <https://egyptianstreets.com/2016/01/14/egyptian-women-can-now-make-egp-6000-a-month-cooking-homemade-food/>
- <https://www.theguardian.com/world/2013/jul/25/syria-refugee-restaurant-food-egypt-city>
- UNHCR : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php>
- 3RP, 2016. Plan régional de l'Egypte pour les réfugiés et la résilience 2016-2017, en réponse à la crise syrienne.

## ÉTUDE DE CAS :

# REFOODGEES INVERSER LE RÔLE DE VICTIMES DES DEMANDEURS D'ASILE EN LES AUTONOMISANT À TRAVERS LA NOURRITURE



**Lieu :** Cologne - Düsseldorf, (Allemagne du Nord)  
avec des demandeurs d'asile venant  
(en majorité) de **Syrie**

**Organisation :** Refoodgees




D'après une enquête de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Allemagne est la deuxième destination la plus populaire pour les migrants, après les États-Unis. On estime qu'environ 11 millions de personnes qui vivent actuellement en Allemagne sont nées ailleurs ; autrement dit, plus d'un individu sur huit de la population allemande est un immigré. Depuis 1960, l'Allemagne est l'une des principales destinations des migrants intra-européens ; mais, lorsque la crise des réfugiés

a éclaté en 2015, plus d'un million de demandeurs d'asile en provenance de pays non communautaires sont arrivés dans le pays. On a calculé que, à la suite de cette crise, les Länder allemands ont dépensé 23 milliards d'euros en 2016 pour pouvoir accueillir tous les réfugiés. L'Allemagne étant un pays fédéral et les migrants répartis de manière très hétérogène, une grande variété d'initiatives différentes se sont développées à l'échelle régionale (Land) et locale pour promouvoir leur intégration.



A Cologne (Rhénanie-du-Nord – Westphalie), la population de réfugiés a plus que doublé en deux ans, en passant de 5.141 demandeurs d’asile en décembre 2014 à 13.253 en décembre 2016, en provenance majoritairement de la Syrie et de l’Iran. Cette ville est un excellent exemple de l’attitude proactive de l’Allemagne dans sa façon d’accueillir les migrants et de les rendre parties prenantes de la plus puissante économie européenne : le projet REFOODGEES. Lancé en 2015 par Christian et sa compagne, REFOODGEES a l’objectif d’autonomiser les immigrés à travers un aspect essentiel pour tous les êtres humains : la nourriture. Tout a commencé par un groupe culinaire qui se réunissait deux fois par semaine pour cuisiner des repas avec les migrants et les partager avec eux. Plus de quarante personnes, dont la moitié sont allemands et l’autre des demandeurs d’asile, en majorité Syriens mais aussi Nigériens et Kurdes, participent encore à ces dîners ; entre-temps, le projet s’est développé progressivement et s’est transformé en une start-up.

Le groupe activement impliqué dans la start-up est plus réduit et comprend environ 15 personnes, dont une moitié sont allemands et l’autre des demandeurs d’asile. Son activité consiste essentiellement à organiser ou participer à des événements culinaires dans toute l’Allemagne et offrir un excellent service de restauration. Celui-ci n’est pas conçu comme un service traditionnel : son but est de rapprocher les personnes, et les événements sont donc très interactifs. Durant les soirées à Cologne et à Düsseldorf, les cuisiniers ont la possibilité de rencontrer les clients, de se présenter et de raconter leur histoire.

En 2015, la start-up a reçu une importante donation privée qu’elle a utilisée pour acheter une fourgonnette, immédiatement transformée en camionnette alimentaire professionnelle. À bord de celle-ci, le groupe s’est rendu à divers festivals alimentaires en Allemagne, en faisant connaître ses aliments exotiques et sa nouvelle idée d’intégration. Les festivals de cuisine sont une occasion unique pour des personnes qui, sans cela, n’entreraient pas en contact avec les réfugiés. Dans l’ensemble, le public a accueilli ce projet avec enthousiasme : la proposition de mets savoureux semble être un excellent moyen de vaincre la méfiance initiale de

la population vis-à-vis des immigrés et de les rendre plus enclins à écouter les histoires des demandeurs d’asile.

« Ce qui est important dans ce projet », déclare Christian, « c’est ce qui arrive à nos cuisiniers. Les migrants, notamment les demandeurs d’asile, se sentent en général des victimes dans leur nouvelle patrie et pensent devoir être reconnaissants envers tous. Grâce à la nourriture, leur rôle est inversé du fait qu’ils sont capables de produire quelque chose dont les gens peuvent les remercier. C’est ce qui change, à mon avis, la mentalité aussi bien des Allemands que des gens qui arrivent dans le pays. » Par ailleurs, lorsqu’ils cuisinent et rencontrent la société allemande, les demandeurs d’asile ont la possibilité d’apprendre la langue du pays. Christian se souvient qu’au début, la plupart d’entre eux ne connaissaient pas un mot d’allemand et communiquaient essentiellement en anglais ou par gestes. Maintenant, du fait de leur expérience et des cours de langue qu’ils ont suivis, il leur arrive parfois de corriger les Allemands et de leur apprendre par la même occasion quelques mots d’arabe.

Les participants du projet sont tous des volontaires ; les profits réalisés durant les événements sont entièrement utilisés pour financer le projet ou pour soutenir d’autres initiatives d’aide aux migrants. Par exemple, ils travaillent avec la Fondation pour les réfugiés et son projet d’aide aux réfugiés en fuite, qui assure à d’autres camps de réfugiés hors d’Allemagne un soutien à tous les niveaux : provisions, tentes, jouets pour les nombreux enfants vivant dans les camps.

Quant à leur propre projet, une partie des bénéfices est investie dans les achats nécessaires pour le faire fonctionner, et Christian cherche actuellement comment participer une fois par semaine au marché alimentaire de Cologne et poursuivre son projet. En outre, la start-up a fait des démarches pour permettre à deux de ses cuisiniers d’obtenir un permis de conduire et rendre ainsi le groupe plus indépendant. C’est l’objectif futur de cette initiative : rendre les demandeurs d’asile plus autonomes en leur redonnant confiance en eux et en leur restituant leur dignité.



### Le Refugee Food Festival

Le Refugee Food Festival est un événement itinérant européen né en 2016 à Paris, dans le cadre duquel des restaurants de la ville ont ouvert leurs cuisines aux chefs réfugiés. Basé sur le pouvoir universel de la nourriture, ce festival a trois grands objectifs : changer le regard sur les réfugiés, accélérer leur insertion professionnelle et découvrir les cuisines du monde entier. Après le grand succès de la première édition et grâce au kit méthodologique mis au point par les deux organisations impliquées (Food Sweet Food et l’Agence des Nations Unies pour les Réfugiés) pour exporter le festival, treize villes européennes ont répliqué cette initiative en 2017. Plus de cinquante restaurants ont ouvert leurs cuisines aux chefs réfugiés du monde entier.

#### BIBLIOGRAPHIE :

- <http://www.stadt-koeln.de/leben-in-koeln/soziales/koeln-hilft-fluechtlingen/fluechtlinge-koeln>
- <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-05-20/immigration-boom-propels-germany-past-u-k-in-new-oecd-ranking>
- <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/germany-refugees-spend-20-billion-euros-2016-angela-merkel-crisis-budgets-middle-east-north-africa-a7623466.html>
- <http://www.laden-ein.com/refoodgees/>
- <https://www.facebook.com/refoodgees/>



# RECOMMANDATIONS

Cette étude démontre que les flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe (migration Sud-Nord à travers la mer Méditerranée) font partie d'un enjeu structurel lié à divers facteurs : géopolitiques, démographiques, environnementaux et économiques.

***L'alimentation et la nutrition sont un composant important de tous les objectifs de développement durable, et elles sont liées aux principaux facteurs à l'origine des migrations,*** tant en termes de sécurité alimentaire qu'en raison du lien étroit entre nutrition et capital humain.

Dans l'analyse sur alimentation et migration, trois mots clés sont particulièrement importants.

***Le premier mot clé est interdépendance.*** Une étude sur la migration et l'alimentation doit être focalisée sur les ***liens qui existent entre les différentes régions et les différentes cultures*** en termes de développement, de compréhension mutuelle, de risques et d'opportunités.

***Le deuxième mot clé est paradoxe.*** Il existe plusieurs paradoxes concernant la migration et l'alimentation. Ceux-ci doivent être examinés en tenant compte du rôle des ***chaînes de valeur alimentaires et de l'innovation*** en tant que facteurs de développement local et moyens pour surmonter le problème des pertes alimentaires grâce à ***la coopération entre producteurs, transformateurs alimentaires et distributeurs.***

***Le troisième mot clé est incertitude.*** Quand il s'agit de démographie et de changement climatique, les scénarios et les tendances sont sujets à de fortes variations ; il s'ensuit que, ***pour être viable, toute prise de décision doit nécessairement comprendre le traitement des incertitudes.***

Dans un tel contexte, il est fondamental de stimuler des recherches ultérieures sur les migrations et la sécurité alimentaire et de mettre à profit la conscience accrue vis-à-vis de l'importance de la science et des politiques publiques en vue d'actions futures. Il est également nécessaire de sensibiliser le public au « ***lien migra-***

*tion-alimentation* », en mobilisant toutes les parties prenantes (Etats, organisations internationales, ONG, centres de recherche, groupes de réflexion) impliquées dans les politiques migratoires, notamment *les autorités locales*.

Les recommandations spécifiques concernant le « lien migration-alimentation » sont indiquées ci-après :

**1. La migration est un phénomène structurel lié à des tendances structurelles.** À moyen-long terme, il est fondamental d'investir dans le développement économique et humain des pays d'origine, à l'aide de mesures telles qu'une politique contre « l'accaparement des terres », des investissements dans l'instruction, la recherche et l'innovation, ainsi que le développement de *filiales agroalimentaires durables*. Les instruments financiers existants, aussi bien publics que privés, peuvent être utilisés dans le cadre d'un programme de développement global, sans perdre de vue l'importance d'une *différenciation*. D'une part, les questions migratoires ne peuvent pas être abordées uniquement à travers les politiques migratoires. D'autre part, des politiques universelles ne seraient pas en mesure de faire face au problème de la faim dans les pays d'origine. Il est indispensable, en partant des principaux acteurs africains que nous avons identifiés, d'élaborer *des stratégies spécifiques par pays* en tenant compte des différences internes.

**2. Une vraie approche partenariale est nécessaire.** Toute action concertée devrait commencer par *une appropriation réelle par les pays africains* et un renforcement du rôle de l'Union africaine (sur la base de l'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine). En particulier, les flux migratoires Sud-Nord ne devraient pas être considérés comme un problème uniquement européen : une sensibilisation réellement globale est nécessaire. Une approche globale de la migration Sud-Nord à travers la Méditerranée devrait donc comprendre *les principaux acteurs géopolitiques* impliqués dans la région, tels que les Etats-Unis, la Chine et les pays du Golfe, en raison de leur poids dans la coopération sur le changement climatique et de leur influence sur les pays d'origine des migrants. La coopération internationale dans

ces régions devrait prendre en compte *l'Agenda 2030 du développement durable*.

**3. Dans le droit fil du « Plan Marshall avec l'Afrique » de l'Allemagne, l'alimentation et l'agriculture doivent être considérées comme un tout sur la base duquel fonder un nouveau partenariat avec l'Afrique,** à l'aide d'initiatives visant au développement durable de la région qui s'étend du Moyen-Orient au Golfe de Guinée. Pour que l'Afrique puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici 2050, des chapitres ad hoc sur l'agriculture (y compris l'innovation dans l'agriculture, la technologie et l'accès aux financements), l'alimentation et la nutrition doivent être intégrés dans toutes les politiques établies par l'UE, ainsi que dans tous les Pactes sur la migration conclus avec les pays d'origine des migrants, en soulignant *le rôle des filières alimentaires comme réseaux d'interdépendance*. Les initiatives spécifiques pourraient porter sur : la limitation des pertes et des gaspillages alimentaires ; l'amélioration des réseaux de distribution et de réfrigération ; la promotion d'initiatives muti-parties prenantes des producteurs, des transformateurs et des distributeurs alimentaires visant à favoriser l'emploi des jeunes et le développement rural ; la supervision et le lancement de programmes communs de recherche et d'innovation.

**4.** Lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique, *on ne peut négliger les synergies et les compromis par rapport aux impacts environnementaux et à l'atténuation du changement climatique*. La part des produits agricoles destinés à l'alimentation animale et à la production bioénergétique, déjà importante en soi, devrait augmenter à l'avenir dans le but, respectivement, de nourrir un nombre croissant d'individus et de réaliser les objectifs d'atténuation du changement climatique. Au-delà des fortes conséquences sur le plan écologique (consommation de sols et d'eau, émissions de gaz à effet de serre des cultures, déforestation), qui exigeraient une modification des régimes alimentaires et une agriculture respectueuse de l'environnement, il s'agit également d'évaluer la durabilité réelle d'une production agricole soumise aux changements cli-

matiques en l'absence de toute adaptation. Dans ce contexte, la focalisation sur un espace plus restreint permet de prendre en compte la grande hétérogénéité intérieure des pays, qui explique l'ampleur des migrations internes, notamment lorsqu'il s'agit de déplacements de courte durée à la suite d'événements extrêmes localisés, tels que les inondations. Enfin, si on considère les *frontières alternatives* (bassins versants, zones agro-écologiques...) plutôt que les frontières administratives, on peut appréhender les problèmes et les conflits transfrontaliers, tels que la compétition amont/aval pour les ressources en eau et la répartition des services d'écosystème entre zones rurales et zones urbaines.

**5. Les envois de fonds** sont importants : ils constituent le lien entre les économies individuelles des migrants et le développement des pays d'origine, et *ils peuvent contribuer au développement durable*. A travers les plans de mobilisation de l'UE, les institutions de promotion nationale africaines et autres instances, les flux d'envois de fonds, tout en continuant à être une source de revenu pour les familles dans les pays d'origine, devraient également soutenir des projets de développement agricole spécifiques.

**6.** Il est nécessaire de *sensibiliser l'opinion au problème de l'exploitation illégale du travail agricole*. Les directives et les initiatives de l'UE dans ce domaine – qui sont en ligne, entre autres, avec les *20 principes du pilier européen des droits sociaux* – devraient être pleinement soutenues et mises en œuvre par les Etats membres à travers des initiatives ad hoc de contrôle et de mise en application. En outre, la contribution de tous les acteurs de la filière est fondamentale afin d'éviter que de nouvelles formes d'exploitation plus subtiles ne réapparaissent sous la pression des contraintes de marché.

**7. Un lien fondamental entre la démographie et le développement économique est l'autonomisation des femmes.** Le rôle des femmes devrait donc être au centre de toute stratégie de co-développement et de développement durable. Il est nécessaire d'intensifier la collaboration afin que les agricultrices puissent bénéficier d'une meilleure for-

mation technique, ainsi que les échanges de bonnes pratiques *pour que les femmes puissent devenir entrepreneurs, spécialistes et dirigeants*.

**8. Un programme de recherche sur le « lien migration-alimentation » dans les pays de destination s'avère nécessaire. La nourriture a un potentiel d'intégration énorme et inexploré, étant un facteur d'inclusion.** Dans les pays de destination, les politiques migratoires ne devraient pas être limitées aux services d'accueil des migrants.<sup>1</sup> Toute stratégie nationale en matière de migration mise en œuvre dans les pays de l'UE devrait comprendre également des politiques d'intégration – ce qui exige des investissements linguistiques et culturels – ainsi que des projets de formation professionnelle. Dans tous ces domaines, l'alimentation et la nutrition doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il est également important de *suivre de près l'impact des différentes initiatives actuellement en cours afin de promouvoir l'intégration par l'alimentation en collectant les données correspondantes et en développant le partage de connaissances entre les diverses parties prenantes*.

**9. Le développement de chaînes de valeur agroalimentaires durables, intégrées, rentables et entrepreneuriales dans le bassin méditerranéen peut contribuer fortement à la stabilisation des flux migratoires en améliorant la sécurité alimentaire, le développement rural et les sources de revenus des petits exploitants agricoles.** L'établissement de partenariats collaboratifs entre tous les acteurs des chaînes de valeur alimentaires et entre les divers pays du bassin méditerranéen est essentiel pour promouvoir l'innovation dans le secteur agroalimentaire et mettre en œuvre l'Agenda 2030, favorisant également les échanges de connaissances et de bonnes pratiques.

#### NOTES

<sup>1</sup> Les politiques migratoires devraient examiner de manière plus approfondie la question de la répartition des migrants – par exemple, en ayant recours à la « clé de Königstein » (les quotas de demandeurs d'asile en Allemagne sont calculés sur une base annuelle pour chaque Land en fonction des revenus fiscaux et du nombre d'habitants).



## BIBLIOGRAPHIE

- Abulafia D. (2011). The Great Sea. Oxford University Press.
- Antonelli M. et al. (2015). Global investments in agricultural land and the role of the EU : Drivers, scope and potential impacts, Land Use Policy Volume 47, September.
- AfDB (2016). Analytical Fact Base on Economic Opportunity for Youth in Africa, Dalberg for African Development Bank.
- AfDB/OECD/UNDP (2017). African Economic Outlook 2017.
- Al-Sharafat A. (2016). Analyzing Farm Accounting Skills Related to Financial Performance of Dairy Industry : An Evidence from Jordan. *Journal of Agricultural Science*, 8(12), 174.
- Amnesty International (2012). We Wanted Workers but We Got Humans Instead. Labour Exploitation of Agricultural Migrant Workers in Italy. London, October.
- Arshinder K. et al. (2011). A review on supply chain coordination : coordination mechanisms, managing uncertainty and research directions. *Supply chain coordination under uncertainty* (pp. 39-82). Springer Berlin Heidelberg.
- Baregheh A. et al. (2012). Food sector SMEs and innovation types, *British Food Journal*, Vol. 114 No. 11, pp. 1640-1653.
- Barilla Center for Food and Nutrition (2009a). Position Paper The cultural dimension of food.
- Barilla Center for Food and Nutrition (2009b). Position Paper Alimentazione e salute.
- Barilla Center for Food and Nutrition (2016a). Fixing Food : Towards a More Sustainable Food System. The Economist Intelligence Unit (<https://www.barillacfn.com/m/publications/bcfn-fixingfood.pdf>).
- Barilla Center for Food and Nutrition (2016b). Eating Planet. Food and Sustainability : Building our Future, Edizioni Ambiente.
- Bell M., Pavitt K. (1992). Accumulating technological capability. The World Bank Annual Conference on Development Economics. World Bank, New York, pp. 257-281.
- Belletti G. et al. (2017). Geographical indications, public goods, and sustainable development : The roles of actors' strategies and public policies. *World Development*, 98, 45-57.
- Beske P. et al. (2014). Sustainable supply chain management practices and dynamic capabilities in the food industry : A critical analysis of the literature. *International Journal of Production Economics*, 152 :131–143 · June 2014 DOI : 10.1016/j.ijpe.2013.12.026.
- Brachet J. et al. (2011). “Le Sahara entre espace de circulation et frontière migratoire de l’Europe”, *Hérodote* 2011/3 (n° 142), 163-182.
- Brzoska M., Fröhlich C. (2015). Climate change, migration and violent conflict : vulnerabilities, pathways and adaptation strategies, *Migration and Development*, DOI : 10.1080/21632324.2015.1022973
- Caiazza R. et al. (2014), “Innovation in agro-food system : policies, actors and activities”, *Journal of Enterprising Communities : People and Places in the Global Economy*, Vol. 8 No. 3, pp. 180-187.
- CBI (2017). Which trends offer opportunities on the European spices and herbs market ? ( <https://www.cbi.eu/market-information/spices-herbs/trends/> ).
- Chesbrough H. et al. (2006). Open Innovation : Researching a New Paradigm, Oxford University Press, Oxford.

Collier, P. (2013). *Exodus : how migration is changing our world*. Oxford University Press.

Cotula L. et al. (2009). *Land grab or development opportunity ? Agricultural investment and international land deals in Africa*, IIED, FAO, IFAD.

De Haas H. (2010). Migration transitions : a theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration, Paper 24. Oxford : International Migration Institute-University of Oxford.

De Pee S. et al. (2017). *Nutrition and health in a developing world*. Third edition. Humana Press, Rome.

Deakins D. et al. (2016). Entrepreneurial skill and regulation : Evidence from primary sector rural entrepreneurs. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 22(2), 234-259.

Deloitte (2015). Reducing Food Loss Along African Agricultural Value Chains. [https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/consumer-business/ZA\\_FL1\\_ReducingFoodLossAlongAfricanAgriculturalValueChains.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/consumer-business/ZA_FL1_ReducingFoodLossAlongAfricanAgriculturalValueChains.pdf)

Devillard A. et al. (2015). A Survey on Migration Policies in West Africa, ICMPD and IOM. Vienna-Dakar : March.

Di Paola A. et al. (2017). Human food vs. animal feed debate. A thorough analysis of environmental footprints. *Land Use Policy*, 67 : 652-659. 10.1016/j.landusepol.2017.06.017.

Dijkshoorn H. et al. (2003). [Prevalence of diabetes mellitus and cardiovascular disease among immigrants from Turkey and Morocco and the indigenous Dutch population]. *Nederlands tijdschrift voor geneeskunde*. 147.

Drucker P. (2014). *Innovation and entrepreneurship*. Routledge.

Ericksen P.J. et al. (2009). Food security and global environmental change : emerging challenges. *Environmental Science & Policy*, Volume 12, Issue 4, June 2009, Pages 373-377.

fDi Markets (2016). *The Africa Investment Report 2015*.

Food and Agriculture Organization (2014a). *The Water-Energy-Food Nexus. A new approach in support of food security and sustainable agriculture*. FAO, Rome.

Food and Agriculture Organization (2014b). *The State of Food and Agriculture : Innovation in family farming*. Rome.

Food and Agriculture Organization (2014c). *Developing sustainable food value chains – Guiding principles*. Rome.

Food and Agriculture Organization (2016). *Addressing rural youth migration at its root causes : a conceptual framework*. In Rural Development FAO, Rome.

Food and Agriculture Organization (2017a). *FAO and the SDGs : Indicators – Measuring up to the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

Food and Agriculture Organization (2017b). *The future of food and agriculture. Trends and challenges*.

FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO (2017) *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security*.

Galbete C. et al. (2017). Food consumption, nutrient intake, and dietary patterns in Ghanaian migrants in Europe and their compatriots in Ghana. *Food Nutr. Res.* 61(1).

Garnsey P. (1983). Grain for Rome, in Peter Garnsey P., Hopkins K., Whittaker C. R., *Trade in the Ancient Economy*, University of California Press.

Gholap N. et al. (2011). Type 2 diabetes and cardiovascular disease in South Asians. *Prim Care Diabetes*. 2011 Apr ; 5(1) :45-56.

González Turmo I. (2012), Chapter 5. The Mediterranean Diet : consumption, cuisine and food habits, in CIHEAM, MediTERRA 2012 (english), Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Annuels », p. 115-132.

GRAIN (2012). *Squeezing Africa Dry : Behind every land grab is a water grab*, June.

Graham A. et al. (2010). The impact of Europe's policies and practices on African agriculture and food security : Land grab study, FoodFirst Information Action Network.

Grecequet M. et al. (2017). Climate Vulnerability and Human Migration in Global Perspective. *Sustainability* 9 (5) : p. 720. DOI :10.3390/su9050720.

Gustavsson J. et al. (2011). *Global Food Losses and Food Waste : Extent, Causes and Prevention*, Rome, FAO.

Hamid M (2017). *Exit West*. Riverhead Books.

Han J. et al. (2013). The impact of supply chain integration on firm performance in the pork processing industry in China, *Chinese Management Sciences* 7(2), 230–252.

Handayati Y. et al. (2015). Agri-food supply chain coordination : the state-of-the-art and recent developments. *Logistics Research*, 8(1), 5.

Hawkes C., Ruel M.T. (2012). Value chains for nutrition. *Reshaping agriculture for nutrition and health*, 73-82.

HLPE (2014). *Food Losses and Waste in the Context of Sustainable Food Systems*, Rome, High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE) of the Committee on World Food Security.

Hobbs J.E. et al. (2000). Value chains in the agri-food sector, Department of Agricultural Economics, University of Saskatchewan, Saskatoon, Canada.

Hsiang S.M, et al. (2013). Quantifying the Influence of Climate on Human Conflict. *Science*, 341 :1235367.

IEMed (2017). *Mediterranean Yearbook 2017*. Available at : <http://www.iemed.org/publicacions/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania/sumaris/iemed-mediterranean-yearbook-2017>.

IOM (2014). *Migration, Environment and Climate Change : Evidence for Policy (MECLEP)*.

IFAD (2017). *Sending Money Home : Contributing to the SDGs, one family at a time*.

IMF (2017). *World Economic Outlook : A Shifting Global Economic Landscape*, International Monetary Fund, Washington, DC.

International Land Coalition (2011). Tirana Declaration : “Securing land access for the poor in times of intensified natural resources competition”.

IOM (2017). *Global Migration Trends factsheet 2015*. Geneva.

IPCC (2012) *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation. A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Field, C.B., V. Barros, T.F. Stocker, D. Qin, D.J. Dokken, K.L. Ebi, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, G.-K. Plattner, S.K. Allen, M. Tignor, and P.M. Midgley (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK, and New York, NY, USA, 582 pp

IPCC (2014) *Climate Change 2014 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA.

Juma C. (2011). “Africa Can Feed Itself in a Generation.” Policy Brief, Science, Technology, and Globalization Project, Belfer Center, January.

Juma C. (2015). *The New Harvest*, Oxford University Press.

Kahan D. (2012). *Entrepreneurship in farming*. FAO, Rome.

Kamanori M.G., Pullum T. (2013). Indicators of Child Deprivation in Sub-Saharan Africa, DHS Comparative Reports n. 32, ICF International, Calverton, Maryland.

Kachika T. (2010). *Land Grabbing in Africa : A Review of the Impacts and Possible Policy Responses*, Oxfam.

Kissoly L. et al. (2017). The integration of smallholders in agricultural value chain activities and food security : evidence from rural Tanzania, Food Security.

Knickel K. et al. (2009). Towards a Better Conceptual Framework for Innovation Processes in Agriculture and Rural Development : From Linear Models to Systemic Approaches. *Journal of Agricultural Education and Extension* 15 (2) : 131–146 doi :10.1080/13892240902909064.

Kohl I. (2013). Afrod, le business touareg avec la frontière : nouvelles conditions et nouveaux défis. *Politique Africaine* 132.

Kraemer R. A. (2017). The G20 and Building Global Governance for “Climate Refugees”, Centre for International Governance Innovation.

Krishnamurthy P. K. et al. (2014). A methodological framework for rapidly assessing the impacts of climate risk on national-level food security through a vulnerability index. *Global Environmental Change*, 25, 121-132.

Kwon D. Y. (2015). Why ethnic foods ? *Journal of Ethnic Foods*, Volume 2, Issue 3, 91

Lewis L. (2013). *Rural and Urban Water Issues in Africa*, The Water Project.

Lachman D.A. (2013). A survey and review of approaches to study transitions. *Energ Policy*, 58 (2013), pp. 269-276, 10.1016/j.enpol.2013.03.013.

Larsen K. et al. (Eds.) (2009). *Agribusiness and innovation systems in Africa*. World Bank Publications.

Livi Bacci M. (2015) “La Quarta Globalizzazione”, Limes 6/2015.

Lucas R. (Ed.) (2014). *International Handbook on Migration and Economic Development*, Edward Elgar Publishing.



- Lundqvist J. et al. (2008). Saving Water : From Field to Fork : Curbing Losses and Wastage in the Food Chain”, SIWI Policy Brief, Stockholm, Stockholm International Water Institute (SIWI) ([https://center.sustainability.duke.edu/sites/default/files/documents/from\\_field\\_to\\_fork\\_0.pdf](https://center.sustainability.duke.edu/sites/default/files/documents/from_field_to_fork_0.pdf)).
- Van Dijk M.P. (2016). Is China grabbing land in Africa ? A literature overview study, Contribution to the Landac conference Utrecht, June 30.
- Mäkinen H. (2013). Farmers’ managerial thinking and management process effectiveness as factors of financial success on Finnish dairy farms. *Agriculture and Food Science*, (2013) 22 : 452-465.
- Malakooti A. et al. (2015). Irregular Migration Between West Africa, North Africa and the Mediterranean. Paris-Abuja : Altai Consulting.
- Marti I., Mair J. (2008). Bringing change into the lives of the poor : Entrepreneurship outside traditional boundaries, In Institutional Work. Edited by Lawrence, T., R. Suddaby and B. Leca, Spring. Cambridge University Press.
- Mathu K., Tlare M.T. (2017). The impact of IT adoption in SMEs supply chains : A case of Gauteng and Free State provinces of South Africa. *South African Journal of Business Management*, 48(3), 63-71.
- Medici Senza Frontiere (2008). Una Stagione all’Inferno.
- Mbogo, M., (2011). Influence of Managerial Accounting Skills on SME’s on the Success and Growth of Small and Medium Enterprises in Kenya. *Journal of Language, Technology & Entrepreneurship in Africa*, Vol. 3, No. 1.
- Mekonnen M.M., Hoekstra A.Y. (2010) The green, blue and grey water footprint of farm animals and animal products, Value of Water Research Report Series No.48, UNESCO-IHE.
- Menozi D. et al. (2015). Farmer’s motivation to adopt sustainable agricultural practices. *Bio-based and Applied Economics* 4(2) : 125-147, 2015.
- Milan Center for Food and Law Policy (2017). Best Practices against Work Exploitation in Agriculture.
- National Population Commission [NPC] Nigeria and ICF International (2014). Nigeria Demographic and Health Survey 2013. Abuja, Nigeria, and Rockville, Maryland, USA.
- Nawrot K.A. et al. (2017). African Megacities as Emerging Innovation Ecosystems, Harvard Kennedy School RWP17-031, August 2017.
- OECD/ATAF/AUC (2016). Revenue Statistics in Africa.
- OECD/SWAC (2014). An Atlas of the Sahara-Sahel : Geography, Economy and Security, West African Studies, Paris, OECD Publishing.
- Holmboe-Ottesen G., Wandel M. (2012). Changes in dietary habits after migration and consequences for health : a focus on South Asians in Europe. *Food Nutr Res*. 56.
- Palumbo L., Sciurba A. (2015). Vulnerability to Forced Labour and Trafficking : The case of Romanian women in the agricultural sector in Sicily, *Anti-Trafficking Review*, issue 5, pp. 89–108.
- Parisi Presicce C., Rossini O. (2015). Nutrire l’impero. Storie di alimentazione da Roma e Pompei, L’Erma di Bretschneider, 2015.
- Porter M.E. (1986). Competition in global industries. Boston : Harvard Business School Press.
- Porter M.E., Kramer M.R. (2011). Creating Shared Value : How to Reinvent Capitalism and Unleash a Wave of Innovation and Growth. *Harvard Business Review*, 89(1/2), January-February, pp. 62-77.
- Practices on African Agriculture and Food Security (2011). FIAN International.
- Ray D. K. et al. (2015). Climate variation explains a third of global crop yield variability. *Nat Commun*, 6, 5989.
- Riccaboni A., Giovannoni E. (2005). L’innovazione organizzativo-gestionale : requisiti e criticità, in Riccaboni A., Busco C., Maraghini M.P., (2005) L’innovazione in azienda, (a cura di) Cedam, Padova.
- Ronco P. et al.. (2017). A risk assessment framework for irrigated agriculture under climate change. *Advances in Water Resources*, in press.
- Rundgren G. (2016). Food : from commodity to commons. *J. Agric. Environ. Ethics*, 29 (2016), pp. 103-121, 10.1007/s10806-015-9590-7
- Sachs, J.D. (2006). The End of Poverty. Penguin Books.
- Saka M., Galaa S. Z. (2016). Relationships between Wasting and Stunting and their concurrent Occurrence in Ghanaian Preschool Children, *Journal of Nutrition and Metabolism*, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4917721/>

- Scheele J. (2012). Smugglers and Saints of the Sahara : Regional Connectivity in the Twentieth Century. Cambridge : Cambridge University Press.
- Scheidel W. et al. (2012). ORBIS : The Stanford Geospatial Network Model of the Roman World. Stanford University, [http://orbis.stanford.edu/orbis2012/ORBIS\\_v1paper\\_20120501.pdf](http://orbis.stanford.edu/orbis2012/ORBIS_v1paper_20120501.pdf)
- SCHUB International (2013). The Official Supply Chain Dictionary : 8000 Researched Definitions for Industry Best-Practice Globally.
- Simatupang T.M., Sridharan R. (2002). The Collaborative Supply Chain. *The International Journal of Logistics Management*, Vol. 13 Issue : 1, pp. 15-30, <https://doi.org/10.1108/09574090210806333>
- Singh G.K., Miller B.A. (2004). Health, Life Expectancy, and Mortality Patterns Among Immigrant Populations in the United States. *Canadian journal of public health. Revue canadienne de santé publique*. 95. 114-21.
- Smil V. (2004). Improving Efficiency and Reducing Waste in our Food System”, *Environmental Sciences*, 1 (1), pp. 17-26.
- Kachica T. (2011). Land Grabbing in Africa : A Review of the Impacts and Possible Policy Responses, Oxfam.
- TMP Systems & Rights and Resources Initiative (2017). Tenure and Investment in Africa : Comparative Analysis of Key Trends and Contextual Factors.
- Touboulic A. et al. (2014). Managing Imbalanced Supply Chain Relationships for Sustainability : A Power Perspective. *Decision Sciences* 45(4) August 2014.
- Touboulic A., Walker H. (2015). Love me, love me not : a nuanced view on collaboration in sustainable supply chains. *Journal of Purchasing and Supply Management*, 21(3), 178-191.
- UN (2016). International Migration Report 2015. Highlights. New York.
- UN-Water/UNESCO (2016). Water and Jobs — The United Nations World Water Development Report 2016.
- UN G.A. (2015). Transforming our world : The Agenda 2030. For sustainable development. A/RES/70/1, 21 October.
- UNCTAD (2016). World Investment Report 2016.
- UNDP (2015), Human Development Report 2015.
- Vandenhede H. et al. (2012). Migrant mortality from diabetes mellitus across Europe : the importance of socio-economic change. *Eur J Epidemiol*. 2012 Feb ; 27(2) :109-17.
- Varsei M. et al. (2014). Framing sustainability performance of supply chains with multidimensional indicators. *Supply Chain Management : An International Journal*, Vol. 19 Issue : 3, pp. 242-257, <https://doi.org/10.1108/SCM-12-2013-0436>.
- Venkat K. (2011). The Climate Change and Economic Impacts of Food Waste in the United States. *International Journal of Food System Dynamics*, 2 (4), pp. 431-446.
- Vermeir I., Verbeke W. (2008). Sustainable food consumption among young adults in Belgium : theory of planned behavior and the role of confidence and values. *Ecol. Econ*. 64 (3), 542–553.
- Vigani M. et al. (2015). Food and feed products from micro-algae : Market opportunities and challenges for the EU. *Trends in Food Science & Technology*, 42(1), 81-92.
- Wanner P. et al. (1995). Habitudes de vie et comportements en matière de santé des immigrés de l’Europe du Sud et du Maghreb en France (Lifestyle and health behaviour of southern European and North African immigrants in France). *Rev Epidemiol Sante Publique* 43.
- Water footprint network (2017) <http://waterfootprint.org/en/water-footprint/product-water-footprint/water-footprint-crop-and-animal-products/>
- Willard B. (2012). The new sustainability advantage : seven business case benefits of a triple bottom line. New Society Publishers.
- World Bank (2016a). Africa’s Pulse : An Analysis of Issues Shaping Africa’s Economic Future, No. 14, 2016.
- World Bank (2016b). Migration and remittances data.
- World Food Program (2017). At the root of the Exodus : Food Security, Conflict and International Migration.
- WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme. [http://www.who.int/water\\_sanitation\\_health/monitoring/jmp-2015-key-facts/en/](http://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/jmp-2015-key-facts/en/)
- World Health Organization (2016a). Micronutrient Deficiencies, Geneva, World Health Organization (WHO) ([www.who.int/nutrition/topics/ida/en/](http://www.who.int/nutrition/topics/ida/en/)).
- World Health Organization (2016b). Global Report on Diabetes.





TOUTES LES PUBLICATIONS DE BCFN SONT DISPONIBLES SUR [WWW.BARILLACFN.COM](http://WWW.BARILLACFN.COM)



suivez-nous sur les réseaux sociaux

